

Pari-Press  
14 V 7

# APRÈS le prêt-bail de la GUERRE AVANT le prêt-bail de la PAIX 15 milliards de dollars à répartir entre 10 pays

## Voilà les "bases financières" de l'influence américaine

Par S. WOLFF.

**D** EPUIS la fin des hostilités, les Etats-Unis ont mis, sous forme de crédits et de dons, à la disposition des pays ayant souffert de la guerre, un nombre respectable de dollars pour aider ces pays à reconstruire leur économie.

Mais que l'on ne s' imagine pas qu'il existe, quelque part à Washington, dans un bureau poussiéreux, un comptable diligent qui inscrit sur un grand registre toutes les sommes prêtées ou données!

Tant que durait la guerre et subsistait le prêt-bail, tous les secours américains aux autres pays alliés passaient par le prêt-bail, confié à une administration spéciale. Celle-ci tenait effectivement une comptabilité fort précise, de sorte que l'on pouvait savoir, à un dollar près, à combien se montaient les secours américains accordés aux pays alliés.

Mais, depuis la cessation des hostilités, les choses se passent différemment. Le prêt-bail n'existe plus. Secours, crédits, dons sont consentis, à titres divers, par des institutions différentes. Il y a les dons du gouvernement, qui sont distribués par les soins des institutions internationales, telles que l'U. N. R. R. A. Il y a des dons distribués par l'armée américaine; il y a des crédits consentis directement par le gouvernement et ceci à titres divers: liquidation du prêt-bail, achat des surplus, prêts pour la reconstruction, etc...; il y a des crédits accordés par une banque gouvernementale, l'Export Import Bank; il y a, enfin,

les sommes destinées à venir en aide à certains pays, comme, par exemple, le crédit de 400 millions de dollars que le président Truman destine à la Grèce et à la Turquie.

### Un chiffre impressionnant

Chose étonnante, personne n'a songé, jusqu'ici, à additionner toutes ces sommes pour établir le bilan de l'aide accordée, depuis la fin des hostilités, par les Etats-Unis aux pays étrangers. Ce n'est pas une mince affaire, il est vrai, car ces crédits et ces dons sont comptabilisés par plusieurs administrations, sans parler des délais, parfois fort longs, qui s'écoulent entre le moment où un crédit est accordé et le moment où il est utilisé.

(Suite en page 3).

### Bilan de l'aide américaine aux pays étrangers

**CREDITS ACCORDÉS : 9.362 millions de dollars.**

Bénéficiaires :	Grande-Bretagne	4.400 millions de dollars
	France	1.962 » »
	U. R. S. S.	400 » »
	Pays-Bas	400 » »
	Belgique	100 » »
	Philippines	600 » »
	Divers	1.500 » »

**DONS DU GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS : 4.700 millions de dollars.**

L'U.N.R.R.A. (Organisation d'aide internationale) a reçu à elle seule du gouvernement des Etats-Unis la somme de 2.700 millions de dollars.

Les principaux bénéficiaires des secours distribués par l'U.N.R.R.A. étaient : l'Italie, la Yougoslavie, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Grèce, l'U.R.S.S. (Ukraine et Biélorussie), la Roumanie, l'Autriche, la Chine, etc.

**AIDE AMERICAINE EN FAVEUR DE LA GRÈCE ET DE LA TURQUIE (Programme Truman) : 400 millions de dollars.**

<b>GRAND TOTAL :</b>	
Crédits accordés	9.362 millions de dollars
Dons gouvernementaux	4.700 » »
Aide Grèce et Turquie	400 » »

Grand total : 14.462 millions de dollars

Ne sont pas compris dans ce total les versements américains à titre de participation à la Banque Internationale de Reconstruction et au Fonds Monétaire International.

NOTE : Un dollar des Etats-Unis égale 119 francs (parité officielle).

# 15 milliards de dollars

Paris Presse 14 V 7

(Suite de la première page)

Nous avons essayé d'établir ce total. Les détails sont reproduits dans le tableau ci-dessus. La France y figure en bonne place. On arrive à un chiffre impressionnant : depuis la fin de la guerre, les Etats-Unis ont accordé aux autres pays, à titre de crédits et de dons, environ 14 milliards et demi de dollars, soit 1.725 milliards de francs.

Pour nous rendre compte de l'importance des chiffres, divisons ce montant par le nombre d'habitants des Etats-Unis.

La part de chaque Américain (adulte ou enfant) s'éleverait à environ 12.000 francs. Ainsi, chaque citoyen des Etats-Unis peut dire aux bénéficiaires de l'aide américaine :

« J'ai mis à votre disposition, par l'intermédiaire de mon gouvernement, la somme de 100 dollars. »

Pourtant, en face des besoins de l'Europe et des autres continents éprouvés par la guerre, cette énorme contribution américaine ne représente que fort peu de chose. Tandis que les Etats-Unis se sont retrouvés, au lendemain des hostilités, plus riches et plus puissants que jamais, ayant considérablement accru leur potentiel économique, les pays victimes de guerre ne se relèvent que fort lentement et n'arrivent pas à remettre sur pied leur économie bouleversée. La reconstruction économique du monde s'avère plus longue et plus difficile que l'on ne l'avait prévu.

## Prêteur et fournisseur

Les demandes de secours continuent à affluer à Washington. La France a besoin de blé, l'Italie manque de charbon, en Roumanie la famine met en danger la vie de deux à trois millions d'habitants, la Grèce n'arrive pas à surmonter ses désordres économiques, la Chine et la Russie voudraient obtenir des vivres, des matières premières, des machines.

Car un crédit accordé ou un don reçu signifient, pour le pays bénéficiaire, la possibilité de se procurer,

aux Etats-Unis, du blé, du charbon, des matières premières, des machines, sans rien donner en échange tout au plus la promesse de rembourser la somme prêtée au bout d'un certain nombre d'années.

C'est ainsi que les Etats-Unis sont devenus le principal fournisseur des pays éprouvés par la guerre. Ce sont, en premier lieu, eux qui nous livrent le blé et le charbon que nous ne produisons pas nous-mêmes.

L'agriculture américaine et certaines industries font ainsi d'excellentes affaires. Mais il y a aussi le revers de la médaille. L'afflux des acheteurs étrangers fait monter les prix, et si les cultivateurs américains ont des mines réjouies, car jamais ils n'ont gagné autant d'argent, les citoyens se plaignent de plus en plus amèrement du coût exorbitant de la vie.

Mais le gouvernement de Washington n'ignore pas que la prospérité américaine ne pourrait pas se maintenir dans un monde voué à la famine, aux désordres économiques et aux conflits sociaux. C'est pourquoi il semble envisager l'établissement d'un nouveau programme d'aide extraordinaire en faveur de la reconstruction économique des pays étrangers. Verrons-nous, après le prêt-ball au service de la guerre, un autre prêt-ball au service de la paix ? De la paix américaine, s'entend. S. W.

## M. BEVIN PRECISE certains points de la politique de la Grande-Bretagne...

...concernant notamment le Japon, l'Egypte les colonies italiennes

(De notre correspondant particulier)

(De notre correspondant particulier.) Londres, 16 mai. — Concluant aujourd'hui le débat de politique étrangère à la Chambre des Communes, dont nous avons parlé hier, M. Bevin a abordé trois importantes questions qu'il avait laissées dans l'ombre hier. Parlant de la situation au Japon, le secrétaire aux Affaires étrangères n'a pas cherché à dissimuler le fait que l'Angleterre est loin d'être toujours d'accord avec les Etats-Unis sur la politique à y suivre. « Tout est loin, a-t-il déclaré, de se passer au Japon selon nos désirs. Mais il serait inexact de prétendre que nous n'avons pas fait connaître nos façons de voir à Washington et à Tokio. De nombreuses questions seront, en tout état de cause, réservées jusqu'au règlement de la paix finale. »

M. Bevin exprima, sur ce point, l'espoir que le traité de paix avec le Japon ne serait pas indûment retardé. L'Angleterre, déclara-t-il, restera en contact étroit à ce sujet avec les gouvernements des Dominions, particulièrement l'Australie et le Canada.

Abordant le problème égyptien qui sera prochainement soumis au Conseil de sécurité, M. Bevin déclara que l'Angleterre se refuserait à toute politique consistant à « apaiser l'Egypte aux dépens du peuple soudanais ». Nous avons offert à l'Egypte, poursuivit-il, une solution de justice. Mais nous ne sommes pas résolus à l'achever à n'importe quel prix. L'attitude de la Grande-Bretagne demeure d'établir les relations anglo-égyptiennes sur une base différente et plus moderne substituant à l'occupation une alliance entre égaux.

M. Bevin déclara enfin que l'Angleterre attend la réponse de Moscou à l'invitation qui lui a été faite d'envoyer à Londres une délégation chargée de discuter la question de l'avenir des colonies italiennes. Les Etats-Unis et la France ont déjà répondu à cette invitation, envoyée conformément à la décision prise l'été dernier par le

Conseil des ministres des Affaires étrangères.

M. Bevin rappela à ce sujet les engagements pris par l'Angleterre à l'égard des Senoussis. Il ne saurait être question, déclara-t-il, de les réintégrer par la force sous la souveraineté italienne. Au cas où la Conférence de Londres n'aboutirait pas à une solution satisfaisante de ce problème, l'Angleterre se réserve de saisir de la question l'Organisation des Nations Unies.

Pierre Bertrand.

## A Washington, les déclarations de M. Bevin sont interprétées comme une adhésion de l'Angleterre à la politique de M. Marshall

Washington, 16 mai (Reuter). — L'exposé fait par M. Bevin, hier, devant la Chambre des Communes, est interprété par les milieux officiels américains de Washington comme une adhésion de l'Angleterre à une ligne plus conciliante, quoique toujours ferme, adoptée par le secrétaire au département d'Etat, George Marshall, depuis son retour de Moscou.

Les éloges adressés par M. Bevin à la proposition américaine demandant la conclusion d'un pacte à quatre sont également, particulièrement bien accueillis. On constate, en outre, que le glissement à gauche de la politique extérieure britannique qui était redouté n'a pas eu lieu.

On avait craint, en effet, que l'accroissement des sentiments anti-américains en Angleterre, ajouté aux difficultés économiques, ne forçât le gouvernement travailliste à faire des concessions en matière de politique extérieure dans le but de préserver l'appui de tout le parti travailliste en matière de politique intérieure.

# L'OPINION DE PERTINAX

## Un tour de faveur?

Le discours prononcé, le 8 mai, à Cleveland (Mississippi) par le sous-secrétaire du Département d'Etat, M. Dean Acheson, reprend, développe et systématise les thèses de politique étrangère exposées, le 12 mars, par le président Truman. M. Truman annonçait et justifiait l'assistance promise à la Grèce et à la Turquie. Mais, tandis qu'il parlait, la conférence de Moscou venait à peine de s'ouvrir. Le président n'avait pas à traiter le problème allemand puisque les quatre ministres des Affaires étrangères étaient justement réunis pour le discuter. En conséquence, il s'en tint au cas particulier de la Grèce et de la Turquie, les deux pays que l'Angleterre, à demi paralysée par ses embarras économiques, n'est plus à même de soutenir. Aujourd'hui, les délibérations de Moscou sont terminées et terminées sur un échec. La politique américaine n'hésite plus à se définir largement. M. Acheson n'était ni ministre ni politicien. Homme de loi de Washington, il n'était chargé, au Département d'Etat, que d'une fonction temporaire. On apprend, aujourd'hui, que des considérations d'ordre pécuniaire l'ont ramené à sa profession. Il ne s'exprime pas avec une indépendance comparable à celle de ses chefs. Il ne saurait parler en son nom personnel. La déclaration qu'il vient de faire ne peut être que le résultat d'une délibération gouvernementale.

Le sous-secrétaire d'Etat commence par constater la destruction physique, la dislocation économique qui sont de règle dans la plupart des Etats d'Europe et d'Asie. Les uns et les autres tirent sur d'irremplaçables réserves d'or et de change. Mais voici le trait caractéristique. Entre ce que produisent les Etats-Unis d'Amérique, d'un côté, et le reste du monde, de l'autre, la disproportion est frappante, « renversante ». Force est aux Etats-Unis d'exécuter un vaste programme de secours et de reconstruction. En 1946, leurs exportations de marchandises et de services ont atteint un niveau de seize milliards de dollars, niveau inouï. Ce chiffre signifie que tout habitant des Etats-Unis, homme ou femme, fermier, ouvrier ou mineur, a travaillé un mois sur douze, pour l'extérieur. Mais les importations reçues par les Etats-Unis, pendant le même laps de temps, n'ont pas excédé huit milliards de dollars. Pour combler la différence, comment les pays qui habitent en Amérique peuvent-ils se procurer des dollars ? Ils n'y sont parvenus jusqu'ici qu'en dépensant les avances obtenues de Washington, les devises possédées par leurs nationaux. Cette année encore, les mêmes moyens seront employés. Mais, dans le deuxième semestre de 1948, les prêts déjà consentis par les Etats-Unis toucheront à leur fin. Le robinet ne coulera plus. Pourtant, en 1948, les besoins de l'univers n'auront certes pas été satisfaits. M. Acheson insiste là-dessus : il ne faudra pas que les exportations américaines s'arrêtent. Que se passera-t-il donc ? Les Etats-Unis auront beau élargir leurs importations. Celles-ci ne suffiront pas à équilibrer les sorties. Tout cela pour arriver à dire que l'aide financière des Etats-Unis devra se prolonger quitte à se concentrer « dans les régions où, mieux qu'ailleurs, elle contribuera à stabiliser le monde politique et économique, à servir la liberté humaine, les institutions démocratiques, le libre échange, à renforcer l'autorité des Etats-Unis... Les peuples libres qui s'efforcent de préserver leur indépendance, les institutions démocratiques, la liberté humaine contre la pression totalitaire, soit interne soit externe, recevront l'aide américaine par priorité. »

Tels sont le raisonnement et la conclusion du raisonnement. Jusqu'ici, tout est clair et net. Mais nous touchons maintenant au point équivoque, litigieux, périlleux : « Dans la conjoncture présente, nous sommes obligés de précipiter la reconstruction des deux grands ateliers de l'Europe et de l'Asie, l'Allemagne et le Japon parce que, de leur rétablissement, dépend dans une grande mesure la guérison des deux continents. Même sans accord des quatre puissances, il nous faut aller de l'avant. Nous ne pouvons pas attendre les compromis qu'amènerait l'épuisement de tous. » (Cette expression est empruntée au général Marshall. Il s'en servit, le 28 avril, pour caractériser la politique russe).

Qu'est-ce à dire sinon que l'Allemagne et le Japon seront traités comme des peuples libres, comme les peuples les plus dévoués à la « démocratie » et à la « liberté humaine » ? Nous entendons bien M. Acheson : ce n'est point dans leur intérêt propre mais dans l'intérêt de tous que l'Allemagne et le Japon auront un tour de faveur. Mais voilà qui ne change rien au fond des choses. Ne retenons que l'Allemagne. Atelier au service de l'Europe ? Très bien ! Mais, d'abord, l'Allemagne ne peut plus l'être au même degré qu'autrefois. L'industrie russe, l'industrie tchécoslovaque, l'industrie polonaise se sont constituées, ont grandi, grandiront encore à ses dépens. Ensuite, qui commandera dans l'atelier ? Des contremaîtres anglais et américains ? Auront-ils le pouvoir nécessaire et sauront-ils se faire obéir ? Le 28 avril, le général Marshall avait mentionné la question capitale, le contrôle international organisé dans la Ruhr. Il est regrettable que M. Acheson, puisqu'il était en veine de citer le secrétaire d'Etat, n'ait pas répété le passage relatif à la Ruhr. Est-ce que, de plus en plus, les gens de Londres et de Washington se croiraient incapables de dominer dans les ateliers allemands ? Que l'on observe plutôt le désordre de la Ruhr. Et l'on n'échappera pas aisément à ce soupçon.

Nous sommes effrayés de la légèreté avec laquelle des diplomates anglais et américains envisagent parfois les affaires allemandes. Tout entiers à leur appréhension de la Russie, ils s'expriment comme si le retour du danger allemand n'était concevable en aucune circonstance, comme si les avertissements des Français à cet égard n'étaient qu'un effet de leur « égocentrisme ». On a beau répondre que si deux blocs se faisaient face en Europe et dans le monde, 75 millions d'Allemands auraient vite fait de reprendre confiance, de se rejoindre, de manœuvrer au milieu. Le péril reprendrait et peut-être sous une forme plus redoutable que dans le passé. Mais inutile d'argumenter. Dans nos craintes, les susdits diplomates ne voient que survivance d'une époque morte.

Si désireux qu'il puisse être de rester en communion d'idées avec l'Angleterre et les Etats-Unis, si pressant que soit l'appel de nos intérêts à court terme, aucun gouvernement français ne pourra partager une telle conception et une telle pratique.

# Le dirigisme fausse aussi bien les salaires que les prix

● Suite de la 1<sup>re</sup> page.

— Les prix de vente officiels, dites-vous, ne sont pas les vrais prix. Mais croyez-vous que les salaires, sur lesquels on calcule les prix de revient officiels soient eux, des salaires réels ?

Et c'est, de toutes parts, un TOLLE !

— Les salaires ? Mais les salaires dont on parle sont également, dans beaucoup de cas, des salaires de la Sainte-Force. Ignoreriez-

vous que pour nous procurer des spécialistes, ou simplement des ouvriers qualifiés, il nous faut le plus souvent pratiquer, nous aussi, le dessous de table ?

— Les primes de rendement qui ne sont que des augmentations déguisées et obligatoires...

— Les primes d'assiduité, comme si l'assiduité devait être rétribuée en plus...

— Les heures de nuit qui sont des heures de jour...

— Les heures supplémentaires qui n'en sont pas...

— Les indemnités de déplacement...

— S'il fallait, en faire le compte de tout ce que nous payons de la main à la main...

Eh bien ! précisément, il faudra bien en venir, là encore à FAIRE LE COMPTE.

Et cela crève les yeux : à discuter sur du fictif on n'arrivera jamais à rien. Qu'à coucher sur le papier des accords chimériques qui satisferont peut-être les théoriciens de l'Economie, mais que la réalité se chargera rapidement de remettre en question.

Il ne s'agit ici de faire le procès de personne.

Les prix sont faussés par un dirigisme obtus qui ne dirige rien et ne profite qu'au marché noir. Les salaires sont faussés parce que, trop évidemment, on s'entête à les calculer sur des indices faux, et qu'obligés de se ravitailler au marché noir, les salariés « se défendent » comme ils peuvent.

Encore une fois, on perd son temps à vouloir réaliser un équilibre entre des prix qui ne sont pas les prix, et des salaires qui ne sont pas les salaires.

Ministres, ouvriers et patrons vont se trouver réunis, ces jours-ci, autour du même tapis vert.

Ne vont-ils pas tomber d'accord pour estimer, enfin, que l'heure est venue de bâtir SUR DU SOLIDE ?

Comment ?  
Oh ! alors, une solution, et une seule.

C'est par les prix qu'il faut commencer.

En commençant par constater que le dirigisme, dans tous les domaines, s'est soldé par une faillite totale. En rendant dès lors à l'industrie, au commerce et à l'agriculture LEUR LIBERTE ENTIERE DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE. Et en laissant s'établir de la sorte, pour l'industrie, le commerce et l'agriculture, DES PRIX QUI SOIENT DES PRIX REELS.

La liberté économique, c'est vieux jeu ?

Malheureusement, le « nouveau jeu » du dirigisme a fait ses preuves, et tout le monde en a assez.

Il y aura, au début, des hausses en flèche, des oscillations, des soubresauts, des difficultés ? Sans aucun doute.

Mais à brève échéance tout se stabilisera, et on y verra — cette fois — clair.

On pourra discuter des salaires en prenant comme base de discussion des prix qui ne seront plus des prix théoriques, mais des prix réels.

Et l'on sortira du mensonge pour entrer, enfin, DANS LA SINCERITE.

Jacques DELBO.

TDVISAM  
Kütüphanesi Arşivi  
No 2E-2156

## La crise alimentaire en Allemagne

La crise alimentaire qui sévit dans l'Allemagne occidentale n'est pas particulière à ce pays : nous l'avons aussi chez nous, et l'on sait qu'en cette période de l'année les difficultés de ravitaillement sont fréquentes. Cependant elles semblent atteindre là-bas une acuité telle que les conséquences politiques et économiques de cette situation pourraient être graves.

S'il est vrai que dans certaines grandes villes, comme Wuppertal, les rations ne dépassent pas 650 calories, qu'elles atteignent à peine 900 calories dans la plupart, la disette serait arrivée à un point proche de la famine. A ce degré de sous-alimentation on ne peut plus attendre des hommes qu'un travail réduit. La production de charbon de la Ruhr a déjà baissé, bien que les mineurs touchent des rations au-dessus de la moyenne, et l'absentéisme augmente dans les usines et les services publics, les ouvriers se déclarant incapables de travailler.

On ne saurait prendre au tragique des décisions comme celle des dirigeants syndicalistes de Dusseldorf, qui menacent les autorités britanniques d'abandonner leurs postes si le ravitaillement ne s'améliore pas d'ici dix jours. Ce serait là un geste vain, qui ne nourrirait pas les affamés ; pas davantage la démission des autorités locales, qui s'apprêteraient à suivre cet exemple. Mais il faut prendre ces attitudes pour ce qu'elles sont : des signes psychologiques, qui ne sont pas de bon augure.

Lord Pakenham, le nouveau ministre des affaires allemandes, après une courte visite dans la région wesphalo-rhénane, serait rentré à Londres atterré, s'empresant de conférer avec M. Bevin. De son côté le général Clay s'adresse à Washington pour demander des secours. Cependant la discussion continue au sujet des responsabilités. Les Allemands accusent l'occupant de les laisser mourir de faim, l'occupant incrimine l'incapacité des fonctionnaires allemands chargés de la distribution des vivres. Hier encore le colonel Hester, chargé de la section ravitaillement dans le gouvernement militaire britannique, déclarait qu'il y avait assez de blé dans la zone pour assurer la ration de mai, et que les autorités allemandes avaient négligé de collecter les pommes de terre dans les fermes.

Quelles que soient les causes de la situation présente, les puissances occupantes se doivent d'y remédier, dans leur propre intérêt. Si les Allemands qui collaborent avec elles sont incapables ou de mauvaise volonté, ne peut-on leur retirer les pouvoirs qui leur ont été confiés ? De toute façon l'autorité suprême appartient au gouvernement militaire, non aux Allemands qui travaillent sous ses ordres ; c'est donc lui qui, en dernier ressort, est responsable.

S'il ne fait pas l'impossible pour nourrir les populations qu'il administre tous les plans conçus pour redresser l'économie de la zone anglo-américaine s'écrouleront. Déjà l'on commence à douter que les chiffres fixés pour la production et l'exportation dans les trois années qui viennent puissent être atteints. L'extraction du charbon en 1947 ne montera pas non plus au niveau prévu. Les sacrifices acceptés à Londres et à Washington pour remettre en marche l'industrie allemande seront insuffisants. D'autres devront être envisagés. Britanniques et Américains verront les Allemands s'éloigner d'eux : ce n'est pas ce qu'ils cherchent, un échec dans l'organisation de leurs zones ne renforcerait pas leur position dans la négociation qui reprendra en novembre entre les quatre Alliés.

Un bel argument serait ainsi fourni à ceux qui préconisent l'unification complète de l'Allemagne, sur le plan politique et économique, comme le seul moyen de la faire vivre. Une conférence a lieu aujourd'hui, à Hanovre, entre les chefs politiques des différentes zones. Elle sera suivie d'une réunion, à Munich, des chefs de gouvernement des seize « pays » allemands. Le but de ces rencontres est de discuter la Constitution future de l'Allemagne. Par-dessus la tête des Alliés, qui prétendent la lui imposer et qui se débattent dans l'impuissance, les Allemands, affamés ou non, se disposent à reprendre en main leur destinée.

TDVİSAM  
 Kütüphanesi Arşivi  
 No 2E2156

Allemagne  
 monde  
 14 V 7

# LES ALLEMANDS ATTENDENT

TDV ISAM  
Kütüphanesi Arşivi  
No 2E-2156

## LA GUERRE

Samedi -  
Soir  
17 II 7

*Dans les villes en ruine ils volent pour vivre  
Dans les cabarets de Berlin, la débauche a  
retrouvé l'impudeur  
de 1930*

UN lord fait bien rire les Allemands, mais d'un rire hargneux.

Il s'agit de lord Pakenham, le nouveau ministre britannique responsable de l'administration de l'Allemagne.

Lord Pakenham revient d'un voyage d'inspection à Hambourg et dans la Ruhr.

À Dusseldorf, il est entré dans un appartement où vit une famille de sept personnes. Il a demandé que l'on place devant lui les rations d'une semaine.

— Mais c'est effrayant, a-t-il soupiré.

Les rations tenaient dans une écuelle.

Dans la zone britannique — la plus industrielle de l'Allemagne — le ravitaillement distribue l'équivalent de 800 calories par jour. (Le tiers du minimum vital.)

— Je pense à la situation alimentaire de l'Allemagne lorsque je dis mes prières le matin en me levant et le soir en me couchant.

Le premier lord ne plaisantait pas. Il n'y songeait même pas. Mais en Allemagne, ses prières ont éveillé, en guise d'écho, beaucoup de ricanements.

Bien que toutes les régions ne soient pas aussi déshéritées que la Ruhr, les Allemands, dans l'ensemble, ont très faim.

Cette faim permanente explique l'excitation actuelle des esprits.

La défaite allemande est vieille de deux ans.

Pendant ces deux années, les esprits ont évolué.

En mai 1945, une majorité d'Allemands acceptaient la défaite comme un châtimeur céleste. Quelques-uns, seulement, pensaient à une nouvelle guerre. Ceux-là, c'étaient les irréductibles.

Aujourd'hui, presque tous les Allemands pensent à une nouvelle guerre.

— La conférence de Moscou a fait souffler ici un vent de panique, écrit de Berlin notre envoyé spécial. Les Allemands interprètent la fusion probable des trois zones occidentales comme un pas décisif vers la guerre. Pour les Berlinois, par exemple, l'opposition entre l'Est et l'Ouest — entre l'U.R.S.S. et l'Occident — est devenue le facteur essentiel de leurs spéculations d'avenir. Selon que leur maire (démissionnaire depuis peu) prenait une décision favorable aux Russes ou aux Américains, ils l'appelaient Ostrowski ou Westrowski de mot exact est Ostrowski. En allemand Ost signifie Est, et West ouest.

Le grand point pour les Allemands est de savoir s'ils doivent souhaiter une guerre entre l'Est et l'Ouest, ou la redouter.

Notre envoyé spécial a fait des sondages. Voici ce qu'on lui a dit :

(LIRE LA SUITE EN PAGE 4)

**Si vous voulez garder  
votre mari  
ne recommandez pas  
ses chaussettes**

UN journal américain vient de publier les résultats d'une enquête sur les bons moyens de retenir un homme.

— D'abord, dit-il, qu'il ne soit pas trop sûr de vous. Quand un homme vous fait la cour, il n'est pas mauvais que vous soyez souvent absente quand il vous téléphone, et qu'il sache bien que votre temps est fort pris, et que vous donnez de nombreux rendez-vous à d'autres hommes.

« Ensuite, ne recommandez pas ses chaussettes, ne lavez jamais une assiette pour lui, ne lui couchez pas un seul bouton. Vous y perdriez toute votre séduction.

« Enfin, ne lui donnez jamais de

# retrouvé l'impudeur de 1930

UN lord fait bien rire les Allemands, mais d'un rire hargneux.

Il s'agit de lord Pakenham, le nouveau ministre britannique responsable de l'administration de l'Allemagne.

Lord Pakenham revient d'un voyage d'inspection à Hambourg et dans la Ruhr.

A Dusseldorf, il est entré dans un appartement où vit une famille de sept personnes. Il a demandé que l'on place devant lui les rations d'une semaine.

— Mais c'est effrayant, a-t-il soupiré.

Les rations tenaient dans une écuelle.

Dans la zone britannique — la plus industrielle de l'Allemagne — le ravitaillement distribue l'équivalent de 800 calories par jour. (Le tiers du minimum vital.)

— Je pense à la situation alimentaire de l'Allemagne lorsque je dis mes prières le matin en me levant et le soir en me couchant.

Le premier lord ne plaisantait pas. Il n'y songeait même pas. Mais en Allemagne, ses prières ont éveillé, en guise d'écho, beaucoup de ricanements.

Bien que toutes les régions ne soient pas aussi déshéritées que la Ruhr, les Allemands, dans l'ensemble, ont très faim.

Cette faim permanente explique l'excitation actuelle des esprits.

La défaite allemande est vieille de deux ans.

Pendant ces deux années, les esprits ont évolué.

En mai 1945, une majorité d'Allemands acceptaient la défaite comme un châtiment céleste. Quelques-uns, seulement, pensaient à une nouvelle guerre. Ceux-là, c'étaient les irréductibles.

Aujourd'hui, presque tous les Allemands pensent à une nouvelle guerre.

— La conférence de Moscou a fait souffler ici un vent de panique, écrit de Berlin notre envoyé spécial. Les Allemands interprètent la fusion probable des trois zones occidentales comme un pas décisif vers la guerre. Pour les Berlinoises, par exemple, l'opposition entre l'Est et l'Ouest — entre l'U.R.S.S. et l'Occident — est devenue le facteur essentiel de leurs spéculations d'avenir. Selon que leur maire (démissionnaire depuis peu) prenait une décision favorable aux Russes ou aux Américains, ils l'appelaient Ostrowski ou Westrowski (le mot exact est Ostrowski). En allemand Ost signifie Est, et West ouest.

Le grand point pour les Allemands est de savoir s'ils doivent souhaiter une guerre entre l'Est et l'Ouest, ou la redouter.

Notre envoyé spécial a fait des sondages. Voici ce qu'on lui a dit :

(LIRE LA SUITE EN PAGE 4)

## Si vous voulez garder votre mari ne raccommodez pas ses chaussettes

UN journal américain vient de publier les résultats d'une enquête sur les bons moyens de retenir un homme.

— D'abord, dit-il, qu'il ne soit pas trop sûr de vous. Quand un homme vous fait la cour, il n'est pas mauvais que vous soyez souvent absente quand il vous téléphone, et qu'il sache bien que votre temps est fort pris, et que vous donnez de nombreux rendez-vous à d'autres hommes.

« Ensuite, ne raccommodez pas ses chaussettes, ne lavez jamais une assiette pour lui, ne lui couchez pas un seul bouton. Vous y perdriez toute votre séduction.

« Enfin, ne lui donnez jamais de conseils pratiques sur ses affaires. N'essayez pas de l'aider, ne vous souciez jamais de son travail. »

Et le journal de conclure : « Un homme prétend qu'il réclame toutes les qualités domestiques à sa femme, mais c'est une « glamor girl » qu'il demande en mariage.

# « Il faut ramener l'Allemagne dans le cercle des nations »

déclare, à l'Albert-Hall, M. Winston CHURCHILL qui a invité la France et l'Angleterre à prendre la tête d'un mouvement pour l'Europe unie

Figaro (De notre correspondant particulier)

Londres, 15 mai. — Devant des représentants de tous les partis et de toutes les confessions britanniques, M. Winston Churchill a prononcé hier soir, à l'Albert Hall, un plaidoyer passionné en faveur des Etats-Unis d'Europe. « Aujourd'hui amoncellement de décombres, charniers, foyers de pestilence et de haine », l'Europe, a déclaré M. Churchill, n'a d'autre choix que de s'unir ou de périr. Flétrissant également les « vendettas nationalistes » et les « fictions idéologiques », M. Churchill aperçoit, dans l'entente franco-anglaise, la pierre angulaire de l'Europe de demain. « Pendant quarante ans, a-t-il dit, j'ai marché avec la France. J'ai partagé ses joies et ses douleurs. Je me réjouis aujourd'hui à la voir récupérer son énergie nationale. Mais si l'unité européenne doit devenir une réalité avant qu'il ne soit trop tard, les efforts combinés de la France et de l'Angleterre devront trouver au problème allemand une solution équitable. L'Allemagne est aujourd'hui prostrée, affamée au milieu de ses ruines. C'est ainsi à l'Angleterre et à la France qu'il appartient de prendre l'initiative. »

Cette initiative franco-anglaise, comment M. Churchill la conçoit-il ? Il suggère « que les différents Etats alle-

mands, en face d'autres recréés aujourd'hui, soient invités à prendre leur place dès maintenant dans les Conseils européens ». Il réserve d'ailleurs expressément la possibilité d'une « future fédération allemande ».

« Il est vrai, reconnaît-il, que cette tâche de réconciliation présuppose de la part de la France, qui a si cruellement souffert, un sublime acte de foi. Mais seul cet acte de foi lui rendra sa place et son influence en Europe. »

## Les quatre piliers du monde

Mais si la création d'une Europe saine et prospère est l'intérêt évident de la Russie, comme de toutes les autres puissances, « cet idéal n'a cessé d'être dénoncé et vilipendé par la presse et la radio soviétiques ». On ne saurait concevoir, estime M. Churchill, que la faute d'une seule puissance empêchât le grand mouvement de remembrement indispensable à la paix et au bien-être de tant de millions d'hommes et de femmes. Car sans une Europe unie s'écroulerait toute perspective d'un gouvernement mondial basé, sous l'égide de l'O.N.U., sur les quatre piliers du monde moderne : Etats-Unis d'Amérique, Union Soviétique, Commonwealth britannique et clé de voûte de tout l'édifice, l'Europe elle-même qu'il s'agit de reconstruire.

Parmi le nombreux public qui écoutait l'exposé de M. Churchill, on remarquait particulièrement plusieurs parlementaires français parmi lesquels M. Barré (S.F.I.O.), Mlle Prinquier (M.R.P.), du Conseil de la République, M. Faure (radical), M. Baron (M.R.P.) et M. Triboulet (indépendant), membre de l'Assemblée nationale.

Pierre Bertrand.

Allemagne

Samedi soir 17/7

# Les Allemands attendent la guerre

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

## Un avocat berlinois épuré :

J'AI été rayé du barreau parce que j'étais inscrit au parti. Je travaille comme poseur de tuiles. Mon compte en banque est bloqué et je ne puis prélever que 300 marks par mois. Comment nourrir ma famille alors qu'un kilo de beurre vaut 400 marks ? Je ne vois pas d'autre solution à ma situation que la guerre entre Russes et Américains.

## Un marchand de bois replié en zone américaine

LA guerre me permettrait de récupérer mes propriétés en Prusse, car naturellement l'Allemagne retrouverait ses anciennes frontières.

## Un étudiant de Brunswick

INUTILE de poursuivre mes études, car les Alliés vont nous mobiliser dans leurs armées.

Le ton est un peu moins décidé dans les villes bombardées, mais on s'étonne en général que les Américains n'aient pas encore « atomisé » les Russes.

Un esprit fort a prévu que la prochaine guerre sera moins favorable à l'Allemagne que la suivante...

Ces spéculations s'expliquent par le chaos moral et matériel où l'Allemagne reste plongée.

Ce chaos ne peut impunément se prolonger.

Les grèves qui ont éclaté constituent un avertissement grave dont les occupants doivent tenir compte.

Le bourgmestre d'Essen a déclaré à notre envoyé spécial :

— Les grèves vont s'amplifier...

Il avait entre les mains une lettre des responsables syndicaux qui faisait ouvertement le chantage au désordre.

On accuse le parti socialiste unifié de fomenter ces désordres.

A la vérité, c'est la faim collective qui est à l'origine du mal.

Pour manger, les Allemands sont prêts à tout.

Le vol est généralisé.

Un voyageur a dérobé à notre envoyé spécial (endormi) une liasse de billets cousus dans son manteau. Les trains sont méthodiquement pillés, généralement avec la complicité des chauffeurs de locomotive qui arrêtent les convois à des points convenus et masquent les voleurs sous un rideau de vapeur.

## Le voleur est un prêtre

LA police de Hambourg, en arrêtant un voleur découvert avec stupeur qu'il s'agissait d'un prêtre. On voulut le relâcher. Mais il exigea que son nom fût porté sur le procès-verbal :

— Tout le monde doit savoir, déclara-t-il, que nous crevons de faim et de froid, et que les prêtres eux-mêmes sont contraints de voler.

On ne sait pas ce que cet ecclésiastique pense des prières de lord Pakenham.

En gare d'Osnabrück, notre en-

voyé spécial a vu des gosses rosser à mort un camarade qui refusait de partager deux sandwiches. La misère des masses est parfois pathétique — et d'autant plus spectaculaire qu'à l'autre extrémité de l'échelle sociale on donne, bien souvent, le spectacle révoltant d'une débauche sans frein.

Les cabarets de Berlin sont envahis par les homosexuels. Un éphèbe — un tout jeune collégien — a raconté à notre envoyé spécial qu'un marchand de bois, l'ayant rencontré habillé en femme, tint à lui offrir un manteau de renard. Le garçon avait accepté, mais se demandait comment le marchand allait réagir en découvrant qu'il n'était pas une femme.

Les trafiquants du marché noir se gavent de caviar. Ils dilapident leurs millions, persuadés qu'ils sont de l'imminence de la guerre.

— Dans cette guerre, a remarqué l'un d'eux, l'Allemagne sera écrasée par des engins fabriqués en U.R.S.S. et aux U.S.A. par des techniciens allemands.

## Une vague de dénonciations

LA psychose de guerre est entretenue également par des rivalités de partis. Les communistes comptent sur l'U.R.S.S., et les sociaux-démocrates sur les U.S.A. pour faire triompher leur thèse. Si l'Allemagne était brusquement évacuée par les occupants, la guerre civile y éclaterait probablement.

Les Allemands se haïssent ; les paysans détestent les réfugiés — les ouvriers détestent les paysans. Les dénonciations affluent aux tribunaux de dénazification. La police est extrêmement brutale. Les rancunes s'accroissent. On pense des fonctionnaires actuellement au pouvoir :

— Ils ne perdent rien pour attendre.

Les Allemands ont vraiment besoin des prières de lord Pakenham.

Mais quelques décisions réalistes prises par les Quatre Grands feraient mieux leur affaire — et celle du monde entier, probablement.

TDVISAM  
Kütüphanesi Arşivi  
No 2E.2156

# Le Staline chinois a créé l'armée des Fils et des Frères dont les officiers sont élus par les soldats

**L**a guerre civile chinoise met aux prises six millions de combattants. Pourtant, on ne sait pratiquement rien des batailles qui se livrent entre nationalistes et communistes. Raymond Cartier, dans un précédent article, a peint les principaux aspects de cette guerre « clandestine » qui règle en fin de compte l'orientation politique de la plus grande masse de population du globe.

Après le portrait du maréchal Chang Kai Chek, voici, tracé par notre envoyé spécial, le portrait du chef des communistes chinois, Mao Tse Tung.

**J**AMAIS on ne voit Tchang en civil. Jamais on ne voit Mao Tse Tung en uniforme. Il porte d'ordinaire un vieux pardessus ou une blouse dont il oublie de nouer le col. Il est gras et négligé. Il ne connaît ni le luxe ni le confort. Pas même l'hygiène. Il parle sans élégance, avec un accent rauque de paysan.

Sa vie est une prodigieuse aventure : le roman même du révolté.

Il est né dans une province féconde en généraux, en bandits et en banquiers. Le champ de son père produisait soixante piculs de riz par an, ce qui donnait aux membres de la famille une poignée de nourriture par jour.

Son père, âpre et courageux, l'obligea à travailler la terre. Mao se montra paresseux, indocile, distrait. Roué de coups, il s'échappa un jour pour courir à l'étang, criant à son père qu'il allait se noyer. Son père eut

peur. Ce fut la première victoire du révolté Mao.

Sa mère, douce et insignifiante, était bouddhiste ; son père, incroyant, ce qui explique que Mao fut d'abord pieux. Mais un soir, le père rencontra un tigre et eut si peur qu'il se convertit. Mao, alors, se déclara athée.

On le maria sans lui demander son avis. Il avait quatorze ans. Sa femme, vingt. Il refusa de coucher avec elle et s'enfuit.

Il erra de village en village. Un jour, il coupa sa natte. C'était alors une manifestation séditionnelle, antisociale et antidynastique. La natte était le symbole de la soumission des Chinois aux Mandchous.

On suit Mao d'école en école, vivant de travaux intermittents et subissant d'incroyables privations. A dix-sept ans, à Changsha, pour la première fois, il lit un journal.

A vingt-six ans, il avait lu Rousseau, Darwin, Spencer, Kropotkine. Il se croyait anarchiste, mais il restait en marge de l'action et se contentait de palabrer interminablement sur l'homme et la société. Paysan déraciné, intellectuel manqué, il partageait avec sept ratés de son espèce une chambre minuscule et misérable.

**Quand il arriva à Shanghai, affamé et exténué, un voleur lui prit ses chaussures**

**L'**HIVER, il grelottait dans sa robe bleue en loquets. L'été, les seuls divertissements qui fussent à la portée de sa bourse étaient de longues promenades dans Pékin, dont il admirait la sublime beauté, et des bains de soleil. Il était amoureux sans espoir d'une jeune fille, Yan Kai Hui.

Ce fut le communisme qui lui ouvrit sa nouvelle voie.

La Russie faisait sa révolution. A Shanghai, un lettré, Chen Tu Hsin, s'installait, 716, avenue Joffre, sous la protection de la concession française, et fondait une Société d'études de la révolution russe, qui n'allait pas tarder à devenir le parti communiste chinois.

Mao Tung se mit en route pour Shanghai.

**de notre envoyé spécial  
autour du monde**

**Raymond CARTIER**

Il y arriva un soir, sans un sapeur, et, le ventre vide, recru de fatigue, il se déchaussa et s'étendit sur le sol pour dormir. A son réveil, on lui avait volé ses souliers.

Mais la vie tourne. Les communistes chinois, ravitaillés d'argent par Moscou, avaient besoin d'agitateurs professionnels. Ils enrôlèrent Mao Tse Tung. Ils le renvoyèrent dans son Yunan natal. Le mince intellectuel de Pékin, l'anarchiste famélique et dilettante, devint un organisateur de grèves et de troubles agraires. Et il découvrit la force méconnue qu'il portait en lui.

Son importance grandit. Il fonda des journaux de propagande. Il joua un rôle croissant dans les querelles intestines du parti communiste chinois. Sa tactique consistait à épouser aveuglément les consignes moscovites, à faire cause commune en toutes circonstances avec le fameux Borodine, agent officiel et tout-puissant des Soviets. Il prêcha le partage des terres et dénonça l'alliance avec les révolutionnaires bourgeois du Kuomintang.

Il restait infiniment pauvre. Mais le prestige remplace l'argent. Mao Tse Tung épousa Yang Kai Hui, pour laquelle, à Pékin, il soupirait vainement.

Après bien des luttes, les rouges se consolidèrent dans le Kiang-Si. C'est, au sud du Yang-Tsé, une vaste province montagneuse, peuplée par une race d'Auvergnats jaunes, durs et entêtés. Le 8 novembre 1931, l'Etat du Kiang-Si proclama son indépendance et se constitue en république communiste. Mao Tse Tung en fut nommé président.

**Pour liquider Mao, Tchang fit appel à des stratèges allemands.**

**C**ET Etat du Kiang-Si, c'était pour la Chine officielle une enclave intolérable. Tchang Kai Chek dé-

da de le détruire. Il annonça une « campagne d'extermination » cent mille hommes des troupes nationalistes pénétrèrent dans la province. Mais il n'y eut qu'eux d'exterminés. Maîtres des montagnes, harcelant les colonnes, coupant les défilés, les communistes détruisirent l'expédition.

Elle recommença l'année suivante, avec des effectifs doublés, puis l'année d'après, avec des effectifs quadruplés. Echec et échec. Une quatrième campagne d'extermination fut aussi vaine que les trois précédentes. Alors, Tchang Kai Chek mobilisa un million d'hommes. Il s'entoura de conseillers allemands ; il construisit autour de la province dissidente une triple ligne de fortifications puis, conduisant lui-même l'armée, il s'avança vers l'intérieur. Sa supériorité était irrésistible. Au mois d'octobre 1934, il devint évident que l'Etat rouge du Kiang-Si était perdu.

**Les officiers de l'armée des Fils et des Frères sont élus par leurs soldats.**

**A**LORS Mao Tse Tung fit une proposition d'une hardiesse insensée. On était attaqué. On était assiégé. Eh bien ! on allait attaquer soi-même et, en concentrant toutes ses forces sur un seul point, rompre le siège. Et après ? Après, on irait droit devant soi, en combattant et en luttant de vitesse avec les armées de Tchang Kai Chek. Jusqu'ou ? Jusqu'au moment où l'on aurait trouvé une région propice à un rétablissement militaire et à la constitution d'un nouveau gouvernement.

Un an après avoir quitté le Kiang-Si, les rouges arrivèrent dans le Shansi, où ils s'arrêtèrent. Ils avaient transporté la dissidence communiste du sud au nord de la Chine. Ils croyaient avoir amélioré leur situation en se rapprochant de l'U.R.S.S. Mais sur les cent mille du départ, ils restaient vingt mille.

Mao Tse Tung, comme tout le monde, avait fait la longue marche à pied.

L'armée communiste est une pyramide à trois étages. A la base

se trouvent les milices de village, c'est-à-dire une sorte de garde nationale rouge, approximativement armée. Viennent ensuite les groupes mobiles, qui sont des bandes. Enfin, les soldats réguliers.

L'armée régulière communiste est une sorte de phalanstère militaire. On l'appelle l' « armée des Fils et des Frères ». Les soldats doivent consacrer deux heures par jour à l'étude et deux autres heures à un travail d'intérêt économique. Les officiers, désignés par l'élection et toujours révocables, sont obligés de se livrer à la culture du sol et doivent produire annuellement une quantité déterminée de riz, de blé ou de millet.

Mao Tse Tung en a fixé les règles de discipline. Les voici, relevées par le journaliste américain Edgard Snow :

1. Remplacez toutes les portes quand vous quittez les maisons ;
2. Rapportez toute la paille sur laquelle vous avez dormi ;
3. Soyez polis avec le peuple et aidez-le ;
4. Rendez tout ce que vous avez emprunté ;
5. Réparez tout ce que vous avez endommagé ;
6. Payez tout ce que vous avez acheté ;
7. Soyez propres ;
8. Etablissez vos feuillées loin des maisons.

Aujourd'hui encore, ce catéchisme est la base de la discipline dans les troupes rouges. On en donne lecture chaque jour au rapport. Il a été le point de départ d'une organisation et d'une vie militaires probablement uniques au monde.

On sait comment les soldats communistes opèrent : l'unité tactique est la colonne forte, suivant les circonstances, d'un à cinq bataillons. L'armement consiste en armes automatiques et en mortiers, généralement de provenance japonaise — rarement russe — et parfois américaine (il s'agit alors d'armes vendues par les soldats du Kuomintang à leurs adversaires). Pas de train de combat autre que le dos des porteurs. Peu ou pas de voitures. Le comble de la simplicité militaire : une troupe qui vit sur le pays et qui se moque des routes parce qu'elle peut passer partout.

Monde

TDV ISAM  
Kütüphanesi Arşivi  
No 2E-2156

20 V 7

## La vie économique

# Comment seront employés les 250 millions de dollars de la Banque internationale pour la reconstruction

M. Robert Schuman, ministre des finances, a adressé à M. Mc Cloy, président de la Banque internationale pour la reconstruction, une lettre dans laquelle il s'engage à fournir à la banque toutes informations utiles sur l'utilisation du prêt de 250 millions de dollars. Cette promesse est conforme aux accords de Bretton-Woods et n'implique aucune ingérence de la banque dans l'emploi des fonds.

### Equipement

Avant même l'octroi définitif du prêt on avait envisagé, précisons-le, qu'il contribuerait au financement de divers programmes d'achats d'équipement et matières premières :

1° Il y avait un programme avoué d'équipement de 54 millions et demi de dollars, dont 10 millions pour des pétroliers et des cargos, 3 millions et demi pour la régie Renault, 11 millions pour un train à bandes destiné à Denain et Anzin (il doit coûter 23 millions de dollars), 20 millions pour payer comptant les dépenses effectuées au Canada (il est à noter que le crédit canadien n'a pas été renouvelé et que nous sommes en conséquence obligés de restreindre nos importations) ;

2° Le prêt servirait ensuite à un nouveau programme d'équipement d'environ 50 millions de dollars, dont 12 millions pour des machines agricoles, 4 millions pour les houillères, 7 millions et demi pour la S.N.C.F., etc. ;

### Matières premières

3° Un programme d'achats de 175 millions de dollars entre le 1<sup>er</sup> janvier et

le 30 septembre 1947 comprend du charbon, du pétrole et des matières premières ;

4° Enfin on a prévu 40 millions de dollars pour couvrir le paiement des prêts.

Ces programmes sont bien entendu susceptibles d'être révisés. Comme le précise un communiqué du ministère des finances, il n'y a pas encore de données officielles relatives à l'emploi du crédit.

TDV ISAM  
Kütüphanesi Arşivi  
No 2E-2156

20 V 7

## LITIQUE

### M. DANIEL MAYER PARLE DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET DE L'AIDE AMÉRICAINE

Prenant la parole au cours d'une réunion organisée par le parti socialiste à Morlaix, M. Daniel Mayer, ministre du travail, a rappelé les buts de la politique économique du gouvernement : augmentation du pouvoir d'achat réel, accroissement réel de la masse des salaires dans la mesure où il y aura accroissement réel de la production, prime à la production au pourcentage et non pas de façon fixe. Et le ministre a ajouté : « Dans le cas où nous assisterions à une nouvelle hausse des prix qui entraînerait fatalement l'inflation, nos importations diminueraient rapidement et nous aboutirions à la misère générale.

La France devrait alors demander du secours aux pays amis qui ont gardé quelque richesse. Comment pensez-vous alors que nous pourrions nous présenter devant les Etats-Unis ? C'en serait fini des relations actuelles de client à fournisseur. En ce moment, le souvenir de Pershing et Lafayette n'est pas tellement loin pour que nous ne puissions demander de l'aide en toute amitié. Mais croyez-vous que dans six mois, par exemple, certains capitalistes américains ne pourraient pas nous poser l'obligation d'agir contre la Russie ? »

Répondant pour finir à diverses questions, M. Daniel Mayer a affirmé avec force qu'il n'y aurait pas de glissement à droite de la politique du gouvernement, et s'adressant particulièrement aux communistes il a conclu : « Lorsque les ministres communistes ont quitté le gouvernement, il n'était question que de la possibilité d'une obstruction courtoise. Attention donc à ne pas élargir le fossé. Tâchez de préserver toute possibilité d'union du monde du travail. »

## « Le retour à la liberté économique serait la ruine du franc »

TDV ISAM  
Kütüphanesi Arşivi  
No 2E-2156

déclare M. Paul Ramadier

C'est devant plus de cinq mille personnes assemblées qu'il Lamartine que M. Ramadier a prononcé son discours. Après avoir dit quel élément précieux était, pour notre commerce extérieur, la production des vins de Bourgogne, le président du conseil a déploré le déséquilibre de notre balance commerciale ; l'an dernier, la balance des comptes a laissé un déficit de 990 millions de dollars, pour lesquels il a fallu exporter les deux tiers de l'or de la Banque de France. Les appels massifs à l'emprunt, à des avances, etc., n'ont qu'un temps. Il faut nous dire qu'il n'est pas possible d'importer autant que dans le passé. Il est nécessaire de ramener nos échanges internationaux à la mesure de nos exportations.

« Il vient un moment, déclare M. Ramadier, où les crédits internationaux ne peuvent plus être obtenus sur le plan des réalités économiques et financières où chaque créance est dictée par les réalités politiques. C'est alors un peu de l'indépendance politique qui s'en va.

« Nous nous nourrirons et nous nous vèlerons, poursuit le président, par nos ressources seules ou alors la France sera soumise à toutes les ambitions. L'appauvrissement du pays impose une sorte de régime permanent de restrictions. Permanent, ce mot est peut-être un peu excessif. Nous espérons qu'on finira par en sortir. »

Le président du conseil indique ensuite à quoi est due l'insuffisance de la production française : manque d'engrais, rareté du charbon, crise de main-d'œuvre que le départ des prisonniers de guerre aggravera encore.

« C'est une illusion dangereuse de croire que la liberté économique est possible dans de telles circonstances. La liberté demande une abondance suffisante pour parer aux besoins essentiels, sans quoi tout bénéficierait à une classe privilégiée, à moins que l'on élève les

salaires, et ce serait alors une nouvelle course des prix. »

Nous échapperons à cette hausse en nous imposant certaines disciplines :

« Il serait plus facile, certes, de dire à chacun de vendre sa production, mais les conséquences apparaîtraient aussitôt : ce serait la paralysie sociale, les désordres, les ruines. »

Un jour viendra, sans doute, où l'on pourra desserrer l'étreinte. On ne le peut en ce moment que dans certains domaines très étroits.

« Au cours des mois qui viennent le retour à la liberté économique serait la ruine du franc, la disparition de la monnaie. Poursuivons donc notre chemin lentement, avec méthode, avec sûreté. Acceptons la discipline comme un traitement médical, même pendant une longue période, l'économie française étant atteinte d'anémie grave et profonde. »

M. Paul Ramadier conclut par un appel à la confiance : « Il faut serrer les rangs pour franchir les passages difficiles. »

### M. Ramadier inaugure la foire de Mâcon et visite le barrage de Genissiat

M. Paul Ramadier, président du conseil, accompagné des parlementaires de Saône-et-Loire, est allé inaugurer hier matin la foire-exposition de Mâcon.

Il a quitté Mâcon de bonne heure pour aller visiter en automobile le barrage de Genissiat où il a pu admirer le magnifique effort accompli par les constructeurs du barrage, qui entendent doter au plus vite la France d'une centrale capable de fournir 1.000 millions de kWh. par an. Le président du conseil a visité les divers chantiers ainsi que l'usine hydroélectrique dont certains éléments sont en cours de montage.

# Le cas Renault est un cas-type qui pose pour toute la production française

*Economie France*

## le problème du rendement

*Samedi 17 II 7*

ISAM  
Kütüphanesi-Arşivi  
No 2E. 2156

**L**A question des primes à la production vient de remplacer le problème des salaires. Les salaires sont bloqués. Les primes ne le sont pas. Chacun alors de définir ses positions devant ce nouvel aspect du problème des salaires et des prix.

M. Ramadier a reçu lundi, à Matignon, la C. G. T. qui lui a « exposé les revendications relatives à l'attribution des primes au rendement et à la production ».

— Pas de primes qui seraient, en réalité, des sursalaires, a déclaré, de son côté, M. Georges Villiers, au nom de la Confédération du patronat dont il est le président.

— La prime au rendement est une nécessité pour les travailleurs français à l'heure actuelle, affirme, au nom des communistes, M. Duclos.

Qui donc a raison ? Et la prime ne sera-t-elle qu'une hausse déguisée du salaire, susceptible de provoquer la montée des prix et la baisse du franc ?

Quant au gouvernement, il n'est opposé ni aux primes, ni à leur relèvement éventuel ; mais il demande des précisions sur leur application et sur leur rendement.

### LA PRODUCTION FRANÇAISE EST EN RETARD

On sait que le rendement de l'ouvrier français est généralement très inférieur à celui de certains ouvriers étrangers. Non pas, évidemment, faute d'ingéniosité ou d'activité, mais parce que les conditions du travail en France ne sont pas au point.

Il en allait ainsi dès avant la guerre. Dans l'automobile, par exemple, un ouvrier français fabriquait deux voitures par an, alors que l'ouvrier américain en livrait neuf. Les auteurs du plan Monnet signalent qu'un producteur nourrit en France cinq consommateurs et, en Amérique, quinze. S'agit-il de construire une maison familiale : quatre pièces et une cuisine ? Il faudra à l'ouvrier français 25.000 heures ; à l'ouvrier anglais 9.000 seulement ; à l'Américain 4.500.

Il y a donc, en France, une marge considérable d'accroissement du rendement horaire, et il serait même urgent de s'appliquer à la faire disparaître, si l'on veut réaliser le mieux-être national. La vie en France deviendrait facile si chaque ouvrier arrivait à produire presque autant qu'un ouvrier américain et à gagner en proportion. Mais l'affaire ne dépend pas alors de l'effort de l'ouvrier. C'est d'abord une question d'équipement et d'outillage. En 1938, l'âge moyen de notre parc de machines était de 25 ans contre 7 à 9 ans en Angleterre et 5 à 7 ans aux Etats-Unis. Et ce n'est évidemment pas l'occupation qui nous a permis d'améliorer cette situation. Depuis 1938, notre parc n'a fait que vieillir, tandis que celui des Anglo-Saxons s'est rajeuni grâce à l'équipement des industries de guerre.

Autre cause de faible rendement pour le travailleur français : l'insuffisance des dotations actuelles en matières premières. En 1938-1939, l'industrie automobile utilisait chez nous 465.000 tonnes de produits ferreux. On le lui en alloue cette année que 284.000 tonnes. Il se produit alors des à-coups dans la fabrication, dont il faut ralentir le rythme.

L'écart par rapport aux fabrications anglo-saxonnes s'est donc encore accru. En 1938, quand les Américains sortaient 100 voitures, nous en sortions neuf. Quand aujourd'hui ils en fabriquent 100, nous en livrons trois. La production du premier trimestre se présente, en effet, ainsi :

France : 36.662 voitures.  
Angleterre : 63.800 voitures.  
Etats-Unis : 1.154.000.

Mais, là encore, il ne dépend pas de l'ouvrier que la situation s'améliore. Ce n'est pas lui qui fixe les contingents de produits ferreux, de houille ou de courant électrique. Notons du moins que M. Lacoste a promis d'étudier le relèvement des attributions de produits ferreux à l'industrie automobile. Le contingent actuel ne représentant que 7 p. 100 des disponibilités nationales.

Une question, toutefois, se pose alors : ce relèvement se fera-t-il aux dépens d'autres industries ? Et n'améliorera-t-on le rendement de la Régie Renault que pour diminuer celui d'autres entreprises ? On dit que la Régie recevrait de 4.000 à 6.000 tonnes supplémentaires d'acier par trimestre : sur quelles autres firmes les prélèvera-t-on ?

### LES REPERCUSSIONS DE LA CRISE RENAULT

Cependant M. Robert Lacoste, ministre de la Production, et M. Daniel Mayer, fraîchement promu ministre du Travail, examinèrent avec M. Hénaff et la délégation ouvrière de la Régie Renault s'il ne dépendait pas des ouvriers d'améliorer le rendement sur divers points : modifications dans l'organisation du travail, concentration de l'effort, etc. Un communiqué officiel déclare qu'ils arrivèrent à la conclusion qu'on pouvait obtenir « un accroissement réel du nombre des véhicules construits, destinés à l'exportation ». Exportant plus de voitures, on aurait plus de dollars.

Ministres et délégués tombèrent donc d'accord sur une majoration de trois francs de l'heure de la prime horaire ; et le communiqué d'ajouter : « Le taux de la majoration de prime correspond à l'accroissement réel escompté de la production ».

Toute la question est là : quelles vont être les conséquences de cette majoration ? L'accroissement escompté de la production sera-t-il réel ? Ou seulement illusoire ? Et faut-il craindre les désordres monétaires que M. Villiers nous fait redouter ?

Le problème est d'autant plus impérieux que la révision des primes ne pourra pas se limiter au cas Renault. La Régie Renault est un cas-type : c'est le bélier qui doit servir à ouvrir d'autres brèches dans la muraille des primes de rendement. Les pourparlers au sujet de Renault n'étaient pas terminés que déjà les métallur-

gistes de la région de Saint-Dizier cessaient le travail : ils demandaient que leur prime de rendement fût portée de 12 à 25 p. 100, et M. Lacoste a envoyé sur place un inspecteur pour mettre fin rapidement au conflit. De leur côté, les ouvriers métallurgistes de Dives ont réclamé une prime horaire de dix francs. Réclamations analogues à Suresnes, à Tours, à Grenoble, etc. C'est dans ces conditions que la C. G. T. s'est saisie finalement de l'ensemble du problème et est entrée en contact avec le gouvernement. Après l'entrevue de lundi dernier, une nouvelle entrevue doit avoir lieu la semaine prochaine.

La prime de rendement pose donc une question de rendement. Un accroissement de production qui ne serait pas étalonné et contrôlé ne laisserait pas d'apparaître comme un camouflé de hausse, et de redoutables conséquences ne tarderaient pas alors à se faire jour sur un double plan.

*Techniquement*, les prix de revient augmenteraient, le coût de la vie reprendrait son mouvement ascensionnel, l'exportation serait paralysée et l'anémie gagnerait de nouveaux secteurs de l'économie nationale.

*Psychologiquement*, la fuite devant le franc, qui a cessé depuis janvier, reprendrait son cours. Le ravitaillement s'aggraverait, car le producteur ne s'empresse pas de livrer ses produits, quand les prix sont orientés à la hausse : il a intérêt à stocker. Le paysan ferait de même, plutôt que de troquer ses vœux et ses bœufs contre des billets dépréciés.

Bref, l'expérience des 10 p. 100 se terminerai par un échec total et la situation deviendrait vite plus grave encore qu'elle ne l'était fin décembre. Car il s'y ajouterait la déception d'une espérance trompée et d'un effort brisé.

On aperçoit ainsi la portée des décisions en cours : elles vont commander, avec le coût de la vie, le destin du franc.

# De Gaulle accuse les communistes de disloquer l'Union française

Le discours du général a été consacré à la glorification du gouverneur général Eboué qui fut l'initiateur de la Résistance en A.O.F. Ce thème est propice pour aborder un sujet brûlant d'actualité : l'avenir de l'Union française, dont Eboué fut, dit le général, « dans la paix et dans la guerre, l'un des meilleurs artisans ».

— Chacun sent ici, s'écrit le général, que le destin de notre pays, celui des territoires où flotte notre drapeau, et même dans une large mesure celui du monde tout entier, dépend de ce qu'il adviendra de l'œuvre magnifique de la France au delà des mers.

## L'œuvre magnifique de la France d'outre-mer

Œuvre magnifique ? Oui ! Cette espèce de neurasthénie qui résulte de l'excès des épreuves du passé et de l'incertitude de l'avenir, cette sorte de lâche illusion qui offre à notre lassitude le refuge fallacieux de la médiocrité, enfin le complot de dislocation mené par ceux qui, en France, jouent un autre jeu que celui de la France, peuvent bien tenter de nous cacher la valeur et la splendeur de ce que nous avons fait. C'est en vain !

Après avoir rappelé l'action bienfaitrice de la France en Algérie, en Tunisie, en Indochine, le général évoque les événements qui se dérouleront

au début de la guerre dans nos possessions.

La victoire acquise, le gouvernement provisoire s'employa à réorganiser nos territoires d'outre-mer sans le giron de la métropole.

## Après la victoire

— Au mois de janvier 1946, poursuivit-il, je me suis moi-même démis de ma charge, ayant accompli, à la tête de l'Etat et du gouvernement, tout ce à quoi je m'étais engagé, et constatant qu'après leur avènement, l'impudence et le caractère exclusif des partis, tels qu'ils sont, ne me permettaient plus de diriger la nation dans les conditions que j'estime, en conscience, nécessaires. A ce moment, la France, malgré les terribles secousses qu'elle-même et son empire avaient subies dans la guerre, pouvait disposer, sans hypothèque et sans exception, de tous les territoires où elle était souveraine ou protectrice. Elle se trouvait en mesure de bâtir avec eux l'Union française.

## L'Union Française ne saurait exister sans des institutions d'un caractère fédératif

— QUE DOIT ETRE CETTE UNION ? TOUT D'ABORD, CHA-

QUEUN DES TERRITOIRES D'OUTRE-MER DOIT ETRE CONSIDERE COMME AYANT SON CARACTERE PROPRE ET, PAR CONSÉQUENT, ORGANISE POUR SON COMPTE.

Parmi les éléments très divers dont se compose l'Union française, certains sont des Etats, avec lesquels nous avons conclu ou concluons des traités : Empire du Maroc, Régence de Tunis, Royaume du Cambodge, Royaume du Laos, République du Viet-Nam, République de Cochinchine. C'est sur la base de ces traités, dont il nous appartient d'assurer et, au besoin, d'imposer l'observation, que la France peut et doit apporter son concours à l'évolution progressive des peuples intéressés.

Quant aux territoires qui ne sont point des Etats, chacun, dans le cadre de la souveraineté française, doit recevoir son statut à lui, réglant, suivant le degré très variable de son développement, les voies et les moyens très variables par lesquels les représentations des habitants, tant Français qu'indigènes, pourront délibérer localement des affaires intérieures et prendre part à leur gestion.

Mais il ne suffirait pas de faire en sorte que chacun des territoires d'outre-mer puisse développer sa personnalité.

## Des institutions communes à tous les Etats

L'UNION FRANÇAISE DOIT ETRE UNE UNION ET, PAR CONSÉQUENT, COMPORTER DES INSTITUTIONS COMMUNES A TOUS SES MEMBRES.

Il n'est personne qui puisse croire sérieusement que cette condition se trouve actuellement réalisée par la présence dans les Assemblées françaises de mandataires élus dans les territoires d'outre-mer.

Je le dis ici, une fois de plus : nous ne pourrions faire vivre l'Union française sans des institutions d'un caractère fédératif. AU POINT DE VUE DU LEGISLATIF : assemblée de l'Union française qui aurait à délibérer des lois et des questions intéressant l'Union et dont j'ai précisé naguère quelle devait être la composition. AU POINT DE VUE DE L'EXECUTIF : chef de l'Etat élu de telle manière qu'il soit le représentant, non point d'un groupement de partis, mais bien de la France et l'Union Française, gouvernement formé par lui et dont certains des ministres auraient à porter des responsabilités de nature fédérale.

## Impartialité, continuité, autorité

Le général a conclu : — ENFIN, L'UNION FRANÇAISE DOIT ETRE FRANÇAISE, CE QUI IMPLIQUE QUE L'AUTORITE, JE DIS L'AUTORITE, DE LA FRANCE, S'EXERCE NETTEMENT SUR PLACE, ET QUE SES DEVOIRS, SES DROITS, SES RESPONSABILITES DEMEURENT HORS DE TOUTE QUESTION DANS LES DOMAINES DE L'ORDRE PUBLIC, DE LA DEFENSE NATIONALE, DE LA POLITIQUE ETRANGERE ET DE L'ECONOMIE COMMUNE.

Car, par-dessus tout, c'est en nous-mêmes, Français, c'est dans nos propres institutions, c'est dans notre volonté de poursuivre notre grande œuvre outre-mer que réside la réussite ou l'échec de l'Union Française.

L'évolution est sans précédent. Elle consiste à lier à la France les territoires d'outre-mer dans un régime d'association progressive. Elle exige donc en France, même l'existence d'un Etat fort à qui le tout puisse être solidement accolé.

## Un Etat fort comme l'entendent Moscou et Washington

— Un Etat fort, j'entends par là, comme d'autres l'entendent pour eux-mêmes, par exemple, à Moscou et à Washington, un Etat dont la

# Accueil enthousiaste des Bordelais

Suite de l'article de Dominique PADO

## Hommage à Félix Eboué

Et, en effet, tandis que les officiels, toujours d'après les ordres reçus, jetaient le cortège et rentraient piteusement chez eux, sous les huées de la foule, le général de Gaulle descendit vers le port, arriva au bas des Quinconces, put avec peine trouver le chemin de la tribune, et se mit à parler au peuple, de celui qui fut « le premier Résistant de l'Empire », de ce noir qui fut un grand Français, de celui qui mourut d'épuisement, il y a trois ans déjà, après une vie entièrement consacrée à la grandeur de la France dans les territoires d'outre-mer.

— Il fallait que Félix Eboué, chef responsable, sût tirer de son esprit et de son cœur l'acte de caractère sans lequel tout ne vaut rien et qui s'appelle la décision. Il l'a fait. C'est par là qu'il a marqué l'Histoire.

Après cet hommage, le général va entrer dans le vif du sujet : le sort de l'Union Française, « qui se joue dans le temps où nous sommes ».

## Le « complot »

Il s'agit de savoir ce qu'il adviendra de l'œuvre magnifique de la France au delà des mers.

— Œuvre magnifique ? Oui ! Cette espèce de neurasthénie qui résulte de l'excès des épreuves du passé et de l'incertitude de l'avenir, cette sorte de lâche illusion qui offre à notre lassitude le refuge fallacieux de la médiocrité, enfin le complot de dislocation mené par ceux qui, en France, jouent un autre jeu que celui de la France, peuvent bien tenter de nous cacher la valeur et la splendeur de ce que nous avons fait : c'est en vain !

Et, de l'Algérie à la Tunisie, du Maroc à l'A.E.F., de Madagascar à l'Indochine, Charles de Gaulle va passer en revue l'œuvre glorieuse de la Troisième République dans les terres lointaines :

— La France tyrannique ? La France routinière ? La France coupable ? Allons donc ! En vérité, quand les événements terribles de la guerre récente vinrent nous pousser au bord de l'abîme, la France, généreuse, tutélaire, libérale, était en train de faire avancer à grands pas vers la lumière plus de soixante millions d'êtres humains.

Et depuis 1940 ?

La part essentielle que l'Empire prenait à notre effort de guerre par ses soldats ou par ses ressources, les secousses morales et matérielles qu'imprimaient successivement notre désastre initial et les collisions de Vichy avec nos propres alliés, enfin, une fois l'axe abattu, l'appartition entre les principaux vainqueurs d'une rivalité dont le champ serait aux dimensions de la terre, tout cet ensemble allait exiger que nous fondions sur des bases à la fois libérales et fermes les limites de l'Union française.

C'est qu'en effet, pour l'équipe ardente qui menait les combats de la Résistance (je parle, bien entendu, de ceux qui le faisaient sans autre calcul que celui de servir), il était clair que la victoire ne vaudrait qu'à condition d'une rénovation totale.

Ce que doit être

Il l'a fait. C'est par là qu'il a marqué l'Histoire.  
Après cet hommage, le général va entrer dans le vif du sujet : le sort de l'Union Française, « qui se joue dans le temps où nous sommes ».

### Le « complot »

Il s'agit de savoir ce qu'il adviendra de l'œuvre magnifique de la France au delà des mers.

Et depuis 1940 ?  
La part essentielle que l'Empire prenait à notre effort de guerre par ses soldats ou par ses ressources, les secousses morales et matérielles qu'imprimaient successivement notre désastre initial et les collisions de Vichy avec nos propres alliés, enfin, une fois l'axe abattu, l'apparition entre les principaux vainqueurs d'une rivalité dont le champ serait aux dimensions de la terre, tout cet ensemble allait exiger que nous fondions sur des bases, à la fois libérales et fermes les limites de l'Union française.

C'est qu'en effet, pour l'équipe ardente qui menait les combats de la Résistance (je parle, bien entendu, de ceux qui le faisaient sans autre calcul que celui de servir), il était clair que la victoire ne vaudrait qu'à condition d'une rénovation totale.

### Ce que doit être l'Union française

Après avoir passé en revue les efforts que son gouvernement a faits dans ce sens, après avoir rappelé les visites du sultan du Maroc et du bey de Tunis, le général ajoute :

— Au mois de janvier 1946, je me suis moi-même démis de ma charge, ayant accompli à la tête de l'Etat et du Gouvernement tout ce à quoi je m'étais engagé, et constatant qu'après leur avènement l'impuissance et le caractère exclusif des partis, quels qu'ils soient, ne me permettaient plus de diriger la nation dans les conditions que j'estime nécessaires. Je le dis une fois de plus, nous ne pouvons faire vivre l'Union française sans des institutions d'un caractère fédératif.

C'est-à-dire ?

Une assemblée de l'Union ayant exclusivement à discuter du problème intéressant les territoires d'outre-mer et un chef de l'Etat représentant de la France et de l'Union française et non pas d'un groupement de partis.

Et c'est la conclusion : il nous faut un Etat fort.

— J'entends par là, comme d'autres l'entendent pour eux-mêmes, par exemple à Moscou et à Washington, un Etat dont la tête en soit une, et tel qu'en tous points des terres qui dépendent de nous, ceux qui ont l'honneur et la charge d'agir au nom de la France le fasse sans subir d'influences autres que celle de leurs devoirs.

« Garder et faire vivre l'Union française, c'est rester grands, par conséquent rester libres. Voilà bien l'une des tâches de salut national pour lesquelles le peuple français doit maintenant se rassembler. »

Que dire de ce discours ?

### Pas de politique

D'abord, au point de vue auditif, il a été follement applaudi. Lorsqu'il a évoqué les auteurs de la dislocation, lorsqu'il a distingué les deux résistances, l'orateur a été obligé de s'arrêter pendant de nombreuses secondes, et de reprendre ses phrases.

Au point de vue politique ? On s'attendait, puisque le R.P.F. est maintenant officiellement fondé, à ce que le général de Gaulle en parlât. Une seule phrase dans le discours en fait mention, de façon indirecte d'ailleurs. C'est la dernière :

« Le peuple français va maintenant se rassembler. »

Une explication à cette réserve ?

Il en est une, en effet, une de fort plausible.

Le général n'a pas voulu que cette journée, consacrée à la mémoire d'un grand administrateur, à la gloire de notre empire, soit marquée d'une façon quelconque par ce qu'on appelle : la Politique.

Il avait donné des ordres en conséquence, aucune banderole n'était admise. Seuls des milliers de drapeaux flottent aux fenêtres.

Ils étaient tricolores.

La municipalité de Bordeaux n'aime pas ça !

CE, S'EXERCER NETTEMENT SUR PLACE, ET QUE SES DEVOIRS, SES DROITS, SES RESPONSABILITES DEMEURENT HORS DE TOUTE QUESTION DANS LES DOMAINES DE L'ORDRE PUBLIC, DE LA DEFENSE NATIONALE, DE LA POLITIQUE ETRANGERE ET DE L'ECONOMIE COMMUNE.

Car, par-dessus tout, c'est en nous-mêmes, Français, c'est dans nos propres institutions, c'est dans notre volonté de poursuivre notre grande œuvre outre-mer que réside la réussite ou l'échec de l'Union Française.

L'évolution est sans précédent. Elle consiste à lier à la France les territoires d'outre-mer dans un régime d'association progressive. Elle exige donc en France même l'existence d'un Etat fort à qui le tout puisse être solidement accroché.

### Un Etat fort comme l'entendent Moscou et Washington

— Un Etat fort, l'entends par là, comme d'autres l'entendent pour eux-mêmes, par exemple, à Moscou et à Washington, un Etat dont la tête en soit une, dans lequel aucune confusion des pouvoirs ne contrarie l'exercice ni ne dilue la responsabilité de chacun et tel, qu'en tous points des terres qui dépendent de nous, ceux qui ont l'honneur et la charge d'agir au nom de la France le fassent sans subir d'influences autres que celle, de leur devoir.

Nous ne ferons rayonner dans l'Union Française, à partir du centre, c'est-à-dire à partir des pouvoirs publics français, l'impartialité, la continuité, l'autorité, comme cela est indispensable pour que le tout ne se rompe pas, que si ces pouvoirs sont eux-mêmes bêtis pour l'activité, l'autorité, la continuité et l'impartialité.

De cela j'ai, quand il le fallait, averti la nation et les législateurs. Aujourd'hui, je les en avertis encore, car les institutions qui sont, pour le moment, faites à la République se trouvent bien, évidemment, contradictoires avec ces conditions.

### Rester grands et rester libres

— POUR NOUS, DANS LE MONDE TEL QU'IL EST ET TEL QU'IL VA, PERDRE L'UNION FRANÇAISE, CE SERAIT UN ABAISSEMENT QUI POURRAIT NOUS COUTER JUSQU'A NOTRE INDEPENDANCE. LA GARDER ET LA FAIRE VIVRE, C'EST RESTER GRANDS ET, PAR CONSEQUENT, RESTER LIBRES, VOILA BIEN L'UNE DES TACHES DE SALUT NATIONAL POUR LESQUELLES LE PEUPLE FRANCAIS DOIT, MAINTENANT, SE RASSEMBLER !

## Brides-les-Bains

(SAVOIE)

Tube digestif - Obésité  
SALINS - MOUTIERS  
pour la Femme et l'Enfant

## HOTEL DES THERMES

L'HERMITAGE - LE Gd CHALET  
Pension complète à partir de 450 fr.  
Renseignements à Brides-les-Bains  
et 57, r. St-Lazare, Paris. TEL. 41-65

## On peut séjourner à Houlgate..

Une erreur matérielle nous a fait écrire que Houlgate était, présentement, démunie d'hôtels.

En fait, il y en a près de trente d'ouverts, dont les prix de pension s'échelonnent de 300 à 800 fr. par jour.

Les exigences de l'actualité nous obligent à remettre la suite de notre reportage :

**OU IREZ-VOUS EN VACANCES ?**

# L'UNION FRANÇAISE

On commémorait hier, à Bordeaux, la mémoire du gouverneur général Eboué, c'est-à-dire un des exemples les plus éclatants de la réussite de la politique d'assimilation. Par un paradoxe plus apparent que réel, le discours du général de Gaulle a mis l'accent sur la politique opposée, celle de l'autonomie progressive des territoires d'outre-mer, chacun destiné à prendre peu à peu sa personnalité propre, à créer des institutions adaptées aux désirs et aux capacités de sa population. Entre l'assimilation et la fédération, le choix du général de Gaulle a été net.

Il importe d'autant plus de souligner cette orientation de sa pensée qu'il a pris, pendant qu'il dirigeait le gouvernement de la France, des initiatives qui semblaient inspirées par l'idéal de l'assimilation. C'est lui, en effet, qui, par l'ordonnance du 7 mars 1944, a ouvert le collège français d'Algérie à une centaine de milliers d'électeurs arabes, sans que ceux-ci aient à renoncer à leur statut personnel. C'est lui qui a permis aux représentants de l'Empire l'accès de l'Assemblée Constituante et de l'Assemblée Nationale. Beaucoup lui ont reproché amèrement ces mesures libérales. Le général de Gaulle les a rappelées, ce qui suffit à prouver qu'il ne les renie pas, encore que, selon la logique de sa doctrine, les députés d'outre-mer devraient siéger dans l'Assemblée de l'Union Française plutôt que dans l'Assemblée métropolitaine.

Au reste, ces discussions constitutionnelles revêtent aujourd'hui un caractère théorique, tant les problèmes immédiats sont urgents. La diversité des territoires rattachés à l'Empire français est telle que la future fédération ne saurait se constituer, ni à la manière des Etats-Unis par libre décision des Etats, ni à la manière du Commonwealth britannique, par abandon progressif des privilèges de la métropole et substitution d'une communauté vécue et voulue à la suprématie impériale. Pour que l'Empire devienne un jour une fédération, nous avons moins besoin d'une charte légale (si nécessaire que soit celle-ci) que de politiques, aussi variées que nos territoires. Cette variété n'exclurait pas un but identique : permettre à tous les pays de s'administrer eux-mêmes, sans rompre les liens qui les rattachent à la France.

Telle est à n'en pas douter la conviction du général de Gaulle. Mais il faut bien dire que ce but est aussi simple et évident que les moyens de l'atteindre sont complexes et malaisés. Dans certains cas, la formule de l'Union Française suscite des difficultés supplémentaires. Un souverain à la fois spirituel et temporel, comme le Sultan du Maroc, ne reconnaîtra jamais une souveraineté supérieure à la sienne comme celle du Président de la République. La nomination d'un général à la place d'un ambassadeur ne modifiera pas l'attitude du Sultan, devenu officiellement, depuis le discours de Tanger, chef des nationalistes marocains. Or, notre embarras ne tient pas au discours lui-même, mais à la réalité qu'il révèle.

Sans doute était-il impossible, à Bordeaux, d'entrer dans le détail et de préciser l'action à entreprendre ici ou là. L'idée fédérale ne comporte guère de généralités, valables à la fois pour l'Afrique noire, l'Indochine et le Maroc. On aurait donc tort de déplorer l'absence de précisions. On ne peut que reprendre, pour la politique de l'Union Française, ce que Napoléon disait de la stratégie : « Art simple, et tout d'exécution ».

Aussi bien le général de Gaulle était-il moins soucieux de développer sa doctrine que de poser des principes, inséparables à ses yeux d'une réforme de l'Etat. Il a donc repris sa critique des partis et affirmé l'inéluctable nécessité d'un Etat fort, à la tête duquel se trouverait un homme habilité à gouverner, c'est-à-dire à décider et à agir. Cette condition fondamentale, a-t-il indiqué, est remplie à Moscou et à Washington. On ajoutera qu'elle l'est aussi à Londres, et par un président du Conseil.

Il est vrai que les empires se gagnent et se perdent sur le sol des métropoles. La crise française n'épargne pas nos territoires d'outre-mer. L'évolution de l'Empire vers l'Union Française n'a une chance de s'accomplir sans violence que dans la mesure où nos gouvernants seront capables de concevoir une politique et de la mettre en application. A eux de démontrer par des actes que leur solidarité avec les partis, donnée permanente des démocraties modernes, ne leur interdit pas d'assurer le destin de la patrie.

Raymond ARON.

## PAS DE PAIX SOCIALE SUR LE MENSONGE



# LE DIRIGISME FAUSSE AUSSI BIEN LES SALAIRES QUE LES PRIX

**N**OUS voilà, cette fois, au cœur du débat : les prix et les salaires.

*Débat en largeur et en profondeur, dont l'issue nous dira si l'économie française peut rajuster quelque jour la production et la consommation. Débat dont l'économie française peut sortir assainie, et en état de « tourner » à nouveau, et de redevenir ce qu'elle était naguère — à moins que, pour notre malheur, elle ne sombre dans le désordre, les cascades de grèves et de lock-out, le marasme, le désastre...*

A-t-on le droit, au point où en sont les choses, de penser qu'on en sortira ?

Répondons hardiment : oui. Mais à la condition que le débat porte, enfin, SUR LES DONNEES REELLES DU PROBLEME.

Si l'on patauge, si l'on perd son temps, si l'on se heurte, si l'on n'aboutit pas, c'est que l'on persiste à discuter sur des chiffres qui sont peut-être officiels, MAIS QUI NE CORRESPONDENT A RIEN DU TOUT — et tout le monde le sait.

Parlons net.

Pour discuter des salaires, on fait état de prix de vente qui sont les prix taxés, les prix homologués, les prix des bureaux. Seulement dans la plupart des cas — et notamment pour le ravitaillement, qui prime tout — ce sont des prix purement fictifs et illusoire. Allez vous nourrir avec les rations et aux prix du gouvernement !

Aussi bien M. Ramadier lui-même (et l'*Aurore* l'a souligné au passage), ne fut-il pas amené récemment à reconnaître que dans l'établissement d'un budget familial, force était de tenir compte du marché noir, de la nécessité de recourir, pour vivre, aux prix du marché noir — ce qui revenait proprement à démolir toutes les thèses officielles échafaudées par des indices de la Sainte-Farce ?

On veut croire qu'à cet égard la cause est entendue. Il faudra bien qu'on se décide un jour ou l'autre à discuter SUR LES VRAIS PRIX, qui n'ont rien de commun avec ceux de M. André Philip.

Bien. Or, là-dessus, interviennent à leur tour les employeurs :

JACQUES DELBO.

● Suite en page 4.

Mardi 14 IV 7

Economia France

# Une joute oratoire sur le dirigisme entre M. Ramadier et M. Cusenier

Kütüphanesi Arşivi

2E.2156

M. Ramadier, président du conseil, et MM. Lefourneau, ministre du commerce et de la reconstruction, et Lacoste, ministre de la production industrielle, ont assisté à un déjeuner à la chambre de commerce de Paris. M. Laroche-Joubert, président du comité de la Foire de Paris, a mis en relief le développement de cette grande manifestation commerciale, qui est devenue la foire internationale la plus importante du monde.

M. Marcel Cusenier, président de la chambre de commerce de Paris, a prononcé ensuite un discours dans lequel il a dit : « Certes, il est nécessaire de nous diriger. Nul ne pense à une totale anarchie économique. Ce qu'il importe de savoir, c'est si cette direction est excessive ou insuffisante, si elle est efficace ou si elle est inopérante et même si elle ne peut pas être nuisible... Il n'est que trop vrai que nous souffrons d'une pénurie de marchandises et d'une pénurie de devises fortes... Mais comment ne pas rappeler les réglementations mélangées, les obligations tracassières, les exigences d'une fiscalité, sévère surtout pour les assujettis les plus dociles ? Ce qui importe à notre sens, dans cette période transitoire, c'est de limiter à quelques matières et à quelques produits l'intervention de l'Etat, en confiant aux professions les tâches qui peuvent s'imposer ; elles sont d'ailleurs moins nombreuses qu'on ne le dit et leur nombre diminue chaque jour. »

Faisant allusion aux subventions de l'Etat, le président de la chambre de commerce de Paris a ajouté : « N'est-il pas élémentaire de croire que chaque Français doit donner de lui-même pour le pain qu'il mange ce qui revient à l'agriculteur pour le blé qu'il fait pousser ? N'est-il pas normal de penser que le prix des transports doit être payé par

les voyageurs et les marchandises transportés ? » Et il a dit en terminant : « La remise en ordre des prix, à laquelle on atteindra surtout par une liberté progressive, suppose certes une remise en ordre des finances publiques. Je n'en parlerai, monsieur le président, que pour vous remercier de la volonté que votre gouvernement a affirmée à ce sujet. Et, en particulier, n'hésitez pas à rendre à la production dépourvue d'hommes de tous rangs ceux qui surpeuplent les fonctions publiques. Je me répéterai : il y a trop d'hommes utiles dans les services inutiles, il y a trop d'inutiles dans les services utiles. »

M. Ramadier a pris ensuite la parole :

« La Foire de Paris est avant tout orientée vers l'exportation, a-t-il dit en substance. Nous devons développer nos exportations pour assurer les bases de notre économie future. Mais il faut que les prix de revient de notre production ne soient pas supérieurs à ceux des autres pays. »

Puis le président du conseil a repris le thème de la réponse qu'il avait faite deux heures auparavant à ses interpellateurs du Grand Palais qui, au cours de sa visite de la Foire de Paris, avaient bruyamment réclamé la liberté : « Il est difficile assurément de supporter des disciplines qui sont dures, et qui manquent parfois leur but. Mais, dans l'état présent des choses, leur suppression aboutirait à la ruine de tous et à la chute de la monnaie. Acceptons-les donc avec bonne volonté. L'effort sera long et pénible. Ce n'est pas du jour au lendemain que les profits seront restaurés. Il faudra gagner peu et travailler beaucoup. Mais les grognards que nous sommes toujours, qui ne veulent pas de la défaite, remporteront la victoire. »

## AUGMENTATION DE NOS EXPORTATIONS EN AVRIL

Au cours du mois d'avril, nos importations se sont élevées à 27.101.235.000 francs, dont 6.998.882.000 en provenance de la France d'outre-mer. Par rapport au mois précédent, elles sont en diminution de 300 millions de francs.

Par rapport à ce même mois, les exportations sont en nette progression, confirmant la tendance déjà observée depuis janvier. Elles atteignent maintenant 20.374.787.000 francs contre 16 milliards 287.869.000 francs en mars, 17 milliards 118.517.000 francs en février, 14 milliards 513.957.000 francs en janvier.

Le déficit de la balance commerciale pour avril est de 6.726.448.000 francs.

Pour les quatre premiers mois, il est de 36.189.770.000 francs.

## Le docteur Ripka craint un relèvement trop rapide de l'économie allemande

Le docteur Hubert Ripka, ministre du commerce extérieur de Tchécoslovaquie, est actuellement l'hôte de la capitale où il est venu sur l'invitation du gouvernement français à l'occasion de la Foire de Paris.

Au cours d'une conférence de presse tenue hier à l'ambassade de Tchécoslovaquie, le docteur Ripka a particulièrement insisté sur le danger que présenterait pour son pays le relèvement trop rapide de l'économie allemande. Il a également souligné l'indépendance totale de l'économie tchécoslovaque à l'égard de l'U.R.S.S.

## TOUJOURS DES MANIFESTATIONS CONTRE LE DIRIGISME

Les manifestations de commerçants, d'artisans et de petits industriels contre le dirigisme et la fiscalité se multiplient dans toute la France. Le mouvement est si fort que même des organisations à tendances communistes comme la Confédération générale du commerce et de l'industrie suivent le courant et réclament aussi la liberté du commerce.

La Confédération générale du commerce et de l'industrie a organisé hier, au Vélodrome d'hiver, un meeting auquel ont assisté plusieurs milliers de commerçants et d'artisans. Son président, M. Richard, a soutenu que le « dirigisme borné » du ministre de l'économie nationale favorisait les trusts au détriment du petit commerce honnête. Les autres orateurs se sont élevés également contre la bureaucratie. Mais si la C.G.C.I. ne veut pas du dirigisme pour le commerce, elle réclame son renforcement sur la production.

D'après la motion qui a été votée, les manifestants affirment que la production permet le retour à la liberté commerciale dans les principaux secteurs de l'économie et pour la majorité des produits alimentaires, mais exigent en même temps « un contrôle impitoyable de la production, seul moyen d'éviter les fuites en dehors du marché régulier ». Ils demandent la suppression des points textiles et celle des tickets, sauf pour quelques denrées essentielles, la disparition des coopératives d'entreprises.

Une délégation, appuyée par de nombreux manifestants, a porté cette résolution au ministère de l'économie nationale et au ministère des finances.

Mardi 14 IV 7

Economia France

« Votre heure est maintenant venue », disait en 1919 Georges Clemenceau aux délégués de la C.G.T. qu'il venait de recevoir. Quelques mois plus tard, au congrès de Lille, la centrale syndicale française se divisait sous la pression de la troisième Internationale, comme venait de le faire le parti socialiste. L'unité ne devait être rétablie qu'à la veille de la guerre par l'adhésion formelle de la C.G.T. dite « unitaire », imprégnée de communisme, aux principes anciens du syndicalisme français auxquels la fraction principale de la Confédération était restée fidèle. Ces principes de neutralité politique et religieuse, d'indépendance à l'égard des partis et de l'Etat, où l'on pouvait soupçonner un vieux ferment anarchiste, étaient cependant assez libéraux. Ils permettaient à tous les travailleurs, quelles que fussent leurs conceptions en tant que citoyens, de cohabiter en tant que salariés dans leurs syndicats. Sans doute le syndicalisme maintenait-il un idéal révolutionnaire, mais il admettait la valeur de transformation sociale des avantages acquis dans l'action réaliste de chaque jour. Il était baigné de pragmatisme, de telle sorte qu'un réformisme comme Keufer, secrétaire de la fédération du livre, pouvait voisiner avec un Griffuehles. Ni l'un ni l'autre n'eussent admis l'intervention d'un parti politique dans l'action syndicale. L'un et l'autre savaient que toute influence de cet ordre signifierait un affaiblissement. A la vérité cette influence n'était jamais tout à fait absente, et cela se concevait aisément. Mais le parti socialiste, qui voulait lui aussi être « le représentant de la classe ouvrière organisée », se gardait malgré tout de trop fortes indiscretions. D'autre part les syndiqués n'eussent pas admis que leur Confédération, en tant que telle, intervint dans les compétitions électorales de la politique.

En théorie la C.G.T. d'à présent que reçoit le président du conseil, M. Paul Ramadier, est soumise aux mêmes disciplines de neutralité et d'indépendance. Elle est cependant profondément transformée. Elle l'est par la force des événements. L'étatisme envahissant, le « dirigisme », les nationalisations dont elle a fait elle-même l'une de ses revendications, l'obligent à ne plus observer vis-à-vis de l'Etat la même attitude que jadis, et à pénétrer de plus en plus dans ses rouages. Elle répugne cependant encore à « s'intégrer » dans cet Etat lui aussi transformé. Il est constant d'autre part que le parti communiste, qui considère en théorie les syndicats comme des auxiliaires de son action, celle-ci étant déterminée uniquement par lui-même, exerce sur la plupart des organisations ouvrières une emprise très forte. Dans les états-majors les chefs parfois se confondent. Il semble également que cette pénétration de la politique de parti dans les syndicats soit devenue une cause de faiblesse, un germe de décomposition. En tout cas les

syndiqués eux-mêmes commencent à réagir, on l'a bien vu par les résultats du premier vote au suffrage universel pour les caisses de la sécurité sociale. Malgré une pression plus qu'indiscrète, les têtes de listes communistes ont été très souvent écartées par le moyen du panachage. La C.G.T. elle-même est très loin d'avoir retrouvé les voix des six millions d'adhérents qu'elle accuse. Elle s'est affaiblie visiblement, et il est clair qu'elle le doit à un abandon trop fréquent de l'indépendance traditionnelle du syndicalisme à l'égard des partis politiques.

Nous ne croyons certainement pas à une scission comme après l'autre guerre, et nous pensons même qu'elle serait néfaste aussi bien pour les intérêts des travailleurs que pour le pays. Mais ces symptômes d'affaiblissement sont cependant caractéristiques. Ils rejoignent d'autres symptômes d'aspiration à la liberté qui se manifestent de toute part.

RÉMY ROURE.

TDVISAM

Kütüphanesi Arşivi

No 2E.2156

# Pour la liberté du ravitaillement



Après sept ans d'expérience, l'opinion des Français sur le dirigisme économique est faite ; elle est faite de telle façon que si demain avaient lieu dans notre pays des élections générales, et que si l'un des partis français proposait aux électeurs, comme article unique de son programme, le retour à la liberté des échanges, ce parti obtiendrait à peu près à coup sûr, quel qu'il fût, une majorité triomphale.

Ce ne sont pas les ménagères, privées de pain après une récolte qui a été la meilleure de ces dernières années, privées de viande alors que le cheptel français est plus nombreux aujourd'hui qu'en 1939, qui viendront nous contredire.

Aujourd'hui, les principes de la réglementation bureaucratique de l'économie, et plus spécialement du ravitaillement, sont reniés par tout le monde, même par les collectivistes. M. Ramadier s'est prononcé pour un « socialisme non dirigiste » ; et voici que l'*Humanité* applaudit chaleureusement à la manifestation du Vélodrome d'Hiver, où vingt-cinq mille Parisiens, appartenant aux professions de ceux qui produisent et vendent, ont réclamé le retour à la liberté commerciale.

Cette nouvelle attitude du parti communiste pourrait prêter à l'ironie, si une volte-face communiste avait le pouvoir de nous surprendre. Souvenons-nous seulement que la conduite politique de l'état-major de MM. Duclos et Thorez ne manque pas de souplesse, et que cet état-major est toujours parfaitement informé des tendances et de la température de l'opinion.

Le parti communiste a compris que le mouvement antidirigiste était d'une puissance telle que, même avec la plus forte armature politique qui soit, il n'était pas prudent de le combattre. La France, excédée par un système de réglementations qui l'étouffe et l'affame, la France veut la liberté.

Certes, le dernier carré des champions du dirigisme ne tiendrait pas si bon, s'il ne disposait d'arguments solides. Cette liberté immédiate et totale des échanges, qui répondrait si bien au vœu de la nation, est probablement, dans l'état actuel des choses, utopique. M. Tanguy-Prigent a fermement défendu ce point de vue, hier, à l'Assemblée. Il y a, en effet, théoriquement, contradiction entre une politique de défense de la monnaie, et par conséquent entre la stabilisation des salaires et des prix, et le retour au libre jeu de l'offre et de la demande dans une économie animée.

La France ne dispose pas de la totalité des denrées ou matières premières qui seraient exigées par sa consommation normale, et elle ne peut, faute de devises, se procurer à l'étranger tout ce qui lui manque. Que l'on supprime la réglementation, la demande sera supérieure à l'offre, les prix monteront ; il deviendra impossible de résister aux revendications relatives aux salaires, et nous irons tout droit à l'inflation et à la ruine.

Cet argument est en principe irréfutable, et ne peut en effet être réfuté pour certains produits. Mais en ce qui concerne la production de la plupart des denrées agricoles, c'est-à-dire celle des aliments de première nécessité, il se fonde sur des appréciations très inexactes de la situation véritable.

Celle-ci est connue de tous les spécialistes sérieux, et plus sim-

plement de tous les campagnards.

Pour la plupart des denrées essentielles, la production actuelle est suffisante, sinon pléthorique (comme c'est le cas dans certaines régions). La crise actuelle du blé est proprement stupéfiante, si l'on se réfère au chiffre officiel de la récolte de l'an dernier, pourtant inférieur au chiffre réel.

Quant au bétail, c'est-à-dire à la viande, et au lait, et au beurre, et au fromage, rien, rien, rien si ce n'est la réglementation, n'empêche les producteurs français de faire face à une consommation normale.

Peut-on lire sans se frotter les yeux l'article très documenté, publié l'un de ces derniers jours par un de nos confrères, et d'où il ressort que la production du beurre en France est aujourd'hui supérieure à la production d'avant guerre ? Alors, pourquoi ne pas rendre la liberté au beurre ?

Nous savons bien qu'il y a l'exemple des œufs, que vient de rappeler dans *Combat* M. Robert Aron, en nous mettant en garde, avec beaucoup d'intelligence et de bonne foi d'ailleurs, contre les illusions de la liberté totale.

Le commerce libre des œufs a fait, personne ne le contestera, réparer les œufs sur les marchés, et en abondance. L'offre et la demande jouent librement. Mais les prix sont de dix à douze fois supérieurs à ceux de 1939. Or les salaires ne sont pas dix à douze fois supérieurs à ceux d'avant guerre, mais peut-être six fois en moyenne. Si le rétablissement de la liberté doit avoir pour résultat d'établir les prix au coefficient 12 tandis que les salaires sont au coefficient 6, nous allons au désastre.

L'argument est très fort, mais il n'est pas absolument convaincant. Tout d'abord, remarquons-le, il paraît vain d'espérer par quelque méthode que ce soit rétablir un rapport des salaires et des prix identique à celui de 1939. La guerre a grandement appauvri la France ; il serait surprenant qu'elle n'ait pas appauvri les Français.

Quel que soit le régime économique, libéral ou « dirigiste », nous vivrons nécessairement moins bien que nous ne vivions autrefois.

En second lieu, la taxation ne pourrait être justifiée comme un moyen de maintenir à un niveau acceptable le rapport des prix et des salaires que si elle était efficace, si une famille pourvue d'un budget modeste pouvait vivre uniquement avec les rations de produits taxés, aux prix taxés. On sait qu'il n'en est rien, et que, d'une façon ou d'une autre, tous les Français, s'ils ne veulent pas mourir lentement de faim, doivent faire appel à des ressources alimentaires qui échappent au circuit officiel.

Enfin, faute de viande ces derniers mois, les citoyens affamés se sont donc jetés sur les œufs, et l'importance de la demande a maintenu les prix à un cours élevé. Si nous avions de la viande, les œufs seraient moins chers.

Nous admettons qu'une expérience de la liberté ne peut être totale : il faut cependant qu'elle soit faite assez largement pour être autre chose et mieux qu'un marché noir légalisé. Mais elle vaut d'être tentée. Il paraît douteux qu'elle tourne plus mal que celle du dirigisme.

## RAVITAILLEMENT ET SALAIRES

Economia  
France

Notre confrère socialiste *le Populaire* se déclare déconcerté par la campagne contre « le dirigisme » entreprise par le « parti frère » depuis qu'il est entré dans l'opposition. On le serait à moins. Nous serions cependant plutôt déconcertés par la surprise que manifestent les socialistes. Les ressources de la dialectique sont infinies comme les desseins de la Providence sont impénétrables. On peut ainsi faire à la fois la politique de Méline et celle du communisme le plus intégral.

Toutefois il faut bien reconnaître qu'un « dirigisme » excessif, et tel qu'il est compris à l'économie nationale, gêne parfois un ravitaillement normal, et que les conséquences peuvent en être assez graves. M. Léon Blum avait bien raison de noter récemment la liaison intime de ces problèmes du ravitaillement et de ceux qui concernent les prix et les salaires. De quel droit nous opposerions-nous aux augmentations de ceux-ci si les médiocres rations allouées aux travailleurs n'étaient pas assurées ? Les ouvriers qui demandent une rémunération de leur travail plus élevée savent très bien qu'ils n'obtiendront jamais que du vent si les prix montent ensuite, s'ils précèdent toujours les salaires. S'ils ne trouvent ni viande ni vin aux prix taxés, s'il leur faut faire des heures de queue aux portes des boulangeries pour obtenir leurs 250 grammes de pain, et dans certaines régions déjà leurs 200 grammes, ils doivent bien, pour vivre, recourir au marché « parallèle ». Dès lors leurs revendications deviennent inductibles et justifiées. Pas de stabilisation possible des salaires si le ravitaillement n'est pas suffisant.

On vanite le courage du président du conseil qui en prend en main la direction. C'est un courage naturel, et assez rare. Le sort de son expérience, de son gouvernement, dépend pour beaucoup d'une équitable répartition des produits, d'une alimentation convenable, déjà à peine suffisante. Mais c'est aussi la paix sociale qui est en jeu, et avec elle la production, le relèvement de nos ruines, notre force. Comme l'écrivit M. L. on Blum, « les difficultés du ravitaillement sont sans nul doute à l'heure présente le mobile psychologique du mouvement revendicatif en matière de salaires ». Il faut donc les vaincre si l'on veut résoudre le problème économique.

M. Paul Ramadier s'y attache avec cette placide volonté et ce sens politique aigu dont il a déjà donné des preuves. Il risque une double impopularité, car il lui faut à la fois s'opposer au flot des revendications en matière de salaires non compensés par une production accrue, et aux désordres des répartitions en matière de ravitaillement.

M. Paul Ramadier est tiraillé cependant par les faiseurs de systèmes, les « dirigistes » d'un côté, les « libéraux » de l'autre. Il sait que nous ne pouvons pas revenir à la liberté totale et il n'ignore pas les méfaits du dirigisme excessif. Il désire s'orienter vers la liberté, et il a grandement raison, mais il le fait à pas prudents, et trouve, avec moins de surprise sans doute qu'il le *Populaire*, en face de lui, parmi les champions de la liberté, le parti dont la doctrine véritable implique un « dirigisme » absolu. Mais le dédain des faciles démagogues et le risque de l'impopularité ne sont-ils pas les caractéristiques d'un véritable homme d'Etat ?

RÉMY ROURE.

Monde  
16  
II  
7

TDV/ISAM  
Kütüphanesi Arşivi  
No 2E-2156

Egret 74 17  
TDV/ISAM  
Kütüphanesi Arşivi  
No 2E-2156

# Derniers jours de Berlin

(Suite de la page 1)

— Des choses vraies et des mensonges, monsieur Lehmann !

— Comment, des mensonges ?

— Croyez-vous que nos soldats se soient bien comportés en Russie. Aujourd'hui c'est le juste retour des choses !

Kettie s'exaltait. Elle n'avait plus peur maintenant, car le régime allait disparaître.

— Oui, monsieur Lehmann, c'est la guerre et nous l'avons voulue !

— Fraulein Kettie ! reprocha le vieux.

Mais la jeune fille continuait :

— Croyez-vous que ce soit quelque chose d'humain que de déporter des malheureux ouvriers — elle pensait à Michel — de les faire travailler de force. Croyez-vous qu'il est juste de laisser certains profiter de la vie et de réduire les autres en esclavage. Non, monsieur Lehmann ! Je veux vivre, moi, et j'ai un père qui souffre quelque part dans un camp depuis six ans. On l'a arrêté parce qu'il était socialiste. Je hais toutes ces choses, tous ces gens. Au revoir, Herr Lehmann, je rentre chez moi ! Et Kettie sortit en claquant la porte.

## 19 avril. Karlhorst.

Kurt était de garde aux barricades depuis plus de quinze heures. Il faisait les cent pas sous le pont de Karlhorst, son « Panzerfaust » sous le bras.

Kurt avait quinze ans. On était venu le chercher un matin.

— Vous êtes apte au « Volksturm ». Si vous refusez, vous n'aurez plus de carte d'alimentation. Depuis deux mois, il avait suivi l'entraînement dominical. Il avait défilé au pas dans les rues de Berlin. Kurt se redressait et bombait le torse quand il passait devant chez lui, dans la Treskow Allee.

C'était assez amusant. Dame, il y avait des vieux comme le père Friedmann, retraité des chemins de fer, qui ne pouvaient plus courir. On avait essayé les « Panzerfaust » et le « Go-liath », ce tank miniature qui fait sauter les chars ennemis quand il les rencontre.

Kurt ruminait des actions d'éclat : il se posterait au coin de la rue, en avant de la barricade. Il ajusterait bien le T. 34. Le char s'arrêterait, son élan brisé, et les autres le féliciteraient. Kurt regarda sa manche gauche ornée du brassard noir à bande rouge où l'on pouvait lire « Deutscher Volksturm » et il se retourna au moment où le vieux Jodl venait le relever.

— Ça va, Kurt ?

— Yawohl ! Alors, c'est à vous ? Ils avancent les Russes ?

— Oui, Le *Morgenpost* annonce qu'il sont à Mahlsdorf. On exhorte les Berli-

gicla sur le visage de l'homme étendu.

Persone ne fit un mouvement pour essayer de le pousser dans un coin. Les autres allaient peut-être mourir, eux aussi, dans quelques instants.

Un obus éclata sur le pont. Jodl courba l'échine. Il avait perdu l'habitude, depuis vingt-huit ans, et il se demandait s'il n'aurait pas mieux valu rester couché dans la boue des Flandres ou dans les tranchées de Champagne. Les attaques avaient succédé aux attaques. Il n'avait jamais été blessé et maintenant un obus allait peut-être le tuer sous le pont de Karlhorst où il passait chaque soir en rentrant chez lui.

Des membres des Jeunesses hitlériennes passaient, un pot de peinture blanche à la main. Un garçon de dix-sept ans s'arrêta près de la barricade et il traça ces mots, maladroitement, sur le mur : « Berlin bleibt deutsch ! » (Berlin reste allemand !)

Jodl se demanda ce que pouvait signifier cette phrase en un moment aussi critique.

## 23 avril. Friedrichsfeld.

Boris avançait conduisant prudemment son T.34 qui suivait une grande route. Le lieutenant Oulianoff avait vu la carte. Tout droit !

Boris regardait le char qui le précédait. Parfois des balles ricochaient sur les flancs du monstre d'acier, mais c'était comme le caillou qui

mettait devant le mur de pavés. Les Russes ouvraient le feu.

Les Allemands tiraient à leur tour et le crépitements des mitrailleuses était ponctué par le miaulement des obus qui démolissaient la barricade. Un char s'immobilisa et bientôt des flammes s'élevaient autour de la machine blessée à mort. Mais deux autres tanks foncèrent sur l'obstacle. Les obus pleuvaient sans cesse. Les servants de la mitrailleuses s'affaissaient derrière leur pièce, et Kurt aperçut Jodl qui portait la main à sa poitrine. Le garçon lâcha son arme et courut à toutes jambes loin de la barricade. Un char franchit bientôt l'obstacle, et Kurt, réfugié dans la cour près de la gare, arracha son brassard et ses insignes. La partie était perdue !

## 23 avril. Au Bunker.

Michel consulta son carnet : 23 avril ! Depuis huit jours la bataille de Berlin battait son plein. Il lui semblait que les combats duraient depuis un mois.

Michel regarda ses compagnons. Tous les visages étaient couverts de barbe et de crasse. Persone n'avait pu se laver. Il fallait garder le peu d'eau qui restait pour boire.

Les conversations se faisaient à mi-voix. Quatre Français jouaient à la belotte, sans conviction, et Michel remarqua que Fredo lisait la même page d'un roman depuis vingt minutes. Persone ne savait que les chars soviétiques venaient de forcer les dé-

voies avec anxiété les péripéties de la bataille. Les Soviétiques accordèrent une trêve pour permettre aux civils d'évacuer les caves, mais les SS continuèrent à tirer et les civils durent sortir sous le feu de leurs compatriotes. Quand tout le monde fut à l'abri, les Russes ouvrirent un violent tir d'artillerie sur les immeubles défendus par les SS et les membres du parti, et bientôt tous furent réduits au silence.

Les cadavres s'entassaient sur la chaussée. Des mares de sang marquaient la chute des civils et des soldats blessés à mort. Chevaux éventrés, voitures renversées, et le feu qui s'étendait sans cesse aux maisons encore habitables.

L'eau était coupée. La fumée envahissait les rues, et les survivants se hâtaient vers les lignes russes, vers Lichtenberg et Friedrichsfeld où le calme régnait maintenant.

Il fallait maîtriser les femmes qui devenaient folles. Près de la gare de Silésie, une mère s'écroula, foudroyée en voyant son fils broyé par les roues d'un char. La furie des adversaires atteignit son paroxysme quand les combats s'engagèrent dans le métro, dans les souterrains où s'étaient réfugiés des milliers de civils. Les balles frappaient au hasard et les grenades dénichetaient les combattants.

Il devait être 2 heures quand un obus frappa le Bunker de plein fouet. Tout le monde sursauta. Une minute plus tard, la même détonation assourdissait les sept mille personnes qui s'entassaient dans les salles et les couloirs.

— Ils tirent sur nous !

Toutes les minutes un obus éclatait contre les parois de béton. Plus de doute ! Les Russes étaient là, et c'était une pièce d'artillerie qui prenait le Bunker pour cible.

Les projectiles frappèrent la citadelle pendant une heure, puis plus rien. Quelqu'un passa : « Remettez vos armes, même les couteaux. »

Ils prennent leurs précautions, dit Fredo. Hé ! Victor, file-lui ton cure-dent.

Le « Schupo » se présentait à la porte où se trouvaient les étrangers et chacun lui remit son couteau.

— Vise le copain, Victor. Il a enlevé son araignée !

En effet, la croix gammée avait été arrachée par le « Schupo ». Sa casquette n'arborait plus les insignes nazis.

Tous les employés du chemin de fer jetaient leur bonnet de police bleu marine et leur veste.

Une demi-heure s'écoula. Chacun tendait l'oreille, anxieux. Soudain, une clameur s'éleva. Tout le monde se précipita en haut de l'escalier. Un soldat soviétique montait, accompagné par des ouvriers étrangers. Alors un cri s'éleva, un hurlement de joie. Trente poitrines françaises saluaient le fantassin qui montait, sa mitrailleuse sous le bras.

— Franzowski ? interro-

gerait-il. cervelles de nazis devaient se demander le sort qui allait leur être réservé, et les lecteurs du *Volkischer Beobachter* devaient trembler de tous leurs membres !

Or il advint qu'après une marche assez longue, pour s'éloigner du front, on leur distribua une soupe et du pain. Les candidats à la fusillade ne s'attendaient pas à recevoir des vivres et bientôt ils se rassurèrent et commencèrent à trouver ces Russes pas si antipathiques que le Führer et Joseph le Roquet le leur avaient dit !

Pendant ce temps, la bataille continuait, violente. Dans l'obscurité, les fusées verte et rouge et les éclairs des canons annonçaient seuls que la lutte continuait, très âpre, vers le Sud.

## 24 avril. Rummelsburg.

— Les trains dans la gare sont remplis de vivres ! criaient-ils de tous côtés.

C'était la vérité. Les longues rampes qui étaient immobilisées depuis plus de deux semaines, destinées au ravitaillement du front, étaient bourrées de conserves, de sucre, de pois.

Un obus avait éventré un wagon qui se trouvait près de la route, et quand un garçonnet s'en fut aperçu tout le monde dévala les talus. Les portes des wagons furent brisées à coups de hache, et le premier qui montait dans le wagon lançait les vivres aux autres. C'était une frénésie qui gagna bientôt la population de Karlhorst. Tout le monde était persuadé que la famine allait venir, et chacun d'emporter chez lui de l'huile, des conserves et du sucre.

Les Russes regardaient avec indifférence le pillage de la gare de triage.

Le sac dura jusqu'à la tombée de la nuit.

Les visages étaient durs. Les enfants accompagnaient leurs parents et prenaient une part importante à ces opérations de pillage.

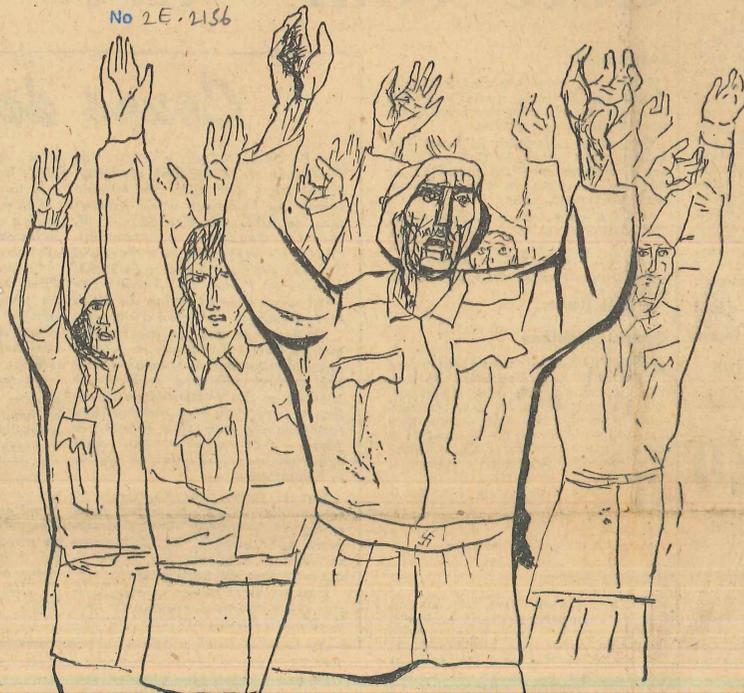
Deux heures plus tard, la gare de Berlin-Rummelsburg présentait un aspect sinistre. Les wagons vides, défoncés, immobiles sur les voies, complétaient le visage d'une cité vaincue.

## 1<sup>er</sup> mai. Friedrichsfeld.

Depuis le 28 avril, la grande rue de Friedrichsfeld avait pris un air de fête. Les soldats russes construisaient un arc de triomphe dont les deux branches se rejoignaient au-dessus de la chaussée. Le portrait de Staline dominait le grand portique pour présider à l'entrée symbolique et triomphale de l'Armée rouge dans la capitale allemande. Bientôt, les autres drapeaux alliés prirent place à côté de l'emblème soviétique et, quand l'Union Jack monta au mât, on pouvait voir un soldat britannique, ex-prisonnier, regarder, plein de joie,

"Les Lettres Françaises" 9 IV 7

TDVISAM  
Kütüphanesi Arşivi  
No 2E. 2136



na au moment où le vieux Jodi venait le relever.  
— Ça va, Kurt ?  
— Yawohl ! Alors, c'est à vous ? Ils avancent les Russes ?  
— Oui, Le *Morgenpost* annonce qu'il sont à Mahlsdorf. On exhorte les Berlinoïses à tenir, à se serrer au coude à coude. Mais moi, vois-tu, je sens bien que tout est fini !  
— Fini ? riposta le gamin. Et nous alors ?

— Crois-tu que ce sera avec nos barricades et nos armes automatiques que nous arrêterons cette masse d'hommes et de matériel qui déferle sur la ville. Ecoute-moi, Kurt, tu n'es encore qu'un enfant, mais tu me comprends. Si notre armée n'a pu arrêter l'ennemi sur la ligne de l'Oder, ce n'est pas à Berlin qu'on battra l'Armée rouge. L'Allemagne va s'écrouler. Ecoute-moi, mon petit. Regarde ces affiches qui répètent toutes le même slogan : « Sieg Oder Bolchewistische chaos ! » Ce sont des mots. Après tout, on verra bien ce qui arrivera !

Des soldats passaient avec des voitures et des camions, mal habillés, éreintés. Les gens regardaient les restes de la Wehrmacht qui essayaient de se regrouper devant les premières maisons de la capitale. Une pluie fine transperçait les vêtements.

Jodi prit la place de Kurt derrière la barricade qui défendait la route de Schöneweide. Le canon tonnait sourdement et parfois le vent apportait les échos de la bataille qui se livrait à vingt kilomètres de là.

## 21 avril. Rummelsburg.

Ils étaient six derrière la barricade, sous le pont. Jodi avait pris un casque de « Luftschutz » et les autres portaient la casquette de montagne.

Kurt était à son poste devant un fusil-mitrailleur. On avait pensé que le Panzerfaust serait trop lourd pour lui.

Une affiche avait été collée le matin près du cinéma Gloriapalast. Elle invitait les soldats isolés à se regrouper à Moabit, Berlin allait organiser sa défense, affirmait le message du gouverneur de la place.

Les gens faisaient la queue devant les boulangeries, et les épiciers ne pouvaient plus assurer la distribution régulière des vivres. Ils étaient débordés.

Les obus éclataient dans la ville. Une femme venait d'être tuée dans la Platanen Allee et un projectile avait percé la devanture d'une maison d'optique. Les lunettes et les appareils gisaient épars sur la chaussée.

Les chars remontaient le boulevard de Treskow et les ménagères regardaient, l'air apitoyé, les soldats qui allaient se faire tuer à quelques kilomètres de là.

Un obus explosa devant la barricade, un homme s'affaissa, portant les mains à son ventre. Il essaya de se redresser, mais tomba la face dans le caniveau et ne bougea plus.

— Il est mort ? demanda Kurt.  
Les autres ne répondirent pas. Une voiture passa rapidement et la boue

frappe l'éléphant. Le tankiste se demandait s'il aurait la chance de parvenir au centre de cette ville que tous ses camarades et lui devraient connaître depuis si longtemps. Mais le plus dur ne faisait que commencer.

Un tramway jaune : le « 69 », était arrêté au milieu de la route, percé comme une écumoire. D'autres véhicules encombraient la chaussée, mais le char n° 2, qui précédait, rejeta l'obstacle improvisé sur les bas-côtés.

Un pont de chemin de fer coupait la chaussée et une barricade barrait le passage. Boris vit son compagnon s'arrêter et ouvrir le feu contre le mur et ses défenseurs. Il vint ranger le n° 3 à la gauche de son voisin, et les canoniers du bord commencèrent à leur tour le tir contre l'obstacle fait de pavés et de troncs d'arbres. Quand un coup portait au but on voyait une partie de la barricade qui s'effondrait.

Soudain un choc violent ébranla le char. « Les « Panzerfaust », pensa Boris ! Le lieutenant commanda de foncer sur les défenseurs. Le tank démarra lourdement et prit de la vitesse. Cent mètres..., cinquante..., dix..., puis un choc. Le char se cabra et sembla hésiter, mais il grimpa par-dessus les restes de l'obstacle et redescendit de l'autre côté. La formation blindée suivait Boris qui mit tous les gaz. Le bruit assourdissant des moteurs le remplissait de joie et la chaussée s'étendait large devant lui.

Boris remarqua alors seulement que le n° 2 n'était plus devant lui. Il appela un de ses compagnons pour lui demander où se trouvait l'autre char.

— Il a été touché au pont ! répondit le tankiste. Le conducteur serra les dents. Encore un qu'il faudrait venger !

Jodi, Kurt et les autres étaient sous le pont, les nerfs tendus. Les derniers fantassins et les Volksturm venaient de se replier derrière la barricade. Il y avait dix minutes que le dernier homme était passé de l'autre côté. Le calme le plus complet régnait sur le boulevard de Treskow encombré de débris et d'autos abandonnées.

L'artillerie avait allongé son tir depuis une demi-heure et les obus frappaient maintenant les premières maisons de Schöneweide. La barricade que défendaient Kurt et ses compagnons était la dernière dans ce quartier. Si les Russes passaient, ils atteindraient la Sprée une heure plus tard.

Jodi tenait son « Poing d'acier » sous le bras gauche, en position de combat.

Soudain, un bruit sourd, caractéristique, se fit entendre : les chars ! Les T.34 descendaient le boulevard. Ils avaient dû apercevoir la barricade, car les deux premiers s'arrêtèrent et un obus tomba quelques

fenses de la Treskow Allee et qu'ils dévalaient vers la Sprée, à toute vitesse.

Il devait être une heure de l'après-midi. Michel descendit au rez-de-chaussée et se mêla aux groupes qui se tenaient devant la porte du Bunker. Une fumée âcre piquait la gorge. Le soleil devait briller au-dessus de la ville, mais les incendies qui s'élevaient formaient un plafond gris qui obscurcissait le ciel.

Un groupe de soldats passait en se repliant.

On se battait partout. Quand les barricades s'effondraient, les défenseurs réfugiés dans les coins des portes tiraient contre les chars.

Une colonne soviétique entrait dans Berlin par le boulevard de Landsberg. Les Russes essayaient de converger vers cette fameuse place Alexandre déjà si éprouvée par les bombardements. Le chaos régnait dans la ville.

Après des combats d'une violence inouïe, les soldats soviétiques parvinrent à pénétrer dans les rues qui mènent jusqu'à la gare de Silésie. C'est là qu'eut lieu un des épisodes les plus sanglants de tout le siège :

Des formations de SS, barricadées dans les immeubles de ce quartier ouvrier qu'on savait être favorable aux idées communistes, tiraient sur les Russes qui progressaient. Mais la population, réfugiée dans les caves, sui-

montait, accompagné par des ouvriers étrangers. Alors un cri s'éleva, un hurlement de joie. Trente poitrines françaises saluaient le fantassin qui montait, sa mitraillette sous le bras.

— Franzouski ? interro-gea-t-il.

— Da ! Tovaritch !  
Le soldat fit le tour du Bunker, escorté par les gars.

Soudain, une voix allemande qui demandait un interprète.

Un officier venait d'entrer : « Tout le monde doit rester dans le Bunker jusqu'à 7 heures du soir pour vérification d'identité. Les armes doivent être remises devant la porte. Que les ordres soient exécutés. Les personnes non-allemandes sont libres ! »

L'officier salua et sortit du Bunker.

## 23 avril. Karlshorst.

Une demi-heure après l'arrivée des premiers soldats libérateurs, les gros troupes commença à défilé. Des chars, toujours des chars ! Les mastodontes avançaient lentement, l'un derrière l'autre, conduits par des petits hommes au teint jaune. Puis l'infanterie commença à passer. De longues colonnes kaki descendaient vers Schöneweide. De jeunes garçons, athlétiques pour la plupart. Des cavaliers, montés sur de petits chevaux mongols.

Les jeeps caracoïnaient entre les colonnes serrées qui marchaient vers la ligne de feu.

Des prisonniers redescendaient du front, les mains encore sur la nuque. Des policiers, des employés de la Reichsbahn, les restes du Volksturm qui s'étaient fait cueillir dans les bois, autour de l'hôpital. Ils devaient s'attendre au pire, à être fusillés ! Leurs

line dominait le grand portique pour présider à l'entrée symbolique et triomphale de l'Armée rouge dans la capitale allemande. Bientôt, les autres drapeaux alliés prirent place à côté de l'emblème soviétique et, quand l'Union Jack monta au mât, on pouvait voir un soldat britannique, prisonnier, regarder, plein de joie, les couleurs de l'Empire dominer le ciel de Berlin.

Montées sur une petite estrade, au milieu de la route, les femmes soldats réglaient la circulation des voitures, en brandissant de petits fanions. Les jeeps et les Studebaker côtoyaient les attelages qui rappelaient la steppe.

1<sup>er</sup> mai ! Berlin occupé salue la fête du travail. Un an avant, les oriflammes nazies flottaient à toutes les fenêtres. Aujourd'hui, les drapeaux rouges sont en bonne place aux mêmes endroits. Les Berlinoïses font du zèle. Il s'agit de s'assurer les bonnes grâces des soldats vainqueurs. Devant les Kommandanturen, la foule fait la queue, et quand l'Allemand arrive devant l'officier soviétique responsable, il multiplie les courbettes et les assurances de dévouement.

Mais le jour où Friedrichsfeld voit défilé, impeccables, les bataillons soviétiques, une rage sourde monte au cœur des Prussiens enfin humiliés. L'Armée rouge, qu'on leur avait présentée comme une horde semblable à celle de Gengis Khan, foule les pavés de la capitale de Frédéric le Grand. A Potsdam, citadelle des « Junkers », les soldats de l'U.R.S.S. traversent la cour du château, et devant la Nikolaikirche, où le Roi-Sergent se rendit si souvent, les officiers à la casquette plate sortent leur appareil photographique. Devant les ponts de chemin de fer et les bâtiments publics, une sentinelle soviétique fait les cent pas, et sur les murs s'étale toujours en lettres blanches : « Berlin bleibt Deutsch ! »

Amnistie en Grèce ?

La Chambre des représentants vient d'approuver le projet Truman d'assistance à la Grèce. Cette nouvelle aurait été accueillie sans enthousiasme à Athènes. On commence à s'y rendre compte qu'une aide aussi importante que celle des Etats-Unis comporte des obligations qui ne sont pas toujours compatibles avec l'indépendance nationale.

Le bruit court déjà il y a quelques jours que l'ambassadeur des U.S.A., M. Mac Veagh, aurait reçu des instructions pour demander un éclaircissement du gouvernement grec actuel. Cette nouvelle a été démentie, mais une demande d'amnistie présentée par le département d'Etat semble se heurter à la résistance du cabinet Maximos. Elle serait critiquée en même temps par l'opinion hellénique d'extrême droite et d'extrême gauche. Autrement dit, elle ferait le bloc de tous les partis contre Washington.

Le gouvernement américain, il est vrai, n'est pas seul en cause. L'affaire se complique du fait de l'intervention de la commission d'enquête de l'O.N.U., qui recommanderait une amnistie en faveur des rebelles, sous le contrôle des Nations unies. Cette recommandation serait appuyée non seulement par le délégué américain, mais par le délégué français, et c'est particulièrement contre un tel contrôle que se serait élevé M. Tsaldaris, ministre des affaires étrangères, dans un long entretien qu'il vient d'avoir avec M. Mac Veagh. Celui-ci, finalement, a proposé que la commission qui contrôlera l'application de l'amnistie soit composée de représentants de pays neutres, à l'exclusion des cinq « Grands » et des pays voisins.

Les objections faites à la proposition d'amnistie sont de nature diverse. M. Papaandréou, ministre de l'économie nationale, explique dans le journal « Hellas » qu'il y a là un problème d'ordre moral, et que l'on risque de porter atteinte à la fierté du peuple grec. C'est là une considération importante, qui ne s'applique pas seulement au projet, mais qui jouera inévitablement à l'occasion de nombreuses mesures que les Américains seront amenés à prendre pour contrôler l'emploi de leurs secours.

De son côté M. Tsaldaris s'inquiète des répercussions d'une éventuelle amnistie sur la situation actuelle. Mettrait-elle fin à la rébellion ? Dans les cercles gouvernementaux on compte de nombreux partisans d'une action énergique pour éliminer les guérilleros. Encore que les opérations militaires n'aient pas donné jusqu'à présent de résultat décisif, on espère qu'elles aboutiront d'ici quelque temps. M. Tsaldaris est-il de cet avis ? En tout cas il demande certaines précisions ou garanties au ministre des Etats-Unis : quels seraient exactement les bénéficiaires de l'amnistie, quel serait le sort des rebelles convaincus de crimes de droit commun, quelles seraient les attributions d'une commission de contrôle ?

On ne manquera pas d'être frappé par le fait que les adversaires du gouvernement, ainsi que certains membres dissidents du cabinet Maximos, se montrent encore plus hostiles à l'idée d'une amnistie dont bénéficieraient leurs amis. Dans les milieux de l'E.A.M. on affecte de n'avoir pas confiance dans les promesses gouvernementales. Une amnistie, dit-on, a déjà été proclamée à une date récente : néanmoins des hommes et des femmes auraient été fusillés pour avoir collaboré avec les rebelles.

Tandis que l'organe communiste « Elzospastis » stigmatise l'ingratitude des Etats-Unis, M. Zervas, ministre de l'ordre public, et M. Gonatas, du parti populiste, représentants de l'extrême droite, se montrent irrités par l'intervention américaine.

Ces attitudes donnent à réfléchir. Faut-il en conclure que l'atmosphère indispensable à tout geste de clémence et de pacification n'existerait pas encore en Grèce ? Si chacun se montre hostile à un tel geste, n'est-ce pas parce que chacun compte encore l'emporter sur l'adversaire et préfère, en conséquence, mener la lutte jusqu'au bout ? S'il en était ainsi, l'œuvre d'assistance américaine ne s'engagerait pas sous d'heureux auspices. Il paraît difficile de rétablir l'économie d'un pays où les partis adverses sont résolus à se battre. L'amnistie, même acceptée par le gouvernement, risquerait de n'être qu'une trêve, et les progrès obtenus à grand renfort de dollars pourraient être vite annihilés par des actes de guerre qui s'étendent à une bonne partie du territoire.

LE DISCOURS DE M. CHURCHILL EST DIVERSEMENT ACCUEILLI PAR L'OPINION BRITANNIQUE

Réserve hostile chez les travaillistes

(De notre correspondant particulier par téléphone.)

Londres, 15 mai.

Des personnalités de tous les partis ont participé au grand meeting organisé par le comité pour « l'Europe unie ». L'archevêque de Canterbury présidait. Lady Violet Bonham-Carter représentait le parti libéral, un autre conservateur, M. Oliver Stanley, et deux socialistes, le syndicaliste M. George Gibson et le célèbre éditeur Victor Gollancz prirent également la parole. De nombreux délégués étrangers, parmi lesquels plusieurs députés français, étaient présents et M. Barré parla en leur nom. D'une façon générale, l'opinion britannique ne peut être que favorable à l'idée d'une « Union européenne ».

Il est évident que beaucoup d'Anglais estiment, après l'échec de la conférence de Moscou, que l'idéal d'un « monde un » (selon la célèbre expression de Wendell Willkie) est pour le moment inaccessible et que l'Europe peut au moins essayer de s'unir. C'est par exemple la thèse que soutient ce matin le *Manchester Guardian*. Toutefois, dans les milieux travaillistes, l'accueil est beaucoup moins chaleureux que chez les conservateurs ou les libéraux. Déjà, il y a quelque temps, l'organe travailliste, le *Daily Herald* avait condamné l'attitude de M. George Gibson lorsque celui-ci annonça son adhésion au comité présidé par M. Churchill, et M. Gibson prit soin de déclarer hier soir qu'il parlait seulement en son nom personnel. Alors que ce matin le *Times*, le *Manchester Guardian* et le *News Chronicle* consacrent leurs éditoriaux à la réunion de l'Albert Hall, le *Daily Herald* s'abstient.

Les raisons de cette attitude sont à la fois d'ordre intérieur et extérieur. A l'intérieur, les travaillistes se méfient instinctivement d'un comité que présente M. Churchill ; d'autres personnalités conservatrices auraient à cet égard rencontré moins d'adversaires dans les rangs du Labour Party. Et, surtout à l'extérieur, les travaillistes craignent que l'initiative de M. Churchill ne soit considérée comme ayant une tendance antisoviétique. Certes, M. Churchill s'en est vivement défendu hier, mais une des phrases prononcées par lui est manifestement dirigée contre les exigences des Russes en matière de réparations. D'autre part les travaillistes n'oublient pas l'attitude de M. Churchill à l'égard de l'Union soviétique au lendemain de la première guerre mondiale ; enfin, c'est un fait qu'au sein du comité pour l'Union européenne se rencontrent des hommes comme MM. Gollancz et Boothby, l'un socialiste et l'autre conservateur, dont l'antisoviétisme et l'anticommunisme sont parfaitement connus et avoués.

On comprend ainsi les attaques dont ils sont l'objet de la part du journal communiste *Daily Worker*. Et M. Churchill a beau dire que l'union de l'Eu-

rope doit être une première étape avant l'union du monde, le *Times* d'aujourd'hui affirme, quant à lui, que c'est un choix qu'il faut faire entre les deux formules.

Dans d'autres milieux on soulève également des objections d'ordre plus pratique : ainsi certains souhaitent que M. Churchill définisse plus clairement ce qu'il appelle l'Europe. Il a indiqué hier qu'il la considérait comme le domaine d'une certaine civilisation dont personne ne devait être exclu, mais pratiquement, le *Times* se déclare tout net ce matin — il ne peut s'agir que de l'Europe occidentale, et ce thème lui-même, déclare le grand journal britannique, réclame une définition : « La Grande-Bretagne en fait-elle partie ? »

Le *Times* pose la question. On voudrait au moins être assuré que tous les Anglais y répondraient affirmativement avant de porter un jugement sur la campagne de M. Churchill. D'autre part le problème se pose de la situation à faire à l'Allemagne. Certes, déclarent beaucoup d'observateurs étrangers, l'Europe ne peut vivre sans l'Allemagne, mais il doit être précisément bien compris que la reconstruction de l'Allemagne doit profiter à l'ensemble de l'Europe. — Jean Lequitter.

Monde  
13-V-7  
Grèce

TDV ISAM  
Kütüphanesi Arşivi  
No 2.E.2156

Anglais  
Monde  
16  
7

TDV ISAM  
Kütüphanesi Arşivi  
No 2.E.2156

D'IMPORTANTES DÉBOUCHÉS  
POUR LES  
« PERSONNES DÉPLACÉES »  
s'ouvriraient en Grande-Bretagne  
et aux États-Unis

Le *Daily Mail* annonce qu'en raison de la pénurie de main-d'œuvre dans certaines industries britanniques, et malgré l'opposition des Trade-Unions, des contrats de travail seront offerts à plus de deux cent mille « personnes déplacées » des camps d'Allemagne et d'Autriche. Près d'un tiers seraient affectées à l'industrie textile. L'édification de campements à l'usage de ces travailleurs étrangers sera activement poussée au cours des deux prochains mois.

Aux Etats-Unis le plan Stratton pour l'admission de 400.000 « personnes déplacées » en provenance d'Allemagne, d'Autriche et d'Italie au cours des quatre années prochaines, à raison de 100.000 par an, a reçu, signale le *New York Herald*, l'approbation de principe de la Maison Blanche, du département d'Etat et du ministère de la justice. L'autorisation qui serait donnée à ces « personnes déplacées » de résider à titre permanent aux Etats-Unis n'affecterait pas les quotas d'immigration dans ce pays.

La priorité, selon le projet de loi déposé au Congrès dès le 1<sup>er</sup> avril par le représentant républicain, serait accordée aux veuves, ascendants, enfants et autres parents jusqu'au quatrième degré de citoyen américain ou de personnes ayant servi honorablement dans les forces armées américaines durant la première et la deuxième guerre mondiale.

Monde  
20-V-7

TDV ISAM  
Kütüphanesi Arşivi  
No 2.E.2156

Le discours que M. Churchill a prononcé avant-hier à l'Albert Hall sur l'Europe unie suscite les controverses accoutumées. En Angleterre il est accueilli avec sympathie par les conservateurs, les libéraux et quelques travaillistes, tandis que la majorité gouvernementale prend parti contre lui.

Les objections travaillistes se réduisent en somme à ceci : l'Union européenne porte ombrage à l'U.R.S.S., elle lui déplaît d'autant plus si elle est patronnée par M. Churchill. Ces objections ne paraissent pas décisives. On ne saurait faire dépendre une idée de cette importance d'une personnalité, si considérable soit-elle, qui ne joue pour le moment que le rôle de propagandiste. L'opposition soviétique est regrettable : si elle doit être un argument irrésistible, cela veut dire que le veto, contre lequel tout le monde s'insurge à l'O.N.U., serait également la règle des affaires européennes; en d'autres termes que rien ne peut se faire nulle part sans l'agrément de l'U.R.S.S. Il y a des gens, il y a même des peuples de plus en plus nombreux qui jugent une telle précaution excessive.

Une Europe unie n'aurait aucune raison d'être antisoviétique. Elle le serait d'autant moins, comme le remarque le « Times », qu'il y a dans la plupart des pays d'Europe des partis assez forts pour empêcher une telle tendance. L'idée directrice de l'Europe unie n'est nullement de former un bloc contre l'U.R.S.S., mais d'associer, d'abord sur le plan économique, un certain nombre de pays trop faibles individuellement, qui auraient intérêt à coordonner leurs forces et leurs ressources pour assurer leur reconstruction et développer leur prospérité.

La réalisation de cette idée présente des difficultés, que M. Churchill n'a certes pas résolues. La principale, la limitation de cette Europe unie, ne peut être que si l'on prend pour critérium la volonté des participants : feraient partie de ce groupement d'Etats ceux qui voudraient en faire partie. On admettra que l'U.R.S.S., qui s'y montre hostile, s'en exclut elle-même; ses satellites partiellement. Mais rien n'empêcherait ceux-ci d'y adhérer plus tard, et l'on supposera que certains d'entre eux n'y manqueraient pas quand ils auraient compris l'avantage d'une telle coopération.

On constate que M. Churchill a précisé dans des termes heureux la position de l'Allemagne. Il va de soi que le pays central de l'Europe, le plus important par sa population et son industrie, devrait participer à son organisation. Dans son discours de Zurich M. Churchill semblait rendre la France responsable de cette participation, l'inviter à une initiative que ne justifie pas la situation actuelle. Il a corrigé cette suggestion en remettant le geste à la Grande-Bretagne et à la France unies et alliées. C'est aux deux puissances occidentales que revient la tâche de « ramener amicalement la race allemande dans le cercle européen ».

Tâche qui serait sans doute plus simple si la France et l'Angleterre étaient seules en face de l'Allemagne. Mais il y a quatre puissances occupantes, et M. Bevin, dans le discours qu'il a prononcé hier aux Communes, a mis l'accent sur l'urgence et l'importance du problème allemand, que les Quatre sont chargés de résoudre. Nous ne savons pas si, comme l'affirme le ministre britannique, « la direction que prendra le monde » sera fixée à la conférence de novembre prochain, où les Quatre reprendront la discussion. Mais les décisions qui y seront prises influeront sur l'organisation future de l'Europe.

La désignation de Francfort comme capitale de la « bizonie » anglo-américaine crée déjà un centre opposé à Berlin, accuse la division entre les deux Allemagnes et détermine le rôle de cette division sera-t-elle confirmée à Londres, ce qui reviendrait à séparer non seulement une partie de l'Allemagne, mais une partie de l'Europe, du reste de ce continent, et à instaurer une Union occidentale ? S'entendra-t-on pour restaurer l'unité allemande, ce qui impliquerait un certain accord entre l'U.R.S.S. et les puissances de l'Ouest ? Dans ce cas l'intégration de l'Allemagne dans l'ensemble européen se ferait suivant d'autres lignes.

De toute façon le problème posé par M. Churchill est un problème de l'avenir, qui ne sera résolu ni par un orateur, ni, comme l'a fait observer M. Bevin, par une seule nation. Il faut l'embrasser dans toute son ampleur aussi bien que dans ses particularités : sans vouloir détacher l'Europe des Nations unies, il ne suffit pas de dire que l'O.N.U. est là pour régler les questions internationales. Elle a reconnu elle-même que l'Europe constitue une unité à part, comme en témoigne cette commission économique européenne qui vient de siéger à Genève, et dont les travaux fourniront des indications utiles sur les possibilités de coopération entre les nations de notre continent.

Kütüphanesi Arşivi

Mars 1947 No 2E-2156

17 V 7

16 V 7

TDV ISAM  
Kütüphanesi Arşivi  
No 2E-2156

# Une opinion britannique sur le communisme

## I. — LES PRIVILÉGIÉS DANS LE PREMIER ÉTAT OU LES CLASSES SONT SUPPRIMÉES

**V**OUS pouvez aujourd'hui, en Russie soviétique, entrer dans un restaurant tout en dorures et en peluches, et commander un des meilleurs repas qu'il vous soit possible d'avoir en Europe.

Vous pouvez prendre l'avion de Moscou en Crimée, et aller faire un séjour sur la Riviera russe. Vous pouvez amasser une fortune et l'investir dans les fonds d'Etat à 5 %. Vous pouvez la léguer à vos enfants. Vous pouvez acheter un terrain à la campagne et bâtir votre maison personnelle. Dans les boutiques de Moscou, vous pouvez acheter tout ce dont vous avez besoin — casseroles ou pianos — pour monter votre intérieur.

C'est une surprise, au premier abord, que de constater tout cela. Et c'en est une autre, d'un autre ordre, de constater que, dans cette société sans classes, seul un pourcentage infime de la population peut vivre ce genre de vie.

### En théorie seulement !

Théoriquement, tout cela est à la portée de n'importe qui. Mais, seul, un très petit nombre d'individus ont les moyens de le faire. L'envers de ce décor est très laid, en vérité. Si vous jetez un coup d'œil dans les cours des taudis de Moscou, vous y trouverez une misère presque inimaginable. Même au temps des tsars, on louait des coins de pièces.

Le gouvernement soviétique s'est efforcé de construire d'abord des usines et des édifices publics, plutôt que des bâtiments d'habitation.

La guerre a détruit un nombre incalculable de foyers. La population a continué de s'accroître à un taux vertigineux. Aujourd'hui, toutes les villes importantes sont surpeuplées au delà de tout ce que nous pourrions considérer comme supportable.

La nourriture est rare. Il ne s'agit pas d'une question de nourriture insipide comme en Angleterre, par exemple, mais simplement de l'impossibilité de renouveler le spectre de la faim. Seul, un très faible pourcentage de la population peut se permettre d'acheter dans les luxueux magasins d'alimentation.

Les chaussures et les vêtements sont très rares. Il est, du reste, difficile de trouver quelque chose qui existe en quantité suffisante en Russie.

### Des choses déconcertantes

Tout cela déconcerte au premier abord. Vous vous imaginez une nation communiste. Et vous découvrez une différence de revenus entre le plus riche et le plus

aller à le penser. Il n'existe en Russie aucune propriété privée des moyens de production. Personne ne peut s'enrichir en exploitant les autres.

Les intellectuels et les propagandistes soviétiques maintiennent un barrage constant de mise en garde contre les dangers de survivances capitalistes.

### Les critiques autorisées

On ne prétend pas qu'ils n'existent pas d'individus dépourvus d'esprit civique. La bureaucratie est assez fréquemment dénoncée comme « pléthonique ».

On admet que « les aspirations

par **Alexander CLIFFORD**

servir du champagne aux généraux couverts de médailles, à deux pas des taudis, et vous commencez à vous demander s'il ne s'agit pas d'une réaction de grande aventure vers le capitalisme.

Il faut vous éloigner peu à peu de cette impression. En premier lieu, personne ne prétend qu'il s'agit d'une société communiste.

Les dirigeants sont, évidemment, des communistes convaincus, et l'Etat soviétique suit strictement la ligne de développement établie par Marx et ses autres prophètes.

A l'heure actuelle, il s'agit de l'étape du socialisme conduisant au communisme.

C'est la période de la dictature du prolétariat par le parti communiste (le prolétariat lui-même étant, de toute évidence, incapable de comprendre la doctrine marxiste).

Aussi la règle de fer de la société soviétique actuelle est : **De chacun suivant ses moyens, à chacun selon son travail.** Quant le communisme sera atteint, cette formule se transformera en : **De chacun suivant ses besoins, à chacun selon ses besoins.**

Cela explique les énormes inégalités de la société soviétique. La récompense des différents sortes de travail varie énormément. Et la théorie est que celui qui possède mérite de posséder. Ainsi, si, dans votre ferme ou dans votre usine, vous pouvez augmenter votre rendement, vous pouvez accroître énormément votre salaire.

Ce n'est d'ailleurs pas tellement difficile, le standard de travail étant assez bas en Russie. Aucun ouvrier anglais, américain ou français ne pourrait dépasser le salaire moyen dans la mesure où le font les stakhanovistes.

Les écrivains et les poètes peuvent se faire de grosses fortunes, car les livres sont édités en quantités énormes en Russie.

Un grand nombre fermes collectives ont réalisé de gros bénéfices. Les ingénieurs et les techniciens reçoivent de très hauts salaires. Autant qu'il est possible, chacun est payé aux pièces, de manière à obtenir une récompense exacte du travail effectué.

Quand il s'agit de dépenser cet argent, vous vous rendez compte que le résultat n'est pas brillant. Les choses que vous trouvez dans les boutiques sont à des prix fantastiques.

### Quatre points

1. Il n'y a pas assez de tout pour tout le monde, de toute façon ;

2. Ce qu'il y a doit aller à celui qui le mérite le plus ;

3. Les profits vont à l'Etat et non aux propriétaires privés, et doivent être considérés en conséquence comme une forme d'imposition ;

4. Il s'agit d'une méthode d'encouragement au travail par l'offre de fortes récompenses, puis de résorption rapide de ces récompenses par l'Etat.

Ce n'est pas du capitalisme, et il serait dangereux de se laisser

à la propriété privée, sont forcés parmi les éléments arriérés des communautés des fermes collectives.

La presse provinciale, en particulier, est remplie d'attaques contre les individus et les communautés qui font preuve de mauvais esprit.

Les tendances capitalistes livrent un dur combat souterrain en Russie, mais le régime s'emploie énergiquement à les étouffer.

Officiellement et quant à la structure, c'est du strict socialisme fait pour une période où il n'y a pas assez de choses pour tout le monde et prévu pour donner le plus grand stimulant possible aux durs travaux.

Les fruits de la richesse et du privilège — qui font fronder les sourcils aux doctrinaires communistes — sont temporaires et opportunistes.

Le peuple aime-t-il cette situation ? Considère-t-il l'expérience comme un succès ? Est-il satisfait d'un gouvernement sous lequel il vit dans une telle misère ?

Le premier point essentiel à découvrir est de savoir s'il est satisfait de vivre de cette façon en vue d'une amélioration de son avenir.

Le deuxième, de savoir ce qui peut arriver, pratiquement, s'il n'est pas satisfait.

Il faut d'abord vous souvenir que sa misère ne le choque pas autant qu'elle nous choque. Les choses n'ont jamais été beaucoup plus belles.

### Des années de désordre

De plus, il s'agit d'une civilisation publique et non d'une civilisation privée. C'est la société qui

importe et non l'individu. Les bâtiments pour la communauté ont la priorité, les foyers le dernier rang. Les Russes sont habitués à endurer un manque d'intimité que nous trouverions intolérable.

Immédiatement après la Révolution, on croyait généralement en Russie que le paradis serait bâti en un jour. Il fallut aux économistes amateurs soviétiques cinq années de désordre pour s'apercevoir que c'était impossible.

Mais, dès lors, ils commencèrent à élaborer un plan, dont les résultats commencèrent à se faire sentir en 1930.

Aujourd'hui, les Russes ont tendance à se souvenir de 1930 comme d'un bon vieux temps. Ensuite, ce fut la guerre. Bien qu'elle fit tant de ravages et qu'elle les ramena si loin en arrière, ils la gagnèrent.

C'est ce qui leur a donné confiance en eux-mêmes et en leur gouvernement.

Après trente années d'isolement et de tragédie, plus une guerre victorieuse, je ne crois pas que la majorité du peuple soviétique pense que son sort serait meilleur sous un régime capitaliste.

Je ne pense pas qu'il existe en Russie une opposition organisée ou même organisable visant à changer la structure de l'Etat.

### Les vieux et les jeunes

Je suis sûr que la majorité de la population russe ne croit pas que l'expérience ait été une faille sociale et économique. Les vieilles gens font preuve d'apathie en s'apercevant qu'il leur sera impossible de voir la prospérité avant leur mort. Mais les jeunes savent qu'ils ont un pays immensément riche ; on leur répète constamment qu'une grande prospérité les attend.

Staline a déclaré que l'on doit diriger les masses par la persuasion. Mais c'est essentiellement le parti et l'Etat qui font l'opinion publique et non l'opinion publique qui influe sur l'Etat. Et l'Etat possède maintenant trente années d'expérience de formation de l'opinion.

Ce que pense le peuple russe ne peut être d'importance mondiale que si cela le conduit à réussir une révolution anticommuniste.

Et je suis forcé de dire que je n'ai rencontré aucune preuve qu'une telle chose soit possible, même dans un avenir assez éloigné.

(Copyright Alpress Ltd and A. Clifford.)

# Le temps travaille pour nous estiment les Russes

**L**E patient agonise pendant que les médecins délibèrent ». C'est le général Marshall qui s'exprimait ainsi, à son retour de Moscou, en parlant de l'Europe. Et il ajoutait : « Nous ne pouvons attendre qu'un compromis intervienne par suite de la lassitude ressentie. Il nous faut agir sans tarder ».

Le secrétaire d'Etat américain s'en prenait ainsi aux manœuvres dilatoires des Russes. On a de plus en plus l'impression, à Washington, que les Russes veulent « gagner du temps ». Mais on estime aussi qu'ils se trompent, car le temps ne travaille pas pour eux. Voici le dialogue qui se poursuit entre les deux capitales, tel qu'on peut le concevoir à la lumière des déclarations officielles et des articles de presse.

## « VOUS QUITTEREZ L'ALLEMAGNE », DISENT-ILS AUX AMÉRICAINS

— Nous avons tout le temps d'attendre, disent les Russes aux Américains, car vous vous lasserez de l'Europe.

— Avouez que nous n'en donnons pas l'impression, répondent ces derniers. Nos chefs civils et militaires ont affirmé à diverses reprises qu'ils ne sont nullement disposés à quitter l'Allemagne.

— Mais vous serez forcés de vous replier. Si l'Allemagne est divisée en deux, les zones occidentales ne pourront se suffire à elles-mêmes, car nous détenons la plupart des richesses agricoles du pays.

— Nous ne contestons pas que vous déteniez les principales richesses agricoles de l'Allemagne. Mais la situation peut s'améliorer sensiblement dans les zones occidentales : 1° Si, comme nous l'espérons, la France se joint à nous ; 2° si une répartition normale des vivres est assurée entre la Bavière et la Ruhr, ce qui n'est certes pas impossible. Nous sommes d'ailleurs disposés à continuer

nos importations de produits alimentaires en Allemagne, si celle-ci nous fournit des produits industriels.

## « VOUS VOUS RUINERIEZ A SOUTENIR L'EUROPE »

— L'Allemagne ne constitue pas à elle seule l'Europe. Il y a d'autres pays. Vous vous déclarez résolus à soutenir la Grèce et la Turquie. Mais vous vous ruineriez à soutenir ainsi toute l'Europe. Votre enthousiasme tombera.

— Remarquez que les crédits à la Grèce et à la Turquie ont été votés au Sénat par 67 voix contre 23 et à la Chambre des représentants par 287 voix contre 107. Wallace ne représente pas l'opinion américaine, contrairement à ce que vous pouvez croire. Nous savons parfaitement que les sacrifices que nous aurons à accomplir pour empêcher les pays d'Europe de tomber sous votre coupe seront considérables. Mais, pour les alléger, nous poussons l'Europe — du moins celle de l'Ouest — à s'organiser. C'est ce que vient de préciser notre sous-secrétaire d'Etat, M. Dean Acheson.

— Ces sacrifices, même réduits, vous ne pourrez pas les accomplir, car une crise économique très grave est à la veille de se produire chez vous.

— La situation économique des Etats-Unis offre les plus belles perspectives. Nous n'avons qu'une crainte, c'est de trop exporter. Il nous faut importer. Nous avons donné des instructions dans ce sens à nos attachés commerciaux à l'étranger. C'est un rôle tout nouveau pour eux, puisqu'ils avaient jusqu'à présent pour mission de nous ouvrir des marchés, et non d'en ouvrir chez nous aux pays étrangers. Nous pourrions donc continuer à distribuer nos crédits politiques et économiques. Nous avons déjà prévu l'octroi à nos amis de 21 milliards de dollars (2.500 mil-

liards de francs) pour les trois prochaines années.

## « LE COMMUNISME VAINCRA »

— Peut-être, mais vos dollars n'empêcheront pas le communisme de triompher dans le monde. Comme Ilya Ehrenbourg l'écrivait dans son article de la *Pravda*, du 1<sup>er</sup> mai : « Nous ne sommes pas seuls, tous les pays sont avec nous ».

— Etes-vous si sûrs que cela de votre puissance ? Ne croyez-vous pas plutôt que vous avez fait votre « plein » ?

« Voyez ce qui se passe en Europe. Les communistes viennent d'être obligés d'abandonner leur participation au gouvernement. Manœuvre ? Peut-être. Mais aux élections pour la Sécurité sociale, la C.G.T., qui espérait avoir 80 pour cent des voix, n'en obtient pas 60 pour cent, et, si l'on tient compte des élus des employeurs, on constate qu'elle est en minorité.

« En Belgique, également, les communistes ne sont plus au pouvoir.

« En Allemagne, le maire de Berlin, M. Ostrowski, qui s'était montré trop favorable à votre cause, a dû démissionner. Si l'on totalise les voix obtenues par les différents partis allemands au cours des diverses élections, on obtient les résultats suivants : chrétiens, 10 millions ; sociaux-démocrates, 7,7 millions ; parti ouvrier, unifiés par vous, 5 millions ; libéraux, 2,8 millions ; communistes, 1,2 million.

« En Tchécoslovaquie, le président de la République, M. Bénéš, qui avait montré de vives sympathies pour l'U.R.S.S., au lendemain de la libération, vient de déclarer : « Nous ne sommes ni avec l'Est seul, ni avec l'Ouest seul, mais toujours avec l'Est et l'Ouest. »

« Au Danemark, aux récentes élections, pour la Chambre haute, les communistes ont

perdu 18 pour cent des voix par rapport au scrutin de l'an dernier à la Chambre basse.

« En Norvège, le journal communiste a dû réduire son tirage de moitié : 40.000 au lieu de 80.000.

« En Finlande, libéraux et conservateurs s'opposent violemment au gouvernement dominé par les communistes.

« Au Japon, les communistes, qui avaient obtenu 2.200.000 voix aux élections de mai 1946, n'en ont réuni, le mois dernier, que 960.000, et ils n'auront que 4 sièges à la Chambre sur un total de 466.

« Il y a bien l'Italie, où la misère et le chômage risquent de gagner des sympathies aux communistes, et la Chine, où les troupes rouges viennent d'obtenir quelques succès. Mais nous saurons veiller au grain. »

## « NOUS AURONS AUSSI NOTRE BOMBE »

— En attendant, nous occupons solidement l'Est de l'Europe.

— Mais pourrez-vous fournir à ces pays tout ce qu'ils réclament pour vivre ? Non, sans doute. Vous étiez d'ailleurs en Iran et vous n'avez pu y rester ; vous n'êtes même pas sûrs d'obtenir la ratification des concessions pétrolières que vous vous étiez fait octroyer.

— Reconnaissez, cependant, que nous occupons certains points stratégiques, que notre armée reste forte et que nous pouvons bien un jour percer le secret de la bombe atomique.

— Nous ne l'ignorons pas. Et, sans être du tout convaincus que le temps travaille pour vous, nous préférierions régler dès maintenant les différends qui nous séparent. Ce serait d'ailleurs dans l'intérêt de tout le monde. Dans votre propre intérêt, tout d'abord. Vous avez besoin de notre aide, puisque vous nous demandez un prêt. Pourquoi donc critiquer ainsi la « diplomatie du dollar » ?

*Dimanche Soir - 17 II 7*

TDV ISAM  
Kütüphanesi Arşivi  
No 2E.2156

# Le parti communiste reprend son slogan de 1936 : "Le pain, la paix, la liberté"

**L**IBERES des entraves d'une solidarité gouvernementale, d'ailleurs toute fictive, les communistes procèdent activement à la reprise en main de leur clientèle, en vue, nous dit l'*Humanité*, de « reprendre les positions ».

Les mots d'ordre donnés aux cellules, comme les manifestations apparentes de la manœuvre, montrent que le P.C. se replace de plus en plus dans sa position de 1936. Il perd donc et perdra davantage encore le caractère d'universalité nationale que ses dirigeants s'efforçaient de lui donner depuis la libération. Difficile, en effet, de courir deux lièvres à la fois. Quand on veut éviter un débordement par la gauche, on perd fatalement sur sa droite. Le P.C. cherche d'ailleurs à pallier ce danger puisque, pas plus tard que lundi il battait le secteur modéré en organisant un rassemblement de commerçants, d'artisans et d'« industriels moyens et petits ».

Le parti communiste est en train de faire un retour en arrière de dix ans. Après avoir examiné la situation au lendemain de la crise gouvernementale, il a décidé de reprendre purement et simplement son fameux slogan de mai 1936 : le pain, la paix et la liberté.

Les recettes éprouvées sont toujours les meilleures.

## LES VIEILLES RECETTES SONT LES MEILLEURES

Il faut convenir que cette trilogie est toujours d'actualité et singulièrement son premier terme, lequel pouvait paraître un peu hors de propos au temps béni de l'abondance. Au contraire, quand on dit « le pain », en 1947, les gens descendent dans la rue, molestent les autorités comme ils l'on fait l'autre jour dans la Nièvre. C'est pour limiter les dégâts d'une propagande trouvant trop facilement aliment dans la carence des services publics que Vincent Auriol et Paul Ramadier, sentant le danger, ont pris la tête d'une croisade pour le pain. Réussiront-ils à couper l'herbe sous le pied au P.C. ?

En ce qui concerne le second terme de la trilogie « la paix », on voit se développer une campagne extrêmement violente contre les Anglo-Saxons considérés comme fauteurs de guerre tandis que l'U. R. S. S. est présentée comme le champion de l'apaisement international et du pacifisme. On alerte les masses contre la « Truman doctrine » ; on les prévient que notre pays subirait peut-être le premier les contre-coups d'une guerre dominée par la bombe atomique et on invite les gens à la vigilance contre les socialistes et les républicains populaires accusés d'avoir cédé aux « appels de Marshall ».

## LA CAMPAGNE DES G. D. V. REPRENDRA-T-ELLE UN JOUR ?

Cette attitude en face du problème extérieur a obligé à modifier complètement les mots d'ordre touchant la défense nationale.

Les étapes du revirement communiste peuvent être ainsi résumées : à la libération rien n'était trop beau, ni suffisant pour l'armée. Lorsque les prodromes du conflit russo-américain se manifestèrent, on fit montre d'une farouche neutralité concrétisée dans cette formule : « Aucun soldat étranger sur le sol français ». Depuis l'échec de Moscou, ce pacifisme est devenu plus agressif en ce sens qu'on désigne des responsables — Bidault notamment — à la vindicte publique. L'effet immédiat a été une nouvelle demande de compression des crédits militaires atteignant 50 millions. Ira-t-on, éventuellement, jusqu'au défaitisme renouvelé de 1939-1940 ? Sur ce terrain, la surenchère est en puissance, puisque déjà on bataille avec le socialo-trotskyte Marceau Pivert, apôtre de l'objection de conscience.

Quant à la propagande pour la défense de la liberté, qu'on prétend menacée par le R.P.F. « héritier des ligues factieuses et allié à l'impérialisme anglo-saxon », elle est d'un rendement certain.

Le tournant communiste est calculé de façon à limiter les incidences de la diminution qui s'est traduite par un échec relatif aux élections à la Sécurité sociale.

On a voulu, au début, camoufler l'échec, mais Frachon, homme de grand sang-froid, qui a toujours pris position contre le bluff, a carrément reconnu dans l'*Humanité* qu'il y avait eu de la « vaisselle cassée ». Sur quoi, le bureau politique a donné raison au leader de la C.G.T. pour raccommoier les pots cassés en donnant le coup de barre à gauche.

## « ALIGNEMENT A GAUCHE », DIT FRACHON

La victoire de Léon Blum devant le conseil national S.F.I.O. a signifié combien ce coup de barre était urgent. On était persuadé, carrefour de Châteaudun, que les partisans de la démission l'emporteraient. Or, c'est le contraire qui s'est produit. L'analyse de la très importante minorité socialiste n'est nullement rassurante pour le P. C. car, au bloc anticommuniste rassemblé par Léon Blum, se sont opposés des éléments hétérogènes prouvant que, de toute façon, les procommunistes étaient relativement peu nombreux au parti socialiste.

Thorez, très certainement, et Duclos, sans doute, ont essayé de trouver une formule de conciliation. C'est ainsi que Thorez a tendu, le 1<sup>er</sup> mai, la perche à Ramadier, au sujet des salaires, en proposant des primes de rendement et non des augmentations. Mais Benoît Frachon, appuyé par les « durs », a fait triompher le point de vue du retour à l'opposition. Jusqu'où ira cette opposition après la reprise en main du prolétariat ?

## LES AUDACES DE L'IMPÉRIALISME SOVIÉTIQUE

# Les Arméniens pourchassés sur notre propre sol

TDV ISAM  
Kütüphanesi Arşivi  
No LE-2156

L'U. R. S. S. manquerait-elle d'hommes ? Aurait-elle besoin de main-d'œuvre ? Elle dispose d'une immense réserve de « matériel humain » sur ses propres territoires et dans les pays qu'elle contrôle après sa victoire, tandis que des déportés peuplent par millions ses camps de concentration. Si, par conséquent, ses « sergents recruteurs », tels ceux du roi de Prusse, parcourent aujourd'hui l'Europe, la promesse aux lèvres, et sollicitent tous ceux dont les pères fuirent jadis la Russie soviétique, c'est qu'elle a d'autres visées. Des visées et des méthodes qui rappellent étrangement les intrigues de l'Allemagne nazie. Qu'on en juge plutôt par l'exemple arménien.

Ce malheureux peuple, placé au point de transition du monde méditerranéen et de l'Asie, a maintes fois, au cours de sa douloureuse histoire, pâti des convoitises et des incursions, subi les tutelles successives et contrariées de ses puissants voisins. L'éloquente et vaine protestation de Gladstone, s'élevant contre les monstrueux massacres de l'Arménie, résonne encore dans l'univers civilisé. La dernière tuerie ottomane de 1920 emsanguina Trébizonde, Erzuroum et Bitlis. Déchirée entre Russes et Turcs, la pitoyable nation était, en 1920, coupée en deux par un « compromis diplomatique » : une Arménie soviétique et une Arménie celle-ci comprenant notamment les districts de Kars, Ardahan, Arabin, que revendiqua à présent la Russie.

### Emigrants apatrides

Après le tragique partage de leur pays, par centaines de mille, les Arméniens émigrèrent. Désormais apatrides et munis d'un passeport Nansen, ils gagnèrent la Bulgarie, la Roumanie, la Syrie, la Grèce, l'Égypte, la France et l'Amérique.

Parqués dans les quartiers excentriques des grands centres urbains, ils ont formé des flots exotiques. D'une religion ombrageuse, jalousement attachés à leurs usages, évitant les contacts avec l'Européen, ils se sont refermés sur eux-mêmes, luttant contre la misère et la faim. Très laborieux, farouchement indépendants, ils ont rarement accepté le sort de l'ouvrier ou du petit employé. Rendez-vous à Marseille près de la banlieue de St-Julien, dans le quartier Le Beaumont. Quand vous descendrez du tramway, vous entendrez sans doute le receveur annoncer en riant : « Le Beaumont-l'Arménie, tout le monde descend. » Promenez-vous dans Alfortville, on vous dira : « Voici l'île St-Pierre, la colonie arménienne. » Allez ailleurs, à Grenoble, à Nice, dans des petites villes de Seine-et-Oise, et vous

constaterez que les 90.000 Arméniens vivant chez nous ont constitué des communautés hermétiques avec leur église, leur clergé, leurs coutumes.

Tout ce monde compact, actif et méfiant « bricole ». Désireux d'échapper à la chaîne de l'usine, chaque homme, chaque femme s'efforce de devenir artisan libre ou commerçant : bottier, tailleur, savetier, quincaillier, repasseuse, lingère, aubergiste. Après un gain, joueurs invétérés, les Arméniens sont pourtant très économes. Quand l'un d'eux fait fortune, il se garde d'étaler sa richesse. Comme disait un de leurs voisins : « Ce sont des nomades. Ils ont toujours le ballot de linge prêt pour un départ et de l'argent dans le ballot. » Poètes du négoce, leur souplesse, leur audace, leur imagination perpétuellement en éveil leur découvrent toujours de nouveaux champs d'activité, d'activités même coupables.

### Près du cimetière

C'est ainsi qu'en septembre 1945, à Alfortville, la police française découvrit de vastes champs situés près du cimetière, où l'on cultivait du... haschisch ! Une rafle monstre amena dans un commissariat une quantité telle de cette plante qu'elle remplit une immense salle et que ses émanations douces et incommodes rendirent le voisinage pendant dix jours. Les Arméniens vendaient le haschisch en tablettes séchées — 50 francs la tablette — à des soldats américains. Combien d'ailleurs, au cours de l'occupation, Joanowicz au petit pied, se sont fait de rondelettes fortunes à fabriquer des filets de camouflage ou à récupérer casseroles trouées, ferrailles et vieux papiers. Le tout avec une discrétion exemplaire. Les Arméniens n'aiment pas la publicité, et leurs épreuves passées les ont habitués à une prudente méfiance. Qu'un fait leur paraisse insolite, un visiteur bizarre, les voilà qui se replient chez eux et se retranchent dans un mutisme farouche. Les nouvelles courent vite — comme dans la brousse — et quand vous traversez une rue, vous pouvez être assuré que votre visite est annoncée depuis longtemps. La vieille femme qui file sa laine à la fenêtre a déjà parlé de vous à l'archaïque quenouille dont elle se sert. Interrogez-les. Plus personne ne comprend le français. On vous regarde avec des yeux vides. Mais un billet sorti au moment opportun, l'œil retrouve sa vivacité et la langue se délie.

Les enfants grandissent dans une atmosphère patriotique : on leur enseigne la langue maternelle et les traditions ancestrales. La jeune génération, quand elle atteint l'âge du service militaire, s'enrôle — conformément à la lé-

par  
**Dom ROSTINO**

gislation Nansen — sous nos drapeaux et perd la qualité d'apatride. Elle est française de droit, mais elle conserve au cœur l'impreinte de sa patrie et de sa religion. N'empêche que souvent elle nous fait honneur, principalement dans le domaine intellectuel.

### Deux tendances

Politiquement, les Arméniens étaient demeurés, dans leur ensemble, fidèles à l'ancienne république américaine de 1918. Il a fallu la dernière guerre et la victoire russe pour que de violents courants traversent l'opinion et engendrent d'ardentes oppositions. Ne parlons pas de l'attitude des Arméniens restés en Russie. La déportation et la mort sont des arguments suffisants pour que les minoritaires fassent montre d'un loyalisme ostensible au régime soviétique.

En France et dans le monde méditerranéen, deux tendances opposent les Arméniens apatrides. Les Daschnak, proches parents en idéologie des socialistes anglais et français, réclament l'indépendance de toute l'Arménie garantie par les U.S.A. Les moscouitaires demandent le retour à l'U.R.S.S. des terres arméniennes en Turquie.

La propagande soviétique se révèle de beaucoup la plus entreprenante. Son activité est d'autant plus grande que les éléments favorables à sa politique sont plus faibles numériquement. La guerre clandestine d'annexion se déploie dans deux directions : les Arméniens de Turquie, ceux de l'étranger. L'attaque est menée parallèlement. Dans les provinces ottomanes, la propagande se fait sous le couvert de clubs sportifs ou théosophiques installés chez les petits commerçants. Ankara oppose une défense énergique et dissout les organisations dites de gauche. Elle interdit les rapatriements. Moscou demande alors à ses adhérents de prendre une autre voie pour le retour. Dans cet itinéraire, la première étape est assez curieusement la France...

Pour les minorités établies hors de Turquie, les Soviétiques ont noué des contacts permanents et solides entre les émigrés des Balkans, de Syrie, d'Égypte, de France, et ces contacts aboutissent à Erivan, capitale de l'Arménie soviétique.

Suivre les lignes essentielles de la politique de rapatriement pratiquée chez nous, c'est découvrir le jeu des Soviétiques en son exemple le plus frappant.

L'instrument de cette politique, c'est, en France, le « Front national arménien », qui est né en octobre 1944. Ses deux chefs visibles sont M. Markabian, avocat, et M. Atanian (Atad dans la Résistance). Dès sa naissance, le F.N.A. fraternise avec les militaires soviétiques et, parait-il, ne refuse pas son aide quand il s'agit de rechercher les déserteurs rouges réfugiés sur notre territoire. Il envoie un délégué à Erivan. Il recrute des adhérents, organise des groupes de jeunes. Quand Erivan réclame les territoires turcs, le F.N.A. joue la même partition. Quand Moscou met une sourdine à ses revendications, il se tait, se bornant à créer un Comité de défense de l'Arménie turque.

La campagne en faveur du rapatriement bat son plein, mais sa réussite est limitée. Elle ne réunit que 25.000 inscriptions, dont 10.000 à peine sont à prendre en considération. Pourtant les charmes de la vie en Arménie soviétique sont décrits avec chaleur et poésie. L'accueil maternel, les garanties concrètes (avances de capitaux, exonération des droits de douane), le bonheur de posséder la nationalité russe (qui ne prend effet qu'à bord du bateau, hors des eaux territoriales françaises) et d'autres perspectives alléchantes n'augmentent pas sensiblement le nombre des candidats. Pourtant Moscou souhaite et encourage les retours. Une Commission de rapatriement des Arméniens est créée en 1946 auprès du Soviet suprême. A des conférences de la presse arménienne de France, lors des remises officielles des passeports aux premiers élus, les personnalités russes comme le consul général Abrahamov ou l'attaché d'ambassade Smelianoff, vantent en termes fleuris les splendeurs de la terre virgilienne qui attend les exilés. De riches joailliers, ainsi que le « Comité des patriotes russes » doublent, plus ou moins ouvertement, l'action des officiels soviétiques et du F.N.A. Des agents spécialisés étayent cette action. Cent cinquante d'entre eux sont répartis ainsi sur les bords méditerranéens. En Palestine même, on signalait une mission russe en décembre dernier.

### Odieuse tromperie

L'année 1946 aurait vu 60.000 rapatriements. 70.000 sont prévus pour 1947 (7.000 seulement pour la France). Tout est prêt, parait-il, pour recevoir les émigrés. On parle de 500 immeubles sur le plateau de Kanaker, près d'Erivan, de maisons construites dans le quartier ouvrier de Chengavite ou la cité ouvrière des usines Kirow. Nous ne pouvons guère nous étendre sur les rares et prudents messages que les premiers rapatriés parviennent à expédier clandestinement. Il est des cas

où l'information doit céder le pas au souci de la sécurité des pauvres gens en cause. Il n'en reste pas moins que les renseignements ainsi reçus sont pessimistes. Tel qui devait inviter des amis à le suivre leur fait comprendre en langage conventionnel qu'il faut se déguer et qu'il faut éviter une odieuse tromperie... Les nouvelles, cependant, sont si clairsemées et l'action du F.N.A. si appliquée que la plupart des candidats au rapatriement ne peuvent être dissuadés. De nouveaux contingents, ivres d'espoir, iront encore vers cette terre où les attendent d'amères déceptions. Malheur aux « vipères lubriques » du Daschnak qui méritent en garde leurs compatriotes contre les fallacieuses perspectives du Paradis rouge. Chantage, menaces, actions brutales, — on parle de dix morts suspectes dans les Bouches-du-Rhône — ne leur sont pas épargnés.

L'Église est également utilisée. Les Soviétiques ont reconnu le Grand Catholique d'Erivan qu'ils poussent à réclamer ouvertement le rattachement de tous les réfugiés à l'Arménie soviétique. Cette manœuvre a ses répercussions jusqu'en France. A Marseille, en effet, il existait un évêque grégorien entouré d'un conseil appelé Chambre de la prélature. L'influence de l'évêque et de la prélature s'étendait sur l'Espagne, l'Afrique du Nord, l'Italie, la France entière. Le prélat en exercice, Khitarian Eghiché, a été si violemment attaqué par le Front national arménien qu'il a quitté la France. Il s'agit de le remplacer et de procéder à l'élection de la Chambre de prélature. Le Grand Catholique d'Erivan, Georges VI, devant l'importance de l'affaire, délègue en France un nonce très prosoviétique, l'archevêque Surméjan Ardayan. Ce dernier ne veut pas d'élection. Il désire désigner lui-même l'évêque et les membres de la prélature. On devine les conséquences...

### Un but utopique

Le Daschnak fait front avec opiniâtreté. Ses chefs, Dagarian Héroès, Missarian Schwarziz et Samuel Hzant, défendent les conceptions traditionnelles de la politique nationale. Ils poursuivent cependant un but utopique : reconstruire une Arménie indépendante sous la protection bienveillante des U.S.A., ce qui ne pourrait être réalisé qu'au préjudice de la Turquie, et Washington ne saurait y souscrire.

L'obscur conflit a repris de la vigueur à la suite du discours de Truman. Le Front national arménien réagit avec colère et le Daschnak applaudit. Quelle sera l'issue de cette lutte sourde menée sur notre propre sol, ou les malheureux Arméniens, une fois de plus, ne sont qu'un enjeu, une pièce minuscule sur l'échiquier soviétique ?

# POURQUOI tout dialogue avec Staline est difficile

par Walter LIPPMANN

*Figaro*  
12/7

**S**TALINE comprend parfaitement bien la différence entre une interview et une négociation. C'est un privilège d'obtenir, pour qu'elle soit publiée, une interview de quelque haut personnage, un privilège qui peut vous être refusé. S'il est accordé, l'interviewé peut contrôler le cours et les termes de la conversation.

C'est exactement ce que le Généralissime a fait avec M. Stassen. Il lui a permis de choisir les divers sujets de l'interview et de poser sur chacun d'eux une question principale, mais il ne l'a pas laissé pousser à fond son questionnaire. M. Stassen fut obligé de se souvenir qu'il était l'hôte de M. Staline et que, s'il plaisait à celui-ci de ne pas tout à fait comprendre ses questions ou d'y répondre évasivement, il ne lui était pas possible de le pousser dans ses derniers retranchements.

M. Stassen lui a demandé tout d'abord si les deux systèmes économiques peuvent exister ensemble dans le même monde moderne, en harmonie l'un avec l'autre ? Staline a répondu qu'ils existent tous deux, qu'ils ont existé jusqu'à maintenant et que les Etats-Unis et l'Union Soviétique ne se sont pas fait la guerre.

Bien entendu, Staline savait que M. Stassen allait lui demander si le parti communiste qui dirige la Russie, et dont l'influence et les directives se font sentir sur tous les partis communistes du monde, pourrait et voudrait permettre aux pays non communistes de vivre « en harmonie » avec l'Union Soviétique.

M. Stassen a pu, tout au plus, faire allusion à cette question sans qu'il lui fût permis d'insister pour obtenir une réponse précise.

Ce n'est pas une question « économique » c'est une question politique. Il ne fait pas l'ombre d'un doute qu'un échange de marchandises est possible et peut être mutuellement profitable, quelles que soient les lois qui régissent la propriété. Les machines-outils, les produits alimentaires, le pétrole, le charbon, le cuivre, le caoutchouc, l'étain sont ce qu'ils sont, qu'ils soient produits sous le régime de la liberté des entreprises, du collectivisme d'Etat, ou par un système de féodalité ou d'esclavage. On peut les échanger et, dans ce sens, tous les systèmes économiques peuvent exister et exister parallèlement.

Mais Staline, et, bien entendu, M. Stassen, savent fort bien que tel n'est pas le problème qui s'impose aujourd'hui au monde moderne. Le véritable problème est posé par le fait que le gouvernement de la Russie est entre les mains de la hiérarchie du parti communiste qui contrôle tous les rouages gouvernementaux, l'énorme potentiel militaire de la Russie et également tout un réseau de partis politiques en Europe Occidentale et ailleurs.

La question est de savoir si Staline et ses lieutenants du Kremlin acceptent un règlement qui fixerait les limites de l'expansion de l'Etat soviétique et n'accorderait aux partis communistes locaux, en dehors de ces limites, aucun pouvoir dépassant celui qu'ils peuvent avoir par le jeu normal de la politique démocratique.

Staline a voulu donner l'im-

pression qu'il souhaitait ce règlement, mais qu'il se demandait si nous le désirions également. Cependant ses réponses ont été tout à fait vagues et évasives. M. Stassen en est presque arrivé — mais pas complètement — à lui demander pourquoi, après la destruction des deux pays qui menaçaient réellement la sécurité de la Russie, c'est-à-dire l'Allemagne et le Japon, l'Etat russe restait aussi rigide et totalitaire qu'il l'était quand la Russie devait faire face à un danger mortel. Ce ne peut pas être parce que Staline considère la Grande-Bretagne — même la Grande-Bretagne de Churchill — comme une menace sérieuse, ou qu'il est réellement convaincu que les Etats-Unis suivent les conseils de MM. Bullitt, Burnham et autres.

Le fait est que, bien que la Constitution russe de 1936 soit démocratique, elle n'a jamais été appliquée. Pourquoi ? Lorsque la Russie était menacée par l'Allemagne et le Japon, elle ne pouvait pas prendre le risque de la mettre en vigueur. Mais qu'est-ce qui l'en empêche maintenant ? Est-ce le discours prononcé par Churchill à Fulton ? Est-ce la bombe atomique ? Est-ce le message de Truman ? Ou bien est-ce que l'oligarchie qui détient le pouvoir en Russie ne peut le garder si elle laisse appliquer ladite Constitution ?

Il semble que ce soit la véritable raison. S'il en est ainsi, nous devons nous demander si Staline disait toute la vérité — et pas seulement une partie de la vérité — lorsqu'il a affirmé que la Russie « désirait une coopération ». Le problème serait alors celui-ci : une oligarchie dirigeante qui ne peut pas faire appliquer sa propre Constitution, de crainte d'être renversée, peut-elle coopérer normalement avec des pays situés au delà des frontières russes ? Comment, en effet, pourrait-elle justifier auprès de son propre peuple les rigueurs et les illégalités de sa propre conduite à l'intérieur, si elle était en bons termes avec toutes les grandes puissances étrangères ? Le maintien de la dictature en Russie ne dépend-il pas du maintien d'un état de tension et d'insécurité qui la justifie ?

Ce dilemme, me semble-t-il, explique le fait déconcertant que Staline déclare toujours désirer un règlement et que, avec la transcendante autorité dont il dispose, il ne parvient jamais à en conclure un. Il ne veut pas la guerre. Il voudrait une coopération économique. Il renoncerait probablement, s'il le pouvait, à la révolution mondiale pour obtenir la sécurité.

Mais la sécurité représente pour lui, non seulement la sécurité du patrimoine russe, mais aussi celle du parti communiste. Et cette sécurité dépendant de la suppression des libertés russes, Staline n'a pas encore été capable de la concilier avec un véritable règlement de la paix internationale.

Aucune des formules que les ministres étrangers pourraient trouver ne permettrait probablement à Staline de sortir de ce dilemme. Mais les événements qui — ainsi qu'on le voit en France à l'heure actuelle — sont en train de prendre un cours nouveau pourraient, en fin de compte, apporter une solution au problème.

Walter Lippmann.

Etat -  
Unis  
Mjand  
16/7

Avant d'abandonner son poste de sous-secrétaire d'Etat, M. Acheson a prononcé à Cleveland un important discours, qui a suscité de nombreux commentaires dans la presse américaine.

Les Etats-Unis, dit-il, devront poursuivre leur assistance aux pays étrangers, « parce qu'il ne pourra y avoir aucune stabilité politique ou économique, aucune paix, aucune prospérité durables pour quiconque d'entre nous tant que les différents pays du monde ne se seront pas remis sur pied et ne seront pas capables de se suffire à eux-mêmes ».

Après M. Marshall, M. Acheson a donné une interprétation de la nouvelle politique Truman, un peu différente de celle qui avait prévalu après le discours du 12 avril. L'aide à la Grèce et à la Turquie apparut alors comme une mesure essentiellement militaire, inspirée par la position antisoviétique des Etats-Unis. « M. Marshall, souligne le sous-secrétaire d'Etat, ne nous a pas parlé à son retour de Moscou des idéologies et des armées. Il a parlé de vivres, de combustibles et de leurs rapports avec la production industrielle. »

L'orateur a déclaré ensuite que les exportations américaines étaient évaluées pour l'année en cours à 16 milliards de dollars, dont la moitié tout au plus trouvera sa contrepartie dans les importations. La balance commerciale se traduira donc par une dette de 8 milliards de dollars des différents pays du monde envers les Etats-Unis.

D'après des informations que l'on publie d'autre part, 3 milliards pourraient être couverts par des avoirs en dollars, de l'or ou des avances des particuliers. Le reste — 5 milliards de dollars — sera fourni directement ou indirectement par le gouvernement américain, soit par des prêts comme celui à la Grande-Bretagne, soit par les crédits de l'Export-Import Bank ou de la Banque Internationale, que l'Etat américain finance totalement ou pour la plus grande part.

Cette situation ne serait pas inquiétante si l'équilibre ainsi réalisé pouvait durer. Mais les réserves de dollars s'épuisent, les crédits que les instituts financiers ci-dessus peuvent fournir ne sont pas illimités, et l'on estime que les besoins mondiaux ne seront pas diminués en 1948 : tous les pays continueront à demander le blé, le charbon, le pétrole, le coton, les machines américaines, sans être en état de les payer.

C'est pourquoi une crise mondiale est prévue pour la fin de 1948 au plus tard, si des moyens ne sont pas mis en œuvre pour assurer le ravitaillement du monde par l'Amérique : ce qui signifie d'abord qu'il faut financer ce ravitaillement. De là l'idée d'un nouveau prêt-bail, prêt-bail de la paix, lancée par la presse américaine.

M. Acheson n'est pas allé si loin à Cleveland. Il s'est contenté de dire : « Les faits de la vie internationale obligent les Etats-Unis à continuer à financer les livraisons de secours aux pays étrangers s'ils veulent que ces pays continuent d'acheter en 1948 et 1949 les marchandises dont ils ont besoin. »

Cette remarque n'implique pas nécessairement la création d'un système nouveau analogue au prêt-bail. Mais la forme que revêtira l'assistance américaine est secondaire. Si le peuple et le gouvernement américains comprennent comme M. Acheson la nécessité de cette assistance, ils sauront bien trouver les méthodes appropriées.

On ne peut que se féliciter de la conscience que semblent avoir les meilleurs dirigeants des Etats-Unis de la situation économique du monde, et du rôle qu'elle imposerait à la nation la plus riche et la plus puissante. Malheureusement deux réserves viennent à l'esprit. Des résistances se sont fait sentir dans l'opinion et au Parlement américains, aussi bien lors de la discussion de l'emprunt britannique que du prêt, plus modique, accordé à la Turquie et à la Grèce. Ce Parlement et cette opinion seraient-ils disposés à l'octroi de crédits beaucoup plus considérables, dont on ne sait même pas s'ils ne seraient pas à fonds perdus ? Une campagne énergique ne serait-elle pas indispensable pour obtenir un tel résultat, campagne qui pourrait être gênée par les luttes de la politique intérieure, l'élection présidentielle tombant précisément en 1948 ?

M. Acheson a fait aussi une remarque qui appelle l'attention : « Puisque la demande mondiale dépasse notre capacité d'y répondre, nous devons limiter nos secours aux pays où ils seront le plus utiles à la stabilité politique et économique du monde, au développement des libertés humaines et des institutions démocratiques, au développement des politiques commerciales libérales et au renforcement de l'autorité des Nations unies. »

Il ne s'agit pas d'idéologies, affirmait tout d'abord M. Acheson. De ces paroles il ressort qu'il en est question tout de même. L'Amérique réserverait son aide aux nations qui se rangent dans son camp, qui partagent sa conception de la démocratie ; elle la refuserait aux autres. Derrière l'œuvre de secours, c'est donc, en réalité, toute la politique américaine qui est en cause.

TDV ISAM  
Kütüphanesi Arşivi

NO 26073

TDV ISAM

Kütüphanesi Arşivi

NO 26073

# L'EUROPE AFFAMÉE ET MEURTRIE QUÉMANDE DE L'ONCLE SAM QUI AIME SE FAIRE PRIER UNE MANNE DE DOLLARS

L'OPINION commence à s'apercevoir que les crédits américains qui nous furent consentis lors de la visite à Washington du président Léon Blum, sont épuisés. Il serait prématuré d'en conclure à un échec du plan Monnet, mais il n'en est pas moins certain que la France a d'ores et déjà besoin de crédits supplémentaires.

Le plan prévoyait un demi-milliard pour l'achat de matériel et matières premières. Et il comptait sans les rigueurs d'un hiver exceptionnel qui devait aboutir à la catastrophe du blé.

La récolte future est, on le sait, compromise et cela est grave dans un pays où la superficie des terres emblavées est tombée, depuis 1933, de 8 millions d'hectares à 6 millions 8. Or, récemment encore, M. Jefferson Caffery, s'adressant au Comité France-Amérique déclarait que la France avait passé des commandes à l'Amérique pour 2 milliards 100 millions de dollars. Or, les crédits d'ensemble, qui furent accordés à notre pays par les accords de mai 1946, s'élevaient à 1.900.000.000 dollars !...

Devant un tel état de choses, la France, dans l'obligation de trouver de nouveaux crédits, a déposé devant la Banque internationale une demande d'emprunt d'un demi-milliard de dollars. On entrevoit également un voyage aux Etats-Unis de M. Jean Monnet, commissaire du plan, qui tentera de le conclure et d'expliquer aux experts américains la véritable situation économique française.

La démarche française jointe à celle des Pays-Bas et de la Pologne, qui sollicitent des crédits du même ordre, de l'Iran, du Luxembourg et de la Tchécoslovaquie (celle-ci réclame au moins 650 millions de dollars) va coïncider avec les débuts effectifs de la Banque internationale, créée comme on sait à la suite des accords de Bretton Woods, mais qui a dû d'abord s'employer à résoudre ses propres conflits intérieurs, les quels relevaient de problèmes « d'administration » aussi complexes que délicats.

La Banque internationale dispose d'un capital souscrit par 44 nations et représentant environ 8 milliards de dollars. Mais elle dépend presque entièrement du gouvernement et de la seule haute finance américaine en

ce sens que les Etats-Unis ont à eux seuls souscrit plus d'un tiers de ce capital. Précisons cependant que leur participation immédiate et effective n'atteint encore en fait que les 20 % de cette somme.

Le rôle du président du conseil d'administration de la Banque internationale est particulièrement délicat ; chargé d'accorder les intérêts proprement politiques du State Department (qui, lui, semble préférer les garanties politiques aux garanties purement financières) avec les exigences des banquiers souscripteurs, il se heurte à leur méfiance et ne disposait jusqu'ici d'aucune liberté d'action véritable. C'est ainsi que la démission de M. Eugène Mayer, premier président du conseil d'administration de la banque, provoqua une véritable crise qui semblait devoir s'aggraver car les différentes personnalités présentes par le gouvernement des Etats-Unis se récusaient...

Aucune d'entre elles d'ailleurs ne fit secret des raisons de son refus ; la présence de M. Collado, délégué du gouvernement et chargé de faire prévaloir au conseil d'administration ses points de vue politiques en était une.

## Un emploi peu convoité

Enfin, de difficiles pourparlers avec M. John Mac Cloy aboutirent. Mais on sait qu'il n'a accepté ce poste — cependant rémunéré au salaire mirifique de 30.000 dollars libres d'impôts — qu'après avoir posé des conditions draconiennes. Ayant réclaté et obtenu l'élargissement de ses pouvoirs, il a également exigé la nomination, à la vice-présidence du conseil d'administration, de deux hommes de son choix, influents banquiers de Wall Street.

Relevons la première déclaration de M. Mac Cloy : « Le monde ne peut exister partie en ruines, partie en grâtie-ciel. Naturellement, il est difficile, en accordant les crédits, d'éliminer tout point de vue politique. Cependant, l'activité de la Banque internationale ne peut être couronnée de succès que dans la mesure où elle sera appuyée par la finance du monde entier. »

L'homme qui parlait ainsi et sous l'impulsion duquel cet organisme, que d'aucuns, avec complaisance, déclaraient moribond, va reprendre vie et efficacité, jouit aux Etats-Unis d'une telle réputation d'homme remarquable qu'elle suffit à justifier son intransigeance.

Sous-secrétaire d'Etat à la Guerre pendant la deuxième guerre mondiale — après avoir valeureusement combattu sur le front français pendant la première — il devint le bras droit du ministre M. Stimson, auquel on doit dans une large mesure la création en temps record d'une armée américaine.

« C'est dur de travailler ainsi », constatait un jour un sénateur qui s'étonnait de le voir téléphoner successivement sur trois appareils différents, dicter des rapports à trois secrétaires et poursuivre la discussion.

Ce qui lui valut cette réponse cinglante :

« C'est une blague en comparaison de ce que nos soldats font au front. »

## Faiblesses et manies

Et l'on raconte aussi, sous le manteau, que Mac Cloy a ses faiblesses et ses petites manies. Fort innocentes, il faut bien dire. L'habitude par exemple de croquer du chocolat qu'il cache parmi ses dossiers ou d'envoyer la cendre de son cigare dans une corbeille placée à un mètre de distance et ceci avec une précision mathématique.

Lié à toute la haute finance américaine, M. Mac Cloy a su choisir pour collaborateurs des hommes comme Black ou Garner, capables d'assurer les rapports utiles entre le monde financier et Wall Street. Sa nomination dont les effets ne se feront pas attendre a déjà entraîné à souscrire, aux emprunts futurs, une des plus importantes compagnies d'assurances de l'Etat de New-York. « Ils ont raison, soulignait Mac Cloy, parce qu'une assurance contre le monde en ruines est une bonne affaire commerciale... »

Quant à la France, elle se demande aujourd'hui quelle sera la conséquence de cette nomination. M. Mac Cloy lésinera-t-il parcimonieusement les crédits tant désirés ou ouvrira-t-il généreusement aux peuples quémandeurs la manne du dollar ? Il est un fait dont il faut tout de suite nous féliciter : la Banque vient de nous accorder la moitié de ce que nous demandions : 250 millions de dollars.

TDV/ISAM  
Kütüphanesi Arşivi  
No 2E.0156

"Quatre et Trois"  
95 II 2

## Pour continuer l'œuvre de ROOSEVELT

Jedi dernier, à l'U.N.E.S.C.O., la Fédération mondiale des associations pour les nations unies a donné sa première manifestation publique sous la présidence de Julian Huxley. Il nous a semblé intéressant de définir pour nos lecteurs les buts de cette organisation dont John Ennals et E. J. Acker sont les secrétaires généraux.

**A**VANT la guerre, du temps de la Société des Nations, existaient dans de nombreux pays des « Unions pour la S.D.N. » qui avaient pour but de défendre les idées qu'elle propagait. Ces « Unions » étaient groupées en une « Fédération internationale des Unions pour la S.D.N. », qui avait son siège à Genève.

Mais les « Unions » comme la « Fédération internationale », qui groupaient les personnalités les plus représentatives de la politique internationale, n'avaient qu'une activité « académique », sans aucun contact avec les masses.

De plus la Société des Nations et son secrétariat ignoraient toujours (du moins officiellement) ces associations bénévoles qui, pourtant, leur apportaient un appui total.

Voulant combler le fossé qui s'était creusé entre les masses et ces « Unions » académiques, un homme au grand cœur, Lord Robert Cecil, unit ses efforts à ceux de quelques esprits éclairés de divers pays, tels que P. Cot, E. Herriot, M. Cachin, L. Dolivet, H. Rollin, B. Schwernik, etc... et créa le « Rassemblement Universel pour la Paix » (R.U.P.) qui, lui, tout en prenant comme but la sauvegarde de la paix par le renforcement de la S.D.N. mettait l'accent sur la participation des masses populaires au sauvetage de la paix déjà fort compromise.

Mais le R.U.P. naquit trop tard, dans un monde déjà livré à la guerre. Le congrès de Bruxelles de 1936 remporta certes un grand succès, mais n'eut pas de lendemain. Le R.U.P. fut rapidement torpillé par les agents de la 5<sup>e</sup> colonne internationale. Ceux-là mêmes qui, aujourd'hui, s'efforcent de ruiner l'œuvre des Nations Unies.

La guerre 1939-1945.  
Dombarton-Oaks, San Francisco, l'O.N.U., la Charte...

Des associations se créent dans certains pays pour propager les idées de coopération internationale, pour faire connaître l'O.N.U., sa Charte, ses espoirs... En 1946 se tint à Luxembourg le Congrès constitutif de la « Fédération Mondiale des Associations pour les Nations Unies », plus connue sous le vocable de W.F.U.N.A. (World Federation of United Nations Associations) qui est actuellement représentée dans plus de 30 pays différents par des associations nationales, dont certaines groupent plusieurs centaines de milliers de membres. Il existe des associations en Chine, France, Etats-Unis, Australie, Pologne, Afrique du Sud, Hongrie, Liban, Grèce, Cuba, Haïti, Brésil, Grande-Bretagne, etc... Certaines sont à leurs débuts, d'autres représentent déjà dans leurs pays respectifs une force non négligeable.

**Q**UE veut la W.F.U.N.A. ?  
Grouper les hommes de tous les pays, faire appel aux masses ouvrières, paysannes, aux jeunes, aux éducateurs, aux femmes, pour la défense de la paix. Défense qui ne peut être efficace que si elle se base sur la coopération internationale loyale de tous les pays. Etre pour l'O.N.U. un agent actif d'information et de propagande mais aussi et surtout un censeur sévère si, d'aventure, l'organisation de Lake Success devait faillir à sa tâche comme le fit jadis celle des bords du Léman. La W.F.U.N.A. entend rester le comité de vigilance international en état permanent d'alerte. Elle fusionne en un seul organisme les tendances des anciennes « Unions » et du « R. U. P. ».

« Rassemblement Universel pour la Paix » (R.U.P.) qui, lui, tout en prenant comme but la sauvegarde de la paix par le renforcement de la S.D.N. mettait l'accent sur la participation des masses populaires au sauvetage de la paix déjà fort compromise.

Mais le R.U.P. naquit trop tard, dans un monde déjà livré à la guerre. Le congrès de Bruxelles de 1936 remporta certes un grand succès, mais n'eut pas de lendemain. Le R.U.P. fut rapidement torpillé par les agents de la 5<sup>e</sup> colonne internationale. Ceux-là mêmes qui, aujourd'hui, s'efforcent de ruiner l'œuvre des Nations Unies.

La guerre 1939-1945.  
Dombarton-Oaks, San Francisco, l'O.N.U., la Charte...

Des associations se créent dans certains pays pour propager les idées de coopération internationale, pour faire connaître l'O.N.U., sa Charte, ses espoirs... En 1946 se tint à Luxembourg le Congrès constitutif de la « Fédération Mondiale des Associations pour les Nations Unies », plus connue sous le vocable de W.F.U.N.A. (World Federation of United Nations Associations) qui est actuellement représentée dans plus de 30 pays différents par des associations nationales, dont certaines groupent plusieurs centaines de milliers de membres. Il existe des associations en Chine, France, Etats-Unis, Australie, Pologne, Afrique du Sud, Hongrie, Liban, Grèce, Cuba, Haïti, Brésil, Grande-Bretagne, etc... Certaines sont à leurs débuts, d'autres représentent déjà dans leurs pays respectifs une force non négligeable.

**Q**UE veut la W.F.U.N.A. ?

Grouper les hommes de tous les pays, faire appel aux masses ouvrières, paysannes, aux jeunes, aux éducateurs, aux femmes, pour la défense de la paix. Défense qui ne peut être efficace que si elle se base sur la coopération internationale loyale de tous les pays. Etre pour l'O.N.U. un agent actif d'information et de propagande mais aussi et surtout un censeur sévère si, d'aventure, l'organisation de Lake Success devait faillir à sa tâche comme le fit jadis celle des bords du Léman. La W.F.U.N.A. entend rester le comité de vigilance international en état permanent d'alerte. Elle fusionne en un seul organisme les tendances des anciennes « Unions » et du « R. U. P. ».

L'O. N. U. est l'œuvre des Etats, elle est le groupement des gouvernements. La W.F.U.N.A. est une œuvre des peuples. L'activité de la première risque de demeurer stérile si elle ne trouve pas l'appui des peuples. Mais cet appui pour être efficace doit lui être fourni en connaissance de cause. La seconde doit donc avant tout faire l'éducation des peuples et c'est à quoi elle s'emploie.

Contrairement à ce qui s'est passé pour la « Fédération internationale des Unions pour la S.D.N. » qui fut toujours ignorée de la Ligue des Nations, l'O.N.U. a reconnu la W.F.U.N.A. et attaché une très grande importance à son activité. Le secrétariat des Nations Unies accepte ses suggestions et ses recommandations, la charge même de certaines missions. Cette dernière a son délégué permanent à l'O.N.U. qui assure une liaison constante entre l'Organisation des Gouvernements et des Peuples.

La W.F.U.N.A. est adversaire de toute politique tendant à mettre en brèche l'œuvre des Nations Unies, comme par exemple ces ballons d'essai aux noms divers : « Bloc Occidental », « Entente Européenne », qui malgré leurs parainages les plus illustres, ne trompent personne...

Le préambule de la Charte constitutive de la W.F.U.N.A. déclare : « C'est dans l'esprit des hommes que naissent les idées de guerre. C'est donc dans l'esprit des hommes qu'il faut avant tout édifier la paix. » C'est à cette œuvre belle entre toutes que s'attache la W.F.U.N.A. Elle demande à tous les honnêtes gens de participer à son effort.

# COUP D'ŒIL SUR LE MONDE

LA conférence de Moscou (pour bien dire il faudrait parler des différentes conférences qui se sont simultanément poursuivies à Moscou) s'est terminée au moins sur une conclusion commune. Elle n'était qu'une étape. Et tout dépend maintenant de la manière dont chacun des participants va jouer le jeu, sur le plan international, dans les mois qui vont venir.

La crise française, dans la mesure où elle nous intéresse ici, indique ce que nous savions déjà; c'est-à-dire que des rapports de plus en plus étroits lient désormais les problèmes intérieurs et les problèmes extérieurs. Un certain nombre d'actes et d'attitudes ne peuvent s'expliquer que si l'on tient compte de la pression d'une puissance étrangère sur certains secteurs de l'opinion française. Nommément désignée, il s'agit de la pression économique et politique américaine sur le centre et la droite française, sans compter un certain nombre d'éléments isolés un peu partout dans l'opinion française. Les journalistes américains ne s'y sont d'ailleurs pas trompés, qui interprètent très justement cette inquiétude de l'opinion ouvrière française. Et certains appels, certains voyages de personnalités françaises aux Etats-Unis sont également révélateurs.

UNE question très importante est donc de savoir comment s'orienter, en ce moment, la politique, la tactique, la stratégie des Etats-Unis. En

gros, on l'a déjà vu dans nos précédents commentaires. Mais des symptômes nouveaux apparaissent chaque jour.

Par exemple, on a remarqué que le général Collins a fait récemment, à la réunion des chambres de commerce des Etats-Unis, un véritable chantage à « la faiblesse militaire de l'Amérique ». Ce général américain a exposé en détail, ne faisant pas la moindre allusion aux bombes atomiques, qu'en Europe, par exemple, du point de vue militaire et du point de vue de l'aviation, les Etats-Unis se trouvaient en état d'infériorité manifeste par rapport à l'U.R.S.S. C'était, d'une part, un appel non déguisé à une nouvelle campagne de surarmement des Etats-Unis et, d'autre part, un pas de plus sur le chemin de cette psychose de peur et de guerre qui pénètre à l'heure actuelle profondément l'Amérique. Ainsi se dessine une tactique dont on aperçoit quantité de nouveaux signes. Pour n'en citer qu'un, une dépêche dont il est regrettable que la presse française n'ait pas fait état, indique que, prenant la parole lors d'une session à huis clos de la Commission exécutive de la Chambre des représentants, à Washington, le général Hoyt S. Vandenberg, a demandé la création d'un service secret aux Etats-Unis pour empêcher

« un nouveau Pearl Harbour ». Il s'agit là de l'ancien chef des services de renseignements qui a déclaré que, pendant des années, les Etats-Unis avaient dû compter uniquement sur la Grande-Bretagne pour être renseignés. Il a insisté également sur le fait que le service secret existant actuellement est temporaire et devrait, pour la première fois dans l'histoire des Etats-Unis, devenir une institution permanente.

JE n'ignore pas que la situation intérieure des Etats-Unis et les perspectives d'une triple crise (économique, politique et sociale) expliquent peut-être bien des mouvements tactiques. Je sais que, selon l'avis des plus modérés et des plus optimistes d'entre les économistes américains, le chômage dans leur pays atteindra quelque 6 millions 1/2 d'hommes d'ici moins de deux ans. Mais il est remarquable, et inquiétant, que de telles préoccupations se traduisent, non pas par un désir de réforme intérieure (au contraire, les lois antiouvrières se développent et vont peut-être provoquer une unité d'action entre le C.I.O. et l'A.F.L.), mais par une sorte de projection sur le plan de la politique extérieure.

Bien plus, les Américains appliquent le fameux principe de la « libre entreprise » au règlement même de la question allemande, et ils vien-

nent d'envoyer 14 hommes d'affaires en Allemagne. Ceux-ci ont déclaré, à la suite de leur voyage : « Nous sommes terriblement impressionnés par la complexité du problème allemand et nous n'avons pas encore pu tirer les conclusions de notre visite. »

Ce qui n'a pas empêché ces mêmes hommes d'affaires américains d'être unanimes à demander une plus grande liberté pour l'Allemagne, afin que celle-ci puisse « envoyer des représentants commerciaux à l'étranger et prospecter les marchés économiques »...

ON croit rêver. Il est vrai qu'un fort court dialogue tenu à la conférence de presse de ces hommes d'affaires est plus révélateur encore :

« Un journaliste soviétique ayant demandé si, dans ce cas, on ne pouvait pas envisager de prélèvements sur la production courante, puisque l'industrie allemande paraissait, dans un temps relativement court, capable de concurrencer l'industrie américaine dans certains domaines, un porte-parole du groupe des hommes d'affaires a répondu : « Je n'ai pas d'opinion à ce sujet car je ne connais pas la politique américaine en cette matière. »

C'est tout et ça suffit peut-être pour aujourd'hui.

André MAURICE.

TDVISAM  
Kütüphanesi Arşivi  
No 2E. 2156

Les Lettres Françaises

957

## Les bonnes idées

— L'université de Maryland (U.S.A.) a remplacé les cours de latin par des leçons de conduite automobile.

— Quatorze ans après les autres Etats américains, le Maine vient d'abolir la prohibition. Les bars seront fermés aux femmes.

— Les « physiquement faibles » et les fous recevront, aux Etats-Unis, un livret militaire spécial où seront mentionnées leurs réactions aux bombardements aériens et à la vue des fusées rouges.

— A Hambourg, les trafiquants du marché noir seront affectés au déblaiement des ruines.

— La fabrique de laine de Besbury (Angleterre) a engagé un pédicure : 1.000 de ses ouvriers souffrent des pieds.

— Pour consoler ses compatriotes des restrictions qu'ils subissent, le musicien japonais Sato a composé une chanson sentimentale.

— Un mendiant de Buenos-Aires, Pedro Polica, pour exercer son métier avec plus d'efficacité, vient de se faire faire un costume miséreux sur mesure qui lui a coûté 10.800 francs.

— Le professeur Erkask Upmark, de l'université suédoise d'Upsaal, ayant

TAVISAM

Kütüphanesi Arşivi

No 2E-2156

# Ces dépêches ont étonné les salles de rédaction

Samedi - soir 17 II 7

été appelé à Lund pour l'enterrement d'un collègue, et devant faire subir un examen ce jour-là à un étudiant, emmena avec lui le jeune homme en avion et l'interrogea pendant le voyage.

— La belle-fille de Charles Heustis, d'Atlantic-City (U.S.A.), avait légué à ce dernier, âgé de 91 ans, douze millions de francs à condition qu'il lui survive plus de treize jours. Charles Heustis vient de mourir, 24 jours après sa belle-fille.

— Father Divine a célébré le premier anniversaire de son mariage à New-Jersey. Les cartes d'invitation portaient : « On est prié de ne pas fumer, de ne pas blasphémer et de ne pas apporter de cadeaux ».

— La quatrième femme de Cornelius Vanderbilt a demandé le divorce parce que son mari la soupçonnait de l'avoir épousé pour son argent. Pour prouver qu'il a tort, elle renonce à toute pension alimentaire.

## La politique

— La radio américaine va abandonner ses émissions de propagande destinées à la Russie : elle ne

veut pas « agiter le taureau devant le drapeau rouge ».

— Le sénateur Martin pense que les Etats-Unis peuvent diriger le monde en tenant d'une main la bombe atomique et de l'autre le crucifix.

— L'ex-ambassadeur américain Joseph E. Davies a écrit un livre sur la vie à Moscou. Son chauffeur le désapprouve et en a écrit un autre.

## Les animaux

— Exaspérée par la vue des badauds, une pieuvre géante a défoncé le paroi de l'aquarium de Wellington (Nouvelle-Zélande).

## Les Truman et la musique

— Le président Truman a reçu un œuf de Pâques sur lequel était gravée « La valse du Missouri », son air préféré.

— Miss Margaret Truman ne pourra pas entreprendre une tournée de concerts tant qu'elle n'aura pas obtenu sa carte syndicale.

## L'amour et le divorce

— Les sociologues canadiens ont découvert que le pourcentage des divorces est plus élevé dans les régions exposées au vent.

— Un Américain, dont la mère venait de mourir, s'est assis sur les genoux de sa femme pour se suicider.

— L'actrice anglaise Maureen Murley a assuré son sex-appeal pour deux millions et demi de francs.

— Le tribunal a accordé le divorce à Mrs. Cole. Son mari est autorisé à la voir tous les jours pour lui dicter son courrier.

— Les deux filles de Jack Dempsey règlent leurs différends conjugaux au jiu-jitsu ; Jean Wallace, la femme de Franchois Tone préfère la bouteille de champagne qu'elle jette à la tête de son mari.

— A sa femme Evelyn Biddle, qui lui reproche de n'être pas comte et demande l'annulation de son mariage, le comte de Baillet-Latour répond que sa noblesse est dans son caractère.

— Mrs. Pauline Mac Martin demande cent millions à son mari pour divorcer. Mac Martin a pris la fuite.

## La famille

— Les deux jumelles des époux Guertner, de Cenac (Dordogne), se sont mariées toutes les deux le 8 décembre 1945. Elles ont été mères le 18 février 1947, à la même heure, dans le même hôpital.

## Sport

— A l'issue du match de football, O.S. Maroc contre Olympique de Hussein-Dey, la foule a envahi le terrain, guidée par un meneur qui brandissait une paire de tenailles. L'arbitre a reçu une gifle et le gouverneur général Chataignean a été bombardé à coups de coussin.

— Plusieurs agents de police participent à la coupe de France de bridge.

— Le gouverneur du Texas vient de décider que les combats de boxe qui se disputeraient dans son Etat de-

vraient désormais fournir un vainqueur. Depuis 1871 aucune décision n'était prise à l'issue des combats et tous les matches étaient déclarés nuls.

— Au cours d'un combat, le boxeur Bob Zanetti, de Springfield, eut tellement peur de son adversaire qu'il s'écroula sur le tapis (pour le compte) sans même avoir été touché. La commission de boxe lui a conseillé de pratiquer un autre sport.

— Une récente statistique révèle que chaque Américain, âgé de plus de 18 ans, boit en moyenne pour 10.000 francs de bière, de vin et de whiskey par an. Il fume deux fois plus qu'avant guerre.

# Les histoires qui ont fait rire le monde cette semaine

## CARACAS

DIVISAM  
Kütüphanesi Arşivi  
No 26.2156

Le fils d'un riche diamantaire est venu à Caracas se présenter à l'examen qui correspond au baccalauréat. Mais il est recalé. Aussitôt, il télégraphie à son frère :

- Ai échoué. Prépare papa.
- Il reçoit cette réponse :
- Papa préparé. Prépare-toi.

## PARIS

Un monsieur, qui a la bouche tordue vers la gauche, entre dans une bonneterie et demande à la vendeuse :

- Bonjour, madame, je voudrais des chaussettes bleues.

La vendeuse, qui a la bouche tordue vers la droite, répond sèchement :

- Je n'ai pas de chaussettes bleues.
- Comment, dit le monsieur à la bouche tordue vers la gauche. Mais j'en ai vu dans votre vitrine.
- Oui, répond la dame à la bouche tordue vers la droite. Mais je n'aime pas qu'on se moque de moi.

Dans la rue, un monsieur allongé sur le côté, a collé son oreille contre la chaussée et écoute.

Un autre monsieur passe et lui demande :

- On peut écouter à côté de vous ?
- Oui, fait l'autre.

Le deuxième monsieur s'allonge, colle son oreille, puis au bout d'un moment :

- Mais, on n'entend rien !
- M'en parlez pas, répond le premier. C'est comme ça depuis ce matin.

## TOULOUSE

Le régisseur du Capitole est furieux. Depuis un mois, il fait répéter une grande reconstitution historique. Et au dernier moment, un de ses acteurs est tombé malade. Certes, cet acteur avait un petit rôle. Il entrait au milieu d'une scène très osée et disait simplement, les bras au ciel :

- Quel stupre ! Quelle orgie ! Mais c'est Byzance !

Il faut tout de même le remplacer. Et comme le régisseur ne trouve personne, il embauche le caissier.

Le soir, le caissier entre sur la scène d'orgie et crie :

- Quel stupre ! Quelle orgie !

Puis, s'avançant vers un personnage, la main tendue, comme s'il venait de le reconnaître :

- Mais c'est Byzance !

## SENLIS

Un vieux marquis très myope donne une grande chasse. Il est dans son affût. Tout d'un coup, devant lui, passe une ombre. Il tire. L'ombre tombe. La chasse continue. A la fin de la soirée, il appelle son garde-chasse et lui demande :

- Les invités sont tous rentrés ?
- Oui, monsieur le marquis.
- Les rabatteurs sont au complet ?
- Oui, monsieur le marquis.
- Bien ! Alors, j'ai dû tuer un chevreuil.

## MARSEILLE

Marius est assis à la terrasse d'un café en train de boire un demi. Tout d'un coup, un ami lui crie :

- Marius ! Ta femme vient de se tuer en montant sur une échelle double pour placer des confitures sur le dessus de son armoire.

Son sang ne fait qu'un tour. Il se précipite et court vers sa maison. Et, tout en courant, il se dit tout haut :

- Mais je ne comprends pas. Quelle armoire ? Il n'y a pas d'armoire chez moi. Et quelles confitures ? Je ne me souviens pas de confitures. Et quelle échelle double ? Mais je n'ai pas d'échelle double.

Puis, tout d'un coup, il s'arrête et se dit, brutalement rassuré :

- Mais... Mais... Mais je ne suis pas marié ! ! !

## DUBLIN

Dans le ménage O'Cormick, c'est madame qui porte la culotte. Par exemple, lorsque Mme O'Cormick va voir ses amies, c'est David qui garde les enfants. Il fait aussi un bûn de ménage à l'occasion. Un jour, il casse un plat ancien auquel sa femme tient énormément.

Furieux de Mme O'Cormick. Et, devant la menace, le malheureux David se met à l'abri sous le lit.

- Sors d'ici, crie la mégère hors d'elle.
- Si je veux, répond David. On verra bien qui commande ici.

Samedi - soir  
17 II 7

# Derniers jours de Berlin

La bataille racontée

par un témoin du drame

RÉCIT DE JACQUES ALIBERT (DESSINS DE SZALAY)

## 15 avril. Ostkreuz.

Rudolf Wibach prit la parole dès que les membres des sections furent au complet. Tout le monde était en uniforme : chemises brunes, bottes noires. La jugulaire de cuir du shako à bande rouge serrait le menton de Bernhart Wesel, attentif comme les autres aux paroles du Blockleiter.

« L'ennemi est aux portes, disait Wibach. Le « Volksturm » sera bientôt sur pied. Le gouvernement a décidé de retirer les cartes de vivres à ceux qui ne se présenteront pas aux bureaux de recrutement. Le peuple construit les barricades et nous espérons couvrir la retraite des unités qui essaieront de résister dans le nord du pays. Berlin restera allemand ! »

Une ovation assez tiède salua les paroles du Blockleiter. Les membres du parti savaient bien qu'on ne pourrait plus résister longtemps. Ce n'est pas avec des « Panzerfaust » et des employés de la Reichspost qu'on arrête les T.34 soviétiques.

Tout le monde sortait. Bernhart Wesel descendait la rue d'Oranienburg pour aller prendre le S-Bahn à Friedrichstrasse. Berlin n'avait pas beaucoup changé depuis trois mois. Les ruines qui s'accumulaient donnaient un aspect sinistre à certains quartiers.

Partout on construisait des barricades. Les membres du Volksturm arrachaient les pavés. On renversait des voitures. Des tramways dressaient leurs carcasses jaunes en travers des rues.

Wesel entra dans la gare de la Friedrichstrasse. Elle était encombrée de réfugiés. Des femmes dormaient, allongées sur des paquets et un garçonnet regardait obstinément devant lui, avec des yeux sans vie.

— Quelqu'un demanda :  
— D'où venez-vous ?  
— De Klüstrin !

— Moi je viens de Stettin ! Les Russes entraînent dans la ville quand nous sommes partis.

— Et que font les nôtres ?  
— La femme eut un geste qui voulait dire : ils feraient mieux de ne pas insister.

Un vieillard mangeait un morceau de pain sec, d'un air résigné.

Une rame du S-Bahn entra en gare, lentement. Dès que le train fut arrêté, la foule se précipita. On tirait dehors ceux qui ne voulaient pas descendre. Il n'y avait plus de politesse, plus de pitié.

— C'est la fin ! pensa Wesel et il attendit le train suivant, sur le quai...

## 16 avril. Rummelsburg.

Michel fut réveillé vers les trois heures du matin. Il essaya de se rendormir, mais il se rendit compte qu'il se passait quelque chose d'anormal. C'était comme un orage, au loin, et le roulement ininterrompu qui frappait son oreille le tint éveillé. Il sauta de son lit, et sortit de la baraque.

On entendait parfois des coups plus sourds, plus longs. Les grosses pièces tiraient.

— La préparation d'artillerie sur l'Oder ! dit Fredo. Ça barde !

Le Lagerführer s'était levé lui aussi. Il parcourait le camp à grands pas. Les gars se taisaient sur son passage, attendant les réactions de l'Allemand. Mais il ne dit pas un mot et rentra dans sa chambre.

— T'as vu le « Lagfür ». Il a compris !

— Cette fois, c'est pour nous ! disait Victor. Je prépare mon sac.

Tous étaient devant les baraques. Le château d'eau de la gare de Rummelsburg se détachait sur un fond rouge. Personne ne pouvait s'arracher à ce spectacle.

A huit heures du matin, le feu de l'artillerie continuait, mais les bruits

personne, hasarda Herr Lehmann.

— J'en ai bien peur, répondit Kettie. Les Russes attaquent depuis hier !

— Je crois qu'il ne faut pas s'affoler pourtant.

— Que fait le patron ?

— Il est parti en voiture hier soir avec sa femme. Kuhlmann affirme qu'il se rend à Magdebourg. Il ne reviendra pas, car il a confié la direction de la maison à Hertz.

Kettie se demanda s'il était nécessaire de continuer à taper les factures. Elle se leva et ouvrit la fenêtre qui donnait sur la Warschauer Strasse. Des femmes stationnaient devant les boulangeries. Quelques voitures passaient. La jeune fille se demanda si vraiment les Berlinoises croyaient à la guerre. Le canon grondait toujours au loin, mais aucun obus n'était encore tombé sur la ville et sa banlieue immédiate.

Certains prétendaient que les troupes contenait des Russes.

— Ils vont venir ce soir ! se dit Kettie en regardant le ciel bleu où couraient de petits nuages de lune.

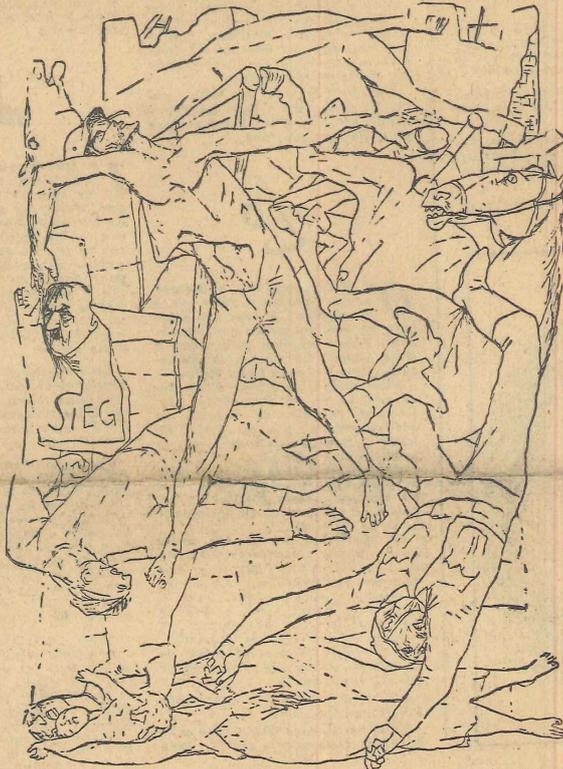
Elle s'accouda à la fenêtre et pour la première fois elle entrevit l'horreur de la guerre. Berlin allait être détruit complètement. Les quartiers encore debout seraient pilonnés par l'artillerie soviétique. Son frère disait que c'était la plus forte de toutes les armées belligérantes. Que faire ? Partir ? Beaucoup avaient déjà quitté la ville. A quoi bon maintenant ? Il était trop tard pour essayer de rejoindre les arrières. Berlin était désormais sur la ligne de feu.

Kettie referma la fenêtre. Le vieux Lehmann était assis dans un fauteuil et lisait les dernières nouvelles du matin.

— Ma femme est partie ! dit-il en refermant son

journal. Ce matin j'ai vu des centaines de réfugiés qui encombraient les stations du S. Bahn, de Zopernick à Pankow. Ils disent que les Russes mettent le feu partout où ils passent. Avez-vous les dernières actualités, mademoiselle Noak ? C'est affreux ! Je n'ose vous dire ce qu'on y voit !

(Suite page 7.)



de la gare couvraient souvent le roulement de la canonnade. Dans le S-Bahn, les voyageurs avaient l'air anxieux. Michel jeta un coup d'œil sur le *Morgenpost* que lisait sa voisine, le journal ne faisait aucune allusion à l'offensive.

— Il faut attendre le communiqué de ce soir ! disait un fonctionnaire de la Reichsbahn à l'un de ses collègues. Les Russes ont dû attaquer cette nuit. Mais nous avons encore des troupes !

— Parle, mon bonhomme, parle, pensait Michel. Bientôt tu ne riras plus !

Des trains de matériel et de soldats montaient vers le front. Des blessés attendaient un train sur le quai. La foule les entourait mais Michel ne put rien entendre. Une femme disait : « Quel malheur ! » Les hommes se taisaient. Berlin attendait l'assaut qui n'allait plus tarder.

## 16 avril. Warschauertrasse

Kettie arriva au bureau avec deux heures de retard. Quand elle entra chez Rosenthal, son chef montrant la

# La bataille racontée par un témoin du drame

RÉCIT DE JACQUES ALIBERT (DESSINS DE SZALAY)

## 15 avril. Ostkreuz.

Rudolf Wibach prit la parole dès que les membres des sections furent au complet. Tout le monde était en uniforme : chemises brunes, bottes noires. La jugulaire de cuir du shako à bande rouge serrait le menton de Bernhart Wesel, attentif comme les autres aux paroles du Blockleiter.

« L'ennemi est aux portes, disait Wibach. Le « Volksturm » sera bientôt sur pied. Le gouvernement a décidé de retirer les cartes de vivres à ceux qui ne se présenteront pas aux bureaux de recrutement. Le peuple construit les barricades et nous espérons couvrir la retraite des unités qui essaieront de résister dans le nord du pays. Berlin restera allemand ! »

Une ovation assez tiède salua les paroles du Blockleiter. Les membres du parti savaient bien qu'on ne pourrait plus résister longtemps. Ce n'est pas avec des « Panzerfaust » et des employés de la Reichpost qu'on arrête les T.34 soviétiques.

Tout le monde sortait. Bernhart Wesel descendait la rue d'Oranienburg pour aller prendre le S-Bahn à Friedrichstrasse. Berlin n'avait pas beaucoup changé depuis trois mois. Les ruines qui s'accumulaient donnaient un aspect sinistre à certains quartiers.

Partout on construisait des barricades. Les membres du Volksturm arrachaient les pavés. On renversait des voitures. Des tramways dressaient leurs carcasses jaunes en travers des rues.

Wesel entra dans la gare de la Friedrichstrasse. Elle était encombrée de réfugiés. Des femmes dormaient, allongées sur des paquets et un garçonnet regardait obstinément devant lui, avec des yeux sans vie.

Quelqu'un demanda :

— D'où venez-vous ?

— De Küstrin !

— Moi je viens de Stettin ! Les Russes entraînaient dans la ville quand nous sommes partis.

— Et que font les nôtres ?

— La femme eut un geste qui voulait dire : ils feraient mieux de ne pas insister.

Un vieillard mangeait un morceau de pain sec, d'un air résigné.

Une rame du S-Bahn entra en gare, lentement. Dès que le train fut arrêté, la foule se précipita. On tirait dehors ceux qui ne voulaient pas descendre. Il n'y avait plus de politesse, plus de pitié.

— C'est la fin ! pensa Wesel et il attendit le train suivant, sur le quai...

## 16 avril. Rummelsburg.

Michel fut réveillé vers les trois heures du matin. Il essaya de se rendormir, mais il se rendit compte qu'il se passait quelque chose d'anormal. C'était comme un orage, au loin, et le roulement ininterrompu qui frappa son oreille le tint éveillé. Il sauta de son lit, et sortit de la baraque.

Une lueur rouge montait vers l'est et ce roulement devenait plus distinct.

— Des Russes ! pensa Michel. Ils attaquent !

La canonnade augmentait sans

cesse. On entendait parfois des coups plus sourds, plus longs. Les grosses pièces tiraient.

— La préparation d'artillerie sur l'Oder ! dit Fredo. Ça barde !

Le Lagerführer s'était levé lui aussi. Il parcourait le camp à grands pas. Les gars se taisaient sur son passage, attendant les réactions de l'Allemand. Mais il ne dit pas un mot et rentra dans sa chambre.

— T'as vu le « Lagfür ». Il a compris !

— Cette fois, c'est pour nous ! disait Victor. Je prépare mon sac.

Tous étaient devant les baraques. Le château d'eau de la gare de Rummelsburg se détachait sur un fond rouge. Personne ne pouvait s'arracher à ce spectacle.

A huit heures du matin, le feu de l'artillerie continuait, mais les bruits

personne, hasarda Herr Lehmann. — J'en ai bien peur, répondit Kettie. Les Russes attaquent depuis hier !

— Je crois qu'il ne faut pas s'affoler pourtant.

— Que fait le patron ?

— Il est parti en voiture hier soir avec sa femme. Kuhlmann affirme qu'il se rend à Magdebourg. Il ne viendra pas, car il a confié la direction de la maison à Hertz.

Kettie se demanda s'il était nécessaire de continuer à taper les factures. Elle se leva et ouvrit la fenêtre qui donnait sur la Warschauer Strasse. Des femmes stationnaient devant les boulangeries. Quelques voitures passaient. La jeune fille se demanda si vraiment les Berlinoises croyaient à la guerre. Le canon grondait toujours au loin, mais aucun obus n'était encore tombé sur la ville et sa banlieue immédiate. Certains prétendaient que les troupes contenaient des Russes.

— Ils vont venir ce soir ! se dit Kettie en regardant le ciel bleu où couraient de petits nuages de lune.

Elle s'accouda à la fenêtre et pour la première fois elle entrevit l'horreur de la guerre. Berlin allait être détruit complètement. Les quartiers encore debout seraient pilonnés par l'artillerie soviétique. Son frère disait que c'était la plus forte de toutes les armées belligérantes. Que faire ? Partir ? Beaucoup avaient déjà quitté la ville. A quoi bon maintenant ? Il était trop tard pour essayer de rejoindre les arrières. Berlin était désormais sur la ligne de feu.

Kettie referma la fenêtre. Le vieux Lehmann était assis dans un fauteuil et lisait les dernières nouvelles du matin.

— Ma femme est partie ! dit-il en refermant son journal. Ce matin j'ai vu des centaines de réfugiés qui encombraient les stations du S. Bahn, de Zopernick à Pankow. Ils disent que les Russes mettent le feu partout où ils passent. Avez-vous les dernières actualités, mademoiselle Noak ? C'est affreux ! Je n'ose vous dire ce qu'on y voit !

(Suite page 7.)



de la gare couvraient souvent le roulement de la canonnade. Dans le S-Bahn, les voyageurs avaient l'air anxieux. Michel jeta un coup d'œil sur le Morgenpost que lisait sa voisine, le journal ne faisait aucune allusion à l'offensive.

— Il faut attendre le communiqué de ce soir ! disait un fonctionnaire de la Reichsbahn à l'un de ses collègues. Les Russes ont dû attaquer cette nuit. Mais nous avons encore des troupes !

— Parle, mon bonhomme, parle, pensait Michel. Bientôt tu ne riras plus !

Des trains de matériel et de soldats montaient vers le front. Des blessés attendaient un train sur le quai. La foule les entourait mais Michel ne put rien entendre. Une femme disait : « Quel malheur ! » Les hommes se taisaient. Berlin attendait l'assaut qui n'allait plus tarder.

## 16 avril. Warschauertrasse

Kettie arriva au bureau avec deux heures de retard. Quand elle entra chez Rosenthal, son chef montrant la pendule grommela quelque chose entre ses dents. La jeune fille haussa les épaules et s'installa à sa machine.

Il était onze heures. Pas de clients.

— Je crois qu'on ne verra plus

# IL GIORNALE DELLA SERA

Anno III - N. 118

QUOTIDIANO INDIPENDENTE

\*\*\* Mercoledì 21 Maggio 1947

Direzione, Redazione, Amministrazione  
Via della Mercede, 8 - ROMA - Telefoni: 67.941 - 67.942 - 67.944

**PUBBLICITÀ.** Per ogni m/m di alt.: commerciali, spettacoli L. 100, edizi di cronaca, finanz. e legal. L. 150, necrologie L. 50. Piccola pubbl. vedere tariffe alle rispettive rubriche oltre tasse governat. Rivolgersi alla Concess. esecutiva: Soc. per la Pubbl. in Italia (S.P.I.) Via del Parlamento 3, Telef. 61.372-63.984-684.093. F. manosc. non pubbl. non si restituiscono. E' vietata la riprod. o trad. anche parziale di articoli e servizi senza citarne la fonte.

**ABBONAMENTI:** Un anno L. 2200, un sem. L. 1150, un trim. L. 500 con riserva di conguaglio - Una copia L. 50 Spedizione in abbonamento postale - Decorrenza 1-15 ogni mese

## NITTI RIMANDA A DOMANI

### Tutti i capi partito convocati a casa del "vecchio", alle ore 10 di domattina - De Nicola a Nitti: "Non mi lasciare solo!", Lo Statista lucano deciso a andare fino in fondo

#### Nella scia della triarchia

«Un po' di geometria» chiedeva Galilei ai filosofi suoi contemporanei. «Un po' di economia» deve sospirare l'on. Nitti pensando ai discorsi che ha dovuto sentire ieri dai rappresentanti dei mezzi partiti di sinistra, i quali andavano predicando all'illustre Presidente di «piani» e di controlli, e non sapevano che intanto la borsa si era esplosa in favore del loro interlocutore col più straordinario plebiscito: valute estere e titoli industriali perdevano in media, dopo otto mesi di costante rialzo, il 20 per cento del valore fittizio che avevano raggiunto. Era bastata l'idea che la triarchia ed i suoi deleteri metodi scomparissero dalla scena, perché il paese riscattasse fiducia nella lira, e cioè fiducia in se stesso. Questo dovrebbe essere di conforto all'on. Nitti e indurlo a continuare nei suoi sforzi per formare il suo governo anche contro coloro che, per una paradossale situazione, pur essendo ai suoi antipodi per programmi politici (e non parliamo della esperienza della «dirittura, del patriottismo, della coscienza di dover servire il paese e non la fazione») sono divenuti un po' la chiave di volta della struttura che gli ha escogitato per un governo che si prefigga di salvare l'Italia. Il paese ha fiducia in quest'uomo che ha sempre messo al di sopra di ogni pensiero due esigenze morali: il bene della patria, e la fedeltà alle proprie convinzioni. Nel 1920, lui che era andato al potere come l'uomo delle sinistre...

#### Gli interrogativi permangono

A conclusione della giornata di colloqui con gli esponenti dei partiti politici, l'on. Nitti alle 16,45 ha lasciato via Ludovisi e si è recato a palazzo Giustiniani per conferire con il Capo provvisorio dello Stato. Le manovre dell'ultima ora della «Piccola Intesa» manovrata evidentemente da un'intesa più grande, sono riuscite allo scopo. L'on. Nitti ha lasciato palazzo Giustiniani alle 18,15 dopo un'ora e un quarto di colloquio. Ai giornalisti che lo interrogavano sulla accelerazione o meno dell'incarico, l'onorevole Nitti ha dichiarato: «Non sono venuto per questo. Sono venuto per riferire al Presidente tutto quello che mi è accaduto fino ad oggi. Adesso vedrà Orlando al quale debbo la cortesia di una visita poiché mi è stato molto vicino. Sono nel periodo delle «referenze». Interrogato se questa sera avesse ripreso le trattative e le consultazioni, ha detto: «No, ma che trattative! Consultazioni ne ho già fatte tante. Domani riferirò ancora all'on. De Nicola e prenderò le mie decisioni». Ad una domanda ha risposto «che tutto è fluido». Ad un giornalista che gli ha...

interrogato se la Democrazia Cristiana mantenesse la sua adesione ad un Gabinetto Nitti anche dopo un rifiuto della «Piccola Intesa», ha dichiarato: «Voi conoscete già la nostra impostazione, che è stata, del resto, il punto di partenza della crisi: la maggiore concentrazione possibile. Attendiamo di vedere se e come questa concentrazione sia possibile realizzare. Più che dare notizie - egli ha continuato - ne abbiamo chieste, per avere dalla fonte autentica notizie sulla situazione effettiva della crisi. Abbiamo però l'impressione che l'on. Nitti stesso attenda delle decisioni concrete e definitive dai vari gruppi. Gli atteggiamenti dei gruppi parlamentari A Montecitorio - mentre a Via Ludovisi proseguiva la serie dei colloqui - si svolgeva un interessante duello a distanza tra il portavoce di Nitti on. Reale e i gruppi parlamentari repubblicani riuniti in due distinte sale di Montecitorio. L'on. Reale, ai giornalisti che gli si affollavano intorno ha tenuto a precisare il punto di vista dell'on. Nitti sulla situazione che si è determinata ieri sera in seguito alle resistenze opposte dal PSLI dal partito repubblicano e dal partito d'azione. L'on. Reale ha detto che la ragione vera per la quale l'on. De Gasperi ha provocato la crisi chiedendo l'allargamento della base governativa resta sempre la necessità di far fronte alla grave situazione economica e di pervenire al risanamento finanziario. «Se i partiti che dovevano contribuire, secondo le intenzioni dell'on. De Gasperi, all'allargamento si rifiutano di dare il loro contributo, ciò non toglie che non si debba arrivare egualmente...

interrogato se la Democrazia Cristiana mantenesse la sua adesione ad un Gabinetto Nitti anche dopo un rifiuto della «Piccola Intesa», ha dichiarato: «Voi conoscete già la nostra impostazione, che è stata, del resto, il punto di partenza della crisi: la maggiore concentrazione possibile. Attendiamo di vedere se e come questa concentrazione sia possibile realizzare. Più che dare notizie - egli ha continuato - ne abbiamo chieste, per avere dalla fonte autentica notizie sulla situazione effettiva della crisi. Abbiamo però l'impressione che l'on. Nitti stesso attenda delle decisioni concrete e definitive dai vari gruppi. Gli atteggiamenti dei gruppi parlamentari A Montecitorio - mentre a Via Ludovisi proseguiva la serie dei colloqui - si svolgeva un interessante duello a distanza tra il portavoce di Nitti on. Reale e i gruppi parlamentari repubblicani riuniti in due distinte sale di Montecitorio. L'on. Reale, ai giornalisti che gli si affollavano intorno ha tenuto a precisare il punto di vista dell'on. Nitti sulla situazione che si è determinata ieri sera in seguito alle resistenze opposte dal PSLI dal partito repubblicano e dal partito d'azione. L'on. Reale ha detto che la ragione vera per la quale l'on. De Gasperi ha provocato la crisi chiedendo l'allargamento della base governativa resta sempre la necessità di far fronte alla grave situazione economica e di pervenire al risanamento finanziario. «Se i partiti che dovevano contribuire, secondo le intenzioni dell'on. De Gasperi, all'allargamento si rifiutano di dare il loro contributo, ciò non toglie che non si debba arrivare egualmente...

interrogato se la Democrazia Cristiana mantenesse la sua adesione ad un Gabinetto Nitti anche dopo un rifiuto della «Piccola Intesa», ha dichiarato: «Voi conoscete già la nostra impostazione, che è stata, del resto, il punto di partenza della crisi: la maggiore concentrazione possibile. Attendiamo di vedere se e come questa concentrazione sia possibile realizzare. Più che dare notizie - egli ha continuato - ne abbiamo chieste, per avere dalla fonte autentica notizie sulla situazione effettiva della crisi. Abbiamo però l'impressione che l'on. Nitti stesso attenda delle decisioni concrete e definitive dai vari gruppi. Gli atteggiamenti dei gruppi parlamentari A Montecitorio - mentre a Via Ludovisi proseguiva la serie dei colloqui - si svolgeva un interessante duello a distanza tra il portavoce di Nitti on. Reale e i gruppi parlamentari repubblicani riuniti in due distinte sale di Montecitorio. L'on. Reale, ai giornalisti che gli si affollavano intorno ha tenuto a precisare il punto di vista dell'on. Nitti sulla situazione che si è determinata ieri sera in seguito alle resistenze opposte dal PSLI dal partito repubblicano e dal partito d'azione. L'on. Reale ha detto che la ragione vera per la quale l'on. De Gasperi ha provocato la crisi chiedendo l'allargamento della base governativa resta sempre la necessità di far fronte alla grave situazione economica e di pervenire al risanamento finanziario. «Se i partiti che dovevano contribuire, secondo le intenzioni dell'on. De Gasperi, all'allargamento si rifiutano di dare il loro contributo, ciò non toglie che non si debba arrivare egualmente...

interrogato se la Democrazia Cristiana mantenesse la sua adesione ad un Gabinetto Nitti anche dopo un rifiuto della «Piccola Intesa», ha dichiarato: «Voi conoscete già la nostra impostazione, che è stata, del resto, il punto di partenza della crisi: la maggiore concentrazione possibile. Attendiamo di vedere se e come questa concentrazione sia possibile realizzare. Più che dare notizie - egli ha continuato - ne abbiamo chieste, per avere dalla fonte autentica notizie sulla situazione effettiva della crisi. Abbiamo però l'impressione che l'on. Nitti stesso attenda delle decisioni concrete e definitive dai vari gruppi. Gli atteggiamenti dei gruppi parlamentari A Montecitorio - mentre a Via Ludovisi proseguiva la serie dei colloqui - si svolgeva un interessante duello a distanza tra il portavoce di Nitti on. Reale e i gruppi parlamentari repubblicani riuniti in due distinte sale di Montecitorio. L'on. Reale, ai giornalisti che gli si affollavano intorno ha tenuto a precisare il punto di vista dell'on. Nitti sulla situazione che si è determinata ieri sera in seguito alle resistenze opposte dal PSLI dal partito repubblicano e dal partito d'azione. L'on. Reale ha detto che la ragione vera per la quale l'on. De Gasperi ha provocato la crisi chiedendo l'allargamento della base governativa resta sempre la necessità di far fronte alla grave situazione economica e di pervenire al risanamento finanziario. «Se i partiti che dovevano contribuire, secondo le intenzioni dell'on. De Gasperi, all'allargamento si rifiutano di dare il loro contributo, ciò non toglie che non si debba arrivare egualmente...

interrogato se la Democrazia Cristiana mantenesse la sua adesione ad un Gabinetto Nitti anche dopo un rifiuto della «Piccola Intesa», ha dichiarato: «Voi conoscete già la nostra impostazione, che è stata, del resto, il punto di partenza della crisi: la maggiore concentrazione possibile. Attendiamo di vedere se e come questa concentrazione sia possibile realizzare. Più che dare notizie - egli ha continuato - ne abbiamo chieste, per avere dalla fonte autentica notizie sulla situazione effettiva della crisi. Abbiamo però l'impressione che l'on. Nitti stesso attenda delle decisioni concrete e definitive dai vari gruppi. Gli atteggiamenti dei gruppi parlamentari A Montecitorio - mentre a Via Ludovisi proseguiva la serie dei colloqui - si svolgeva un interessante duello a distanza tra il portavoce di Nitti on. Reale e i gruppi parlamentari repubblicani riuniti in due distinte sale di Montecitorio. L'on. Reale, ai giornalisti che gli si affollavano intorno ha tenuto a precisare il punto di vista dell'on. Nitti sulla situazione che si è determinata ieri sera in seguito alle resistenze opposte dal PSLI dal partito repubblicano e dal partito d'azione. L'on. Reale ha detto che la ragione vera per la quale l'on. De Gasperi ha provocato la crisi chiedendo l'allargamento della base governativa resta sempre la necessità di far fronte alla grave situazione economica e di pervenire al risanamento finanziario. «Se i partiti che dovevano contribuire, secondo le intenzioni dell'on. De Gasperi, all'allargamento si rifiutano di dare il loro contributo, ciò non toglie che non si debba arrivare egualmente...

#### I rapporti politici alla Costituente

##### Richiesta del diritto di voto anche ai cittadini italiani all'estero

La seduta odierna alla Costituente si inizia alle ore 15 sotto la presidenza dell'onorevole Terracini. L'aula è semideserta. Letto e approvato il verbale si riprende la discussione sul titolo IV del progetto di Costituzione «Rapporti politici». Ha la parola l'on. Preziosi. Egli vorrebbe che il diritto di voto venisse riconosciuto anche ai cittadini italiani all'estero. Vedrà nell'art. 50 una garanzia per la resistenza contro qualunque oppressione. Segue l'on. Di GIOVANNI il quale chiede che venga pre-

#### IL COLLARE DEL CONTE SFORZA

Alcuni giorni fa alludemo al «cugino» Sforza, cioè all'uomo di stato repubblicano che continuava a tenerci il collare dell'Annunziata. Colla lealtà dovuta, avendo avuto chiarimenti dal Segretario degli Ordini cavallereschi, informiamo ora che l'on. Sforza restituì il collare la mattina stessa che ridivenne ministro degli Esteri; che di ciò diede annuncio soltanto all'on. De Gasperi. Abbiamo chiesto all'on. Sforza, incontrandolo a Montecitorio, cosa lo desse a quell'atto e proprio quel giorno - E semplicissimo - ci ha risposto - Il ministero da voi avuto è esatto. Se feci ciò in silenzio è perché facili gestioni pubblicitarie sanno di volgarità. Perché restituì il collare, era un atto di gratitudine verso il paese che mi aveva dato il ministero. E' semplicissimo - ci ha risposto - Il ministero da voi avuto è esatto. Se feci ciò in silenzio è perché facili gestioni pubblicitarie sanno di volgarità. Perché restituì il collare, era un atto di gratitudine verso il paese che mi aveva dato il ministero.

#### GLI STATI MAGGIORI ANGLOSASSONI AL LAVORO 220 milioni di dollari per 26 nuove navi

Sono in corso speciali studi fra S. U. e Inghilterra per adeguare la tecnica navale all'uso dell'atomica

NEW YORK, 20 - Un programma di costruzioni navali in Italia. Uno di questi cittadini. Akhmediev Mammed, presidente 26 nuove unità da loro mogli e figli, trattenero in Italia. Uno di questi cittadini. Akhmediev Mammed, presidente 26 nuove unità da loro mogli e figli, trattenero in Italia. Uno di questi cittadini. Akhmediev Mammed, presidente 26 nuove unità da loro mogli e figli, trattenero in Italia.

Interfero se questa sera avesse ripreso le trattative e le consultazioni, ha detto: «No, ma che fratellone! Consultazioni ne ho già fatte tante. Domani riferirò ancora all'on. De Nicola e prenderò le mie decisioni».

Ad una domanda ha risposto «che tutto è fluido».

Ad un giornalista straniero

### LA POLEMICA TRA WELLES E IL LEADER COMUNISTA

## Alti funzionari italiani hanno le prove contro Togliatti

L'on. Togliatti ha ieri inviato a Sumner Welles un telegramma in risposta alle gravi accuse formulate dall'americano in merito a presunti aiuti finanziari che il leader comunista italiano riceveva da una potenza straniera.

«Gli Stati Uniti hanno vinto l'Italia fascista. Questa vittoria a cui gli italiani hanno dato un notevole contributo, non attribuisce però a nessun uomo politico americano il diritto di ingiuriare uomini politici italiani di qualsiasi parte. Secondo l'agenzia Reuters si comunica in Italia, Ella ha affermato che alti funzionari italiani avrebbero le prove che io ricevo da una potenza straniera. Ella è tenuto a dare immediatamente e pubblicamente la prova di questa sua affermazione ed io ho il diritto di farlo. Se non lo fa, tutte le persone oneste di tutto il mondo hanno il diritto di pensare che Ella è un mentitore e un camuffatore. — F. I. Palmiro Togliatti».

L'agenzia «Reuters» informa da New York che l'on. Sumner Welles, in risposta al telegramma di Togliatti, ha detto di non aver nulla da aggiungere a quanto aveva dichiarato alla radio.

Tuttavia egli ha ribadito che le sue accuse si basano su prove che si troverebbero in mano di alti funzionari del Governo Italiano.

«Summer Welles non commu-  
nere di voti. L'ostentata buona volontà della triarchia e dei clienti di questa, io invidio invece a seguire quella che al primo momento poteva sembrare la via della minore resistenza, e così il traballo nel quale si cercava di attirare (nulla poteva interessare al più ai gerarchi dei partiti di massa che altrimenti avrebbero potuto dare soprattutto al paese una sensazione di che cosa sia un vero governo democratico) ha incominciato egregiamente a funzionare. Le possibilità dell'on. Nitti non sono affatto esaurite, e sinceramente ci auguriamo che almeno un po' di tempo almeno il vantaggio di creare nel governo — o nel paese e all'estero — un contrappeso all'azione delle sinistre e di offrire al programma dell'onorevole Nitti, sintetizzato nella parola «vivere», un certo nu-

l'italia il programma stesso sintetizzati in un'unica parola: vivere. Ma mi sono diversi modi di essere».

Interrogato, credeva Nitti riesca a formare il nuovo Gabinetto, Nenni ha risposto che, fino a questo momento, non si sono presentate difficoltà insormontabili sulla strada seguita dal vecchio parlamento, il quale chiarirà i punti del suo programma nel momento in cui avrà formato un governo che il Parlamento crederà il Governo.

Successivamente, alle 9,00 era introdotto nello studio del vecchio Presidente il Ministro Campilli, che era stato invitato dal Presidente per dare alcuni chiarimenti sui problemi di natura economica finanziaria.

Alla fine del colloquio, protrattosi fino alle 10 e un quarto, avvicinato dai giornalisti, l'on. Campilli ha dichiarato di credere ancora nella possibilità di una soluzione Nitti, anche perché il vecchio Presidente è molto fiducioso.

Alle ore 11 giungono a via Ludovico, a bordo di una ministeriale 1100, gli on. Piccioni e Gronchi. I giornalisti cercano di leggere sui loro visi se parlano di incoraggiamento o di delusione. Il colloquio si è protratto per tre quarti d'ora, e alla fine di esso abbiamo avuto una conferma della nostra impressione: la situazione di questa mattina — come ha dichiarato l'on. Gronchi — è quella di ieri, ma tardi, cioè siamo di fronte ad una battuta.

Interrogato dai giornalisti, l'on. Piccioni ha detto: «Siamo ancora in una fase di chiarimenti, di posizioni e di situazioni. Attendiamo di avere ulteriori precisazioni. A sua volta l'on. Gronchi, il Comitato Direttivo del

## per 26 nuove navi

### Sono in corso speciali studi fra S. U. e Inghilterra per adeguare la tecnica navale all'uso dell'atomica

NEW YORK, 20 — Un programma di costruzioni navali — informa l'INS — comprendente 26 nuove unità da guerra, è stato sanzionato dalla Commissione degli stanziamenti del Congresso la quale ha eretto all'uopo la somma di 220 milioni di dollari. Fra le nuove 26 unità figurano vari sottomarini e quattro caccia.

Non si tratta di grandi navi, il cui programma comporta stanziamenti di ben altra entità, ma di un piano urgente per piccole unità. Quanto alla imposizione di nuove navi di linea l'INS informa che tra gli Stati Maggiori navali americani e britannico sono in corso speciali studi e intese evidentemente allo scopo di unificare i programmi di costruzione in vista della nuova tecnica suggerita dall'avvento della bomba atomica. Lo scambio di informazioni e studi fra le due marine da guerra è entrato in una fase pratica, dopo le intese raggiunte da esponenti navali dei due paesi a Washington.

### Accuse della "Tass" alle autorità britanniche di Rimini

LONDRA, 20. — Radio Mosca ha diffuso un dispaccio della «Tass» da Vienna il quale afferma che le autorità militari britanniche da cui dipende il campo di transito 5 a Rimini ricorrono a tutti i mezzi per impedire il ritorno dei profughi in Patria. Cittadini sovietici giunti a Vienna dall'Italia hanno riferito che sono stati costretti, con la forza, a separarsi dai

la loro mogli e figli, trattenuti in Italia. Uno di questi cittadini, Akhmedov Mammed, ha riferito che alla vigilia della sua partenza la moglie ed un suo bambino di quattro mesi furono allontanati a viva forza da lui.

228 secondi di eclisse

RIO DE JANEIRO, 20 — L'eclisse totale del sole è stata perfettamente visibile oggi alla spedizione scientifica americana. Una radiotrasmissione da Bucaria, intercettata a Rio de Janeiro, informò dell'ultimo momento il cielo si è rischiato permettendo un'ottima osservazione del fenomeno che com'era stato previsto si è iniziato alle 7,34 (ora locale) ed ha avuto la durata di 228 secondi.

La chiarezza del cielo era infatti la premessa di un completo successo per tutti gli esperimenti scientifici e gli sforzi degli organizzatori hanno così avuto un giusto compenso.

Da parecchie settimane infatti 73 persone fra cui 16 scienziati americani, 5 membri della «National Geography Society», 5 ufficiali dell'esercito statunitense e 47 fra soldati e portatori indigeni erano trasferiti nel cuore della jungla brasiliana muniti di moderni apparecchi scientifici ed avevano affrontato una vita di pericoli nella zona infestata da serpenti e da tigre.

Fra gli esperimenti tentati durante l'eclissi gli scienziati sono particolarmente inte-

mente «repubblicani» a non votare il nuovo governo. Si è visto che i repubblicani economici e di pianificazione, di dirigenza e di economia di Stato. E' evidente: è la borghesia meridionale che interpretano nei suoi disegni del vivere, per cento. La differenza correbbe, d'un colpo solo, il deficit del bilancio, togliendo dalla prima indagine un terzo del totale. Questo fenomeno, puramente psicologico, s'attribuisce allo sconosciuto successo di un Governo di Nitti. Un governo diretto da Nitti si profila sulle lavagne delle borse italiane come una faccenda seria. Lo Stato non sarebbe più una espressione vuota di senso né la Legge materia opinabile come il gusto dei cartofili. I titoli di rendita rialzano, perché Ma chi specula sui titoli di rendita? E' sicuramente il rialzo? Nessuno. Quando mai gli operatori, in Borsa, hanno accordato la loro fiducia alla rendita dello Stato?

La speculazione di Borsa s'occupa di Catini e di Finisider di Sna e di Italgas; non si occupa del vecchio onesto Consolidato. Oggi nulla può essere considerato non l'allegria inflazionista dei borsisti. Un'allegria — direbbero, Nitti, Togliatti e Castiglione. Che anche le deliranti speculazioni in Borsa, Ma non è meno allegria per questo.

Il Governo Nitti metterebbe fine a questo piacevole «badinage» delle ditte e dei borsisti. Nitti appartiene all'altra democrazia e non a questa. In quell'altra democrazia non usavano le segreterie di 100 persone, ma di 10. In questa democrazia in quell'altra democrazia la famiglia del Ministro andava a piedi. Un Presidente del Consiglio non era un signore. Nitti, lanciato alla propria famiglia è capace di ridurre le segreterie, i paragoni e l'allegria finanza dei ministri. Ma chi non fa il Nitti, il fedelissimo Scalinari a teppificare un partito socialista favoreggiatore del gioco e degli interessi borghesi.

«Gli altri due partiti e di massa» tirano il peggio. Comunisti e socialfascisti vogliono l'inflazione e l'hanno già in gran parte ottenuta. L'inflazione provoca la dispersione e la dispersione delle classi povere, che son le sole colpite. E i socialcomunisti contano su questa rivolta. Dunque ancora una speculazione in Borsa, e una parte di essa farebbe il gioco delle forze rivoluzionarie? Sicuramente. Il sicuro a Nitti vuol dire il sicuro a tutti. I fatti sono questi: il regime è un'allegria in Borsa. La Democrazia Cristiana, però, nell'opinione degli onesti ci rimette la faccia.

Stivio Luini

## TURCHI CORAGGIOSI DOPO GLI AIUTI U. S. A.

### La cappa d'oro ha sostituito la cappa di piombo che gravava sul cielo di Ankara - La fiducia nell'America è sconfinata

ISTAMBUL, maggio — Il mondo s'è interessato fin troppo, negli ultimi mesi, a ciò che è avvenuto e sta avvenendo in Grecia e, a mio modo di vedere, fin troppo poco agli analoghi eventi in Turchia: giustizia forse la preferenza, dal punto di vista giornalistico, per il carattere sensazionale degli avvenimenti greci — guerriglie, battute e rastrellamenti in grande stile, successioni al trono eccetera — ma meno giustificata dal punto di vista politico. Sotto questo aspetto, la posizione della Turchia, nel nuovo ruolo impostole dall'interferente americano, non è in nulla inferiore a quella della Grecia; o le è superiore di molto.

Chi torna in Turchia dopo mesi d'assenza trova un'atmosfera diversa, un cambiamento profondo. La cappa d'oro ha preso il posto della cappa di piombo che gravava sul cielo di Ankara e di Istanbul.

Un fiero popolo di soldati come il popolo turco non s'attiene facilmente con minacce. La Russia che ci ha provato a più riprese ha dovuto concludere ogni volta che la sua strapotenza non bastava, con sole dimostrazioni di for-

za, a sfaccare l'ovvio di questa nazione, a piegarla senza effettivo ricorso a quella forza. Alla quale la Turchia è sempre stata pronta a rispondere col coraggio della disperazione e delle poche ma non trascurabili, forze militari di cui disponeva e dispone. Ma, beninteso, le prospettive che si profilavano tinte di nero e di sanguigno alle frontiere orientali non erano tali da non imprimere mortalmente il morale nazionale. Sicché la Turchia si presentava al viaggiatore appunto come il classico malato del Bosforo: coraggioso, ma rassegnato; disposto a vendere a carissimo prezzo la pelle, ma convinto di dover avere, a ogni modo, prima o dopo, la peggio.

Dopo il brado di Truman si vedono questi turchi sulla strada come altrettanti paladini di Francia. Non jattanza, che sarebbe fuori luogo, e non è, in ogni caso, nella loro indole o natura; ma sicurezza di sé, fierezza virile, certezza del fu-

l'impredicabilità e (bisogna ben chiamarla così) providenzialità dell'aiuto americano.

In un momento storico di profondo smarrimento come quello che traversava la Turchia di fronte alla minaccia russa, dalla quale nessuna forza umana sembrava che, nonostante qualunque eroismo, dovesse salvarla, l'intervento di Truman ha avuto del soprannaturale. L'aiuto è venuto da un paese dell'altro mondo: è stato un fulmine a ciel sereno, di quelli che scuotono le fantasie e mettono in moto, nel subconsciente di un popolo sottomuto di carattere religioso, Allah è grande, ha detto e ripetuto ogni turco pensando a quello che è successo e a quello che forse si è evitato. Oltre il solito «non c'è nella psicologia politica del turco un senso antico, ch'esso diffida a definire e che forse è padre. Ci si chiede se non siano vere o troppo vere simili per l'onore nazionale certe accuse correnti, che vorrebbero presentare la Turchia



Bay  
Ziyad Ebüzziya,

105

I S T A N B U L



Nuruosmaniye, Şeref 3.35

"Tasvir"

TDVISAM  
Kütüphanesi Arşivi  
No 2E12156

T U R C H I A.



Stampa 1871

Roma, Via G.B. Morgagni 31.

ITALYA.

---